



JEAN-MARIE HARRIBEY

RACONTE-MOI
LA CRISE

LE BORD DE L'EAU
éditions

Raconte-moi la crise

Jean-Marie Harribey

À mes petits-enfants

Du même auteur

Publications personnelles :

L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail, Paris, L'Harmattan, 1997.

Le développement soutenable, Paris, Economica, 1998.

La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique, Bègles, Ed. du Passant, 2002, rééd. 2004.

Une cinquantaine d'articles dans des revues d'économie et de sciences sociales, dont *Actuel Marx*, *Cahiers français*, *Cahiers marxistes*, *Contretemps*, *Cosmopolitiques*, *Économie appliquée*, *Économies et sociétés*, *Entropia*, *La Pensée*, *L'Économie politique*, *Le Monde diplomatique*, *Mouvements*, *Problèmes économiques*, *Revue du MAUSS*.

Direction d'ouvrages collectifs :

(avec Michael Löwy) *Capital contre nature*, Paris, PUF, 2003.

(pour Attac) *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

(pour Attac) *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

(avec Eric Berr) *Le développement en question(s)*, Pessac, PUB, 2006.

(pour Attac, avec Dominique Plihon), *Sortir de la crise globale, Vers un monde écologique et solidaire*, Paris, La Découverte, 2009.

Participation à une vingtaine d'ouvrages collectifs

Parmi lesquels :

Denis Requier-Desjardins, Clive Spash, Jan Van der Straaten (Ed.), *Environmental Policy and Societal Aims*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 1998.

François Charpentier (dir.), *Encyclopédie de la protection sociale, Quelle refondation ?*, Paris, Economica, Liaisons sociales, 2000.

Jean Terrier et Hugues Poltier, *Vers de nouvelles dominations dans le travail, Sur le sens de la crise*, Lausanne, Payot, 2001.

Enrique de La Garza Toledo y Julio César Neffa (coord.), *El trabajo del futuro, El futuro del trabajo*, Buenos Aires, CLACSO, 2001.

Jacques Bidet et Eustache Kouvélakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001.

Jean-Claude Delaunay (coord.) *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Isabelle Daugareilh (dir.), *Mondialisation, travail et droits fondamentaux*, Bruxelles, Bruylant, LGDJ, 2005.

Encyclopaedia Universalis, Forum, « La décroissance, nouvelle utopie ou impasse ? », à paraître 2009.

Jean-Marie Harribey,
Maître de conférences d'économie à l'Université Bordeaux IV,
Co-président d'Attac France
Chroniqueur à *Politis*
<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

Sommaire

Introduction : Peut-on raconter la crise ?

Première partie : Les racines de la crise

1. Dessine-moi un modèle
2. Don Quiattaque : Don Quiattaque de la Gauche, le contestataire à la triste figure
3. Sud-Nord-Sud, le climat se réchauffe, *Conte rigoureusement authentique*
4. De la guerre sociale à la guerre totale, *Mini-tragi-comédie invraisemblable*
5. Le piège des mots, *Parodie de l'élaboration de l'« exposé des motifs » relatif au projet de traité constitutionnel européen*
6. La pierre philosophale
7. Le bourgeois bonhomme, *Parodie du Bourgeois gentilhomme, Acte II, scène IV, de Molière*

Deuxième partie : La crise

8. Le prédateur et ses enfants
9. Crise financière : J'ai mal à mon capital
10. Cher pétrole...
11. Le prix des choses et les choses de prix
12. Le temps libre et la nature n'ont pas de prix, *Intermède théorique*
13. On n'attrape pas la lune
14. On n'achète pas le soleil

Troisième partie : Le déni de crise

15. Homo inhumanus
16. Le plaisir, la souffrance et l'économiste : Brève épistémologie de l'économie pour le citoyen
17. L'hydre de Lerne de l'idéologie économique

Conclusion : La crise racontée, Correspondance imaginaire entre Marx et Keynes

Annexe : Références

Introduction

Peut-on raconter la crise ?

Ce livre rassemble des textes écrits au fil des années pour proposer une compréhension des événements auxquels étaient confrontés les mouvements sociaux. Des événements imposés par la transformation rapide et violente du capitalisme contemporain, inaugurée dans les années 1970 par la liberté totale de circuler accordée aux capitaux. Cette décision avait pour but de remédier à la chute des taux de rentabilité de capital, constatée aux États-Unis, puis en Europe et au Japon, en permettant une restructuration des activités économiques à l'échelle mondiale. Ainsi naquit le phénomène appelé mondialisation qui, en fait, était une mise en concurrence généralisée de tous les travailleurs et de leurs systèmes sociaux à travers le monde.

D'un point de vue capitaliste, la réussite fut quasi parfaite. Décrochage des salaires par rapport à la productivité du travail et donc enrichissement des propriétaires de capitaux de toutes sortes, destruction progressive des systèmes collectifs d'assurance maladie et de retraites, privatisation des services publics ainsi que des connaissances et des principales ressources naturelles, appropriation de la terre dans nombre de pays du Sud, mise du crédit bancaire au service d'un système financier destiné à verser de la valeur aux actionnaires, tout concourut à rapprocher le capitalisme de son modèle le plus abstrait, c'est-à-dire le plus conforme à sa logique froide : n'ont de légitimité que les activités humaines rapportant un profit le plus élevé possible.

Ce faisant, le capitalisme de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e a miné les deux piliers sur lesquels il repose : l'exploitation de la force de travail et celle de la nature. Crise sociale et crise écologique sont au cœur des crises – à première vue financières, en réalité globales – que connaît le capitalisme depuis les années 1980. La dernière en date, celle déclenchée au centre même du capitalisme mondial, les États-Unis, au cours de l'année 2007, marque peut-être le déclin de l'idéologie néo-libérale qui s'était imposée auparavant. Fondamentalement, la finance ne pouvait durablement vivre dans l'illusion qu'elle pouvait faire jaillir une richesse de l'activité spéculative. En effet, la spéculation ne prospère jamais qu'en proportion de l'exploitation du travail. Lorsque la finance croit pouvoir échapper à cette dure loi d'airain, les bulles qu'elle initie finissent toujours par éclater. En d'autres termes, la finance fétiche est rattrapée par la réalité. Cette réalité a un nom : il n'y a pas de valeur économique produite qui ne provienne du travail humain¹. Tout le reste, qui fait, un temps, les beaux jours de la Bourse et la fortune des boursicoteurs, n'est que fiction. La financiarisation du capitalisme est cette phase où le système se rapproche des limites, sociale et écologique, qui brident sa dynamique d'accumulation. Ce modèle menace de faire franchir au monde la limite du vivable, du supportable, du « soutenable », comme le dit aujourd'hui un concept de développement à la mode².

Mais comment expliquer cela alors que tous les médias, tous les commentateurs, tous les professeurs d'université de renom, tous les théoriciens du marché et de la finance, ou peu s'en faut, se répandent en discours mystificateurs ? En ne lâchant pas d'un pouce le débat théorique le plus ardu, qu'il convient de mener contre les idéologues du capital, et, simultanément, en contribuant à rendre accessibles par les citoyens les éléments permettant de porter la critique du système qui les aliène au niveau le plus global qui soit. C'est la raison pour laquelle, parallèlement à la recherche universitaire, il m'a toujours paru essentiel de travailler à l'élaboration d'outils pédagogiques populaires qui n'abandonnent aucun des aspects théoriques essentiels, mais qui, au contraire, les valorisent. L'action menée au sein d'Attac (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens) depuis 1998 en a été l'occasion **la plus récente**.

Le lecteur trouvera donc dans les pages qui suivent des textes, alliant l'analyse et la dérision, qui sont des petits essais socio-économiques, écrits sur le vif des mouvements sociaux de ces dernières années. Souvent sur le mode parodique³, j'ai fait appel à des

¹ À la suite d'Adam Smith, de David Ricardo et de Karl Marx, cette loi fut nommée « loi de la valeur-travail » qui signifie que, au niveau de l'ensemble de l'économie, toute la valeur économique produite et ensuite distribuée sous formes de revenus monétaires (salaires et profits) provient du travail. Il en sera beaucoup question dans la suite de ce livre pour comprendre la crise.

² J.M. Harribey, *L'économie économe, Le Développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.

³ Seuls trois chapitres (12, 15 et 16) se présentent sous la forme essentiellement théorique.

classiques de la littérature populaire qui en disent plus long que beaucoup de savants traités. Par exemple, lors de la lutte des jeunes contre le projet du gouvernement français de créer un « contrat première embauche », au motif qu'il fallait « changer de modèle social », je me suis souvenu de cette parole du *Petit Prince* de Saint-Exupéry « dessine-moi un mouton », et j'ai écrit un apologue « Dessine-moi un modèle », que l'on trouvera en tête de ce recueil. En utilisant la naïveté empreinte de beaucoup de sagesse de ce personnage plein de charme et d'émotion, je l'ai mis en scène plus tard à deux autres occasions pour décrypter la violence physique et symbolique de la marchandisation du monde.

Le lecteur reconnaîtra aussi chez La Fontaine, Corneille, Molière, Cervantès, Hugo et quelques autres des sources d'inspiration inépuisables, tant la quête de l'émancipation humaine est perpétuelle. Cet ouvrage est une suite donnée à l'essai, aujourd'hui épuisé, d'initiation à l'économie critique *La démence sénile du capital*.⁴

L'ensemble est rassemblé autour de trois parties. La première, « Les racines de la crise », montre comment la destruction du tissu social crée peu à peu les conditions d'une crise majeure et globale du capitalisme actuel. La deuxième présente les symptômes et les conséquences de la crise du système. La troisième débusque les non-dits, les camouflages et les absurdités du discours dominant sur le capitalisme et sa crise. La conclusion donne la parole aux deux grands économistes qui, déjà en leur temps, avaient parfaitement compris ce qu'était le capitalisme, à savoir un système qui dépossède les individus de tout leur être pour mieux en faire les servants de la marchandise, avant de les transformer eux-mêmes en une marchandise : Marx et Keynes, qui avaient vu en quoi la logique du profit est une logique sacrificielle puisque les humains et la nature étaient condamnés à n'être que des instruments.⁵

Enfin, ce livre est une manière de s'adresser aux petits enfants, et également aux grands enfants que restent les adultes lorsqu'ils n'ont pas renoncé à faire de leurs rêves une réalité.

⁴ J.M. Harribey, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Éd. du Passant, 2002, 2^e éd. 2004, épuisé, non réédité, la revue *Le Passant Ordinaire* ayant cessé de paraître, en libre accès sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/demence.pdf>.

⁵ Le lecteur pourra s'en convaincre en lisant ou relisant des textes courts et accessibles de l'un et de l'autre. Par exemple : K. Marx, *Travail salarié et capital*, 1849, *Avant-propos à la Critique de l'économie politique*, 1859, *Salaire, prix et plus-value*, 1865, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, 1875, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965 ; J.M. Keynes, *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, 1930, dans *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot, 1971.

Première partie

Les racines de la crise

1

Dessine-moi un modèle

« Bonjour, dit le Petit Prince⁶.

- Bonjour, dit le ministre le plus important.
- Que fais-tu ? demanda le Petit Prince.
- Je construis un modèle social. Je brade les entreprises publiques ou les noie dans un conglomérat privé, je supprime les contrats à durée indéterminée, j’invente les contrats nouvelle embauche et première embauche et je réduis les impôts des riches pour qu’ils emploient les pauvres comme domestiques. Parce qu’il y a beaucoup de chômage. »

Et, sur l’écran de l’ordinateur du ministre, se dessina une courbe de croissance des dividendes.

« C’est la courbe du chômage ? demanda le Petit Prince.

- Non. Enfin, oui, c’est pareil. Le chômage et les profits, ça va ensemble.
- Pourquoi ? s’obstina le Petit Prince qui ne renonçait jamais à une question. Les chômeurs perçoivent des dividendes ?
- Ah non, les dividendes sont pour les actionnaires qui peuvent acheter d’autres actions qui leur servent à recevoir d’autres dividendes, et ainsi de suite. Ça s’appelle l’accumulation. Tu ne connais donc pas ça sur ta planète ? demanda le ministre, soudain l’air intéressé.
- Sur l’étoile où j’habite, rien ne se vend, rien ne s’achète. Chacun rend des services gratuitement. »

Le ministre demanda un instant. Il téléphona et, peu après, un monsieur bien mis et une dame avec de la prestance les rejoignirent. S’adressant à eux, le ministre leur dit :

« Il existe une étoile non marchande. Pouvez-vous y apporter le progrès ?

- Oui, répondit le monsieur bien mis. Mais, auparavant, il faut écrire une directive libéralisant le commerce des services entre les planètes.
- Les habitants de mon étoile refuseront de renoncer à leurs services et de voir leur travail méprisé, objecta le Petit Prince.
- La vie, la santé, l’amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? interrogea la dame, faussement ingénue. »⁷

Sentant les choses mal tourner, le ministre, patelin, dit au Petit Prince :

« Donnez-nous l’adresse de votre étoile. Le capital ne fera qu’une visite de reconnaissance, car lui seul a la liberté totale de circuler.

- Sur mon étoile, l’eau du puits est gratuite et elle coule sans l’aide du capital », s’entêta le Petit Prince.

Mais, déjà, les autres étaient partis, emportant avec eux la position de l’astre encore inviolé. Le Petit Prince, étonné que l’on pût rêver d’une étoile pour autre chose que la lueur de son réverbère et la douceur de ses fleurs, reprit sa marche et rencontra le renard.

« Tous les hommes sont-ils comme le ministre important, le monsieur bien mis et la dame fière ? lui demanda le Petit Prince.

- Non, répondit le renard. Mais plus les marchands marchandisent, plus le lien social se distend et la solidarité se dissout dans l’appât du gain. Un modèle chasse l’autre.
- Je ne comprends rien à votre histoire de modèles, rétorqua le Petit Prince, très en colère. Pour avoir autant de chômeurs et de précaires, souffrez-vous de trop ou de pas assez de solidarité ?
- Modèle est un mot magique. Tu crois qu’il désigne ce qui est bon pour tous, ce qui est un bien commun à préserver et même à étendre. En fait, il désigne aussi n’importe quelle organisation existante, même catastrophique pour les plus humbles.
- Votre modèle est encore plus compliqué que la fleur de mon étoile qui a des épines, murmura le Petit Prince.

⁶ Cette première phrase est d’A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 1940.

⁷ Déclaration de Laurence Parisot, *Le Figaro économie*, 30 août 2005.

- Tu n'as pas vu le pire. Car il y a des experts du déclin qui expliquent que le modèle catastrophique est venu à cause d'un trop bon modèle antérieur et qu'il y a du chômage parce que nous ne travaillons pas assez longtemps. Nous n'avons plus de réverbères mais nous avons de puissants projecteurs médiatiques aveuglants qui sont tournés vers les miettes laissées aux pauvres, laissant dans l'ombre l'opulence, le luxe et le gaspillage.
- Comment s'appelle votre modèle ? demanda le Petit Prince, au comble de la perplexité.
- Capitalisme. Ça veut dire : modèle qui marchandise tout au nom de la mise en valeur.
- Valeur, c'est comme modèle, vous m'embrouillez avec vos mots à double sens. N'y a-t-il donc personne pour s'insurger contre cette marchandisation des choses et des relations et contre cette perversion des mots ?
- Oh, si. Mais combattre le modèle capitaliste suppose de réunir plusieurs conditions : mettre fin à la propriété qui autorise tous les accaparements dont celle des biens communs, placer ceux-ci hors marché, réconcilier progrès social et écologie et garantir que ces décisions soient prises démocratiquement. On essaie d'appriivoiser toutes ces choses ensemble pour en faire un réel anticapitalisme.
- Qu'est-ce que signifie apprivoiser ?
- Ça signifie créer des liens (...) On ne connaît que les choses que l'on apprivoise, dit le renard. Les hommes n'ont plus le temps de rien connaître. Ils achètent des choses toutes faites chez les marchands. Mais comme il n'existe point de marchands d'amis, les hommes n'ont plus d'amis. »⁸

⁸ Les deux dernières répliques sont d'A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 1940.

2

Don Quiattaque*Don Quiattaque de la Gauche, le contestataire à la triste figure*

Nous partîmes cinq cents ; mais par un prompt renfort
 Nous fûmes vingt mille pour inverser le sort
 Qui nous était promis par les dieux du malheur :
 Mille morts. Et percés jusques au fond du cœur
 D'une atteinte imprévue aussi bien que mortelle,
 Que l'on nous fît croire comme étant naturelle :
 La vocation du monde est d'être marchandise,
 La soumission des hommes est tenue pour acquise.

Il y a trop de vieux qui s'attardent et encombrent,
 Beaucoup trop de jeunes, sauvageons en surnombre,
 Mais on manque de vieux, contents du minimum,
 Y'a pas assez de jeunes, accrocs de cet opium,
 Travail précarisé, petits boulots flexibles,
 Amortisseurs de crise et servant de fusibles.
 Dans vingt ans, soi-disant, on ne pourra payer
 Les pensions promises, les retraites et loyers,
 À tous les amoureux de l'art d'être grand-père
 Qui s'obstineront à devenir centenaires.
 Combien de grands-mères qui sont parties joyeuses
 Tisser des layettes finiront les joues creuses !

La seule solution : capitalisation !
 Un unique sauveur : c'est le fonds de pension !
 Miroir aux alouettes, enchanté, fascinant,
 Un mythe apparaît, enfle et devient tout-puissant :
 L'enrichissement sans nulle cause et sans fin.
 Le capital, n'ayant de source qu'en son sein,
 Accède au rang de dieu, gage d'éternité
 Pour ceux qui arrivent au bout de leur été.
 L'obscène capital entretient l'illusion
 D'un double miracle, misérable potion,
 Celui de la bourse et celui de notre vie :
 Accumulez et vous vivrez à l'infini.
 Amassez tout, c'est le fonds qui manque le plus
 Pour maintenir vivant le grand âge en surplus.

Je suis banquier sans foi ou assureur sans loi !
 Et toi, oui toi, et vous, laissez venir à moi
 Les tout petits magots, les tout petits pécules,
 Je vais de place en place, et ainsi j'accumule
 L'argent, toujours l'argent, cette merde du monde,
 Sans odeur, sans honneur, dans ma bourse bien ronde.
 Cassette, rendez-moi ma cassette remplie
 Du sang et des larmes des enfants bengalis.
 Capital, seul objet de mon ressentiment,
 Capital, dont le bras immole les enfants,
 Capital, que l'on voit se repaître dans l'or,
 Capital, que je hais car il nous déshonore.

Ne vous y trompez pas : capital sans travail
 Est la fable idiote qui sert d'épouvantail.
 Ami, entends-tu le vol noir de ces corbeaux :
 « Je vous aime chômeurs, je vous pousse au tombeau. »
 De Wall Street à Paris, où ils tournent manège,
 Une pause à Davos, où ils forment cortège,
 Avant de repartir pour Zurich et Tokyo,
 Francfort ou Mexico, dans tous leurs casinos.
 Si tu vas à Rio, n'oublie ma paire d'yeux,
 Tout se vend, tout s'achète en ce temps délicieux.

Entendez-vous la triste et sournoise campagne
 Des nouveaux chiens de garde autour d'ignobles bagnes
 Où de petites mains confectionnent et assemblent
 Pour le bien de marchés qui s'affolent et tremblent
 À l'idée qu'elles puissent vouloir à leur tour
 Un tout petit peu plus qu'un seul dollar par jour,
 Un tout petit peu mieux qu'une eau nauséabonde,
 Quand la richesse est là, qui ruisselle et abonde.

Affairistes véreux, politiciens bornés,
 Faux économistes, vendus, disciplinés,
 Ils ont trouvé l'astuce afin d'entretenir
 La guerre entre peuples, condamner l'avenir,
 Et imposer silence aux nouveaux moyens pauvres :
 Partir à la curée des plus pauvres des pauvres,
 Arracher en bourse le fruit de leur effort,
 Sachant qu'il y règne le seul droit du plus fort,
 Celui de prélever la substance d'autrui,
 Comme un cannibale qui se repaît sans bruit,
 Sans le moindre risque pour le boursicotier
 Qui jouit et qui se goinfre en apprenant sur l'heure
 Que le CAC 40 s'est envoyé en l'air
 Et qui, béat, sourit, prônant le laisser-faire.
 Qui veut noyer l'impôt l'accuse du naufrage
 Des services publics en brouillant leur image
 Pour préparer le lit des privatisations
 De l'eau, de la santé et de l'éducation.

Dans ce far-west contre les damnés de la terre,
 Chacun est un Indien mourant comme son père,
 Victime sacrifiée sur l'autel du profit,
 À la gloire du fric. Que vouliez-vous qu'il fit ?
 Qu'il vécut ! Dès demain, on tue la concurrence.
 Proletaires d'ici, on crée l'effervescence,
 Proletaires d'ailleurs, prenez la liberté
 De construire avec nous la solidarité.
 Et quand nous referons le beau temps des cerises,
 Ecrivons notre page et peindrons notre frise :
 La productivité servira les humains,
 Au lieu de l'inhumain qui nourrit les requins.

Les sanglots longs fuyant du noyau de l'atome
 Irradiant la rosée pour des siècles sans hommes,
 Irriguent la bourse de si gros bénéfices
 Que les actionnaires s'y noient avec délices,
 Et que trois ou quatre ogres ventrus et voraces

Condamnent paysans et leurs plantes vivaces
 À éteindre à jamais le souffle renaissant
 Chaque saison du bel aubépin verdissant,
 Parce qu'un projet fou de breveter la mort
 Fut conçu et si bien nommé Terminator
 Qui tuera la planète, et la chose en est sûre ;
 C'est l'unique raison de ma triste figure.

Ô rage, ô désespoir, ô vieillesse ennemie,
 N'ai-je donc tant pensé que pour cette infamie ?
 Et ne suis-je blanchi dans les contestations
 Que pour voir en un jour flétrir tant de passions ?

Nous partons à l'attaque et nous romprons des lances
 Pour garder les moulins égrenant nos romances.
 Entre celui qui pense et celui qui dépense,
 Le plus riche des deux n'est pas celui qu'on pense.
 Pour les âmes mal nées, la vraie valeur s'inscrit
 En lettres décorées qui n'ont jamais de prix
 Et qui viennent s'unir dans le mot utopie,
 Un pays où le plus beau trésor d'Olympie
 Est formé de ce choix auquel on vous convie :
 Les cordons de la bourse ou le fil de la vie !

Pour cet hommage à la culture face à la mondialisation capitaliste, il faut remercier par ordre d'entrée en scène : Pierre Corneille, Victor Hugo, Jean de la Fontaine, Karl Marx, Jean-Baptiste Poquelin-Molière, Paul Nizan, Eugène Pottier, Jean-Baptiste Clément, Paul Verlaine, Pierre de Ronsard, Miguel de Cervantès et quelques autres...

3

Sud-Nord-Sud, le climat se réchauffe*Conte rigoureusement authentique**Acte I*

Un riche bien nanti dit à un ambitieux qui veut devenir riche à son tour : « Qui paie ses dettes s'enrichit. »

L'ambitieux répond : « Comment puis-je m'enrichir si, pour rembourser ma dette, je suis obligé de m'endetter de nouveau ? »

Le riche hausse les épaules : « On voit bien que tu es un novice. Tu n'as qu'à faire comme moi : tu prêtes. »

L'ambitieux : « Mais à qui ? »

Le riche : « Retourne-toi, il y a un pauvre derrière toi et il veut emprunter ; prête-lui. »

L'ambitieux : « Je lui prête ou il m'emprunte ? »

Le riche : « C'est pareil. Tu me fais perdre mon temps et tu vas me devoir davantage. »

L'ambitieux, ahuri : « Pourquoi ? »

Le riche : « Parce que le temps, c'est de l'argent. On ne te l'a jamais dit ? »

L'ambitieux : « Non. Le temps fait de l'argent ? »

Le riche : « Oui, à condition qu'un pauvre travaille pendant ce temps-là. »

L'ambitieux : « Je croyais qu'on ne prêtait qu'aux riches. »

Le riche, agacé : « On prête aux riches qui ont beaucoup de pauvres travaillant pour eux et à certains pauvres qui travaillent deux fois plus. »

L'ambitieux : « Mais ce que produisent les pauvres leur appartient. »

Le riche : « Non. Si tu as prêté à un pauvre pour qu'il travaille, ce qu'il produira nous reviendra. »

L'ambitieux : « J'ai compris à qui il faut prêter. Mais avec quoi ? »

Le riche : « Je te l'ai déjà dit : je te prête. »

L'ambitieux : « Mais toi, d'où tiens-tu ce que tu me prêtes ? »

Le riche, exaspéré : « Tu ne comprends donc rien ! J'ai connu des pauvres avant toi ! Mais il y en a encore. Dépêche-toi, sinon je vais les prendre. Et puis, tais-toi maintenant car ils pourraient nous entendre. »

Acte II

L'ambitieux rentre d'un voyage dans le Sud de la planète. Il retrouve le riche en discussion avec trois personnages importants : le Banquier mondial, l'Organisateur mondial du commerce et le Directeur de la Folie monétaire internationale.

L'ambitieux : « J'ai rencontré beaucoup de pauvres, mais la plupart refusent de travailler pour moi et se satisfont dans les campagnes des maigres revenus tirés de leurs terres. »

Le riche, riant aux éclats et se tournant vers ses trois éminents interlocuteurs : « Messieurs, pouvez-vous faire quelque chose pour notre jeune collègue ? »

L'Organisateur mondial du commerce : « Les négociations internationales sont bien engagées et nous avons bon espoir d'abolir toutes les protections douanières dont bénéficient les paysans des pays en voie de développement. »

L'ambitieux : « Certes, mais cette abolition concernera le monde entier et elle ne me donnera pas davantage la possibilité d'utiliser l'immense main d'œuvre du Sud. »

L'Organisateur mondial du commerce : « Détrompez-vous. Le paysan péruvien qui voudra vendre son sac de blé sur le marché mondial ou le paysan thaïlandais qui voudra faire de même avec son manioc ne le pourront pas car ils seront concurrencés par les grands

producteurs américains et européens qui produisent intensivement, à moindre coût, et qui bénéficient de grosses subventions. Ils seront donc ruinés et devront émigrer vers les grandes mégapoles où vous n'aurez plus qu'à les récupérer dans les bidonvilles. »

L'ambitieux : « Je crains que cela ne suffise car les pauvres des favelas se contentent de peu, les centres médicaux leur dispensent des soins gratuits et leurs enfants vont à l'école publique. »

Le Banquier mondial : « Vous avez raison. C'est encore fréquent. Mais, avec Son Excellence M. le Directeur de la Folie monétaire internationale, nous exigeons de la part des pays pauvres la diminution de leurs dépenses publiques et sociales contre l'octroi de prêts internationaux. Tout nouvel emprunt est conditionné par la mise en place d'un Plan d'ajustement structurel qui, je ne vous le cache pas, est un Plan d'anéantissement social. »

L'ambitieux : « J'en ai entendu parler, mais avez-vous des résultats ? »

Le Directeur de la Folie monétaire internationale : « Nous réussissons au-delà de nos espérances. La dette du tiers-monde a ainsi pu progresser et atteindre 2 500 milliards de dollars, ce qui ne manque pas de procurer des revenus aux banques occidentales dont vous êtes sans doute actionnaire. »

L'ambitieux, plein de zèle : « Oui, j'ai revendu mes placements éthiques. »

Le Banquier mondial, ricanant : « Avec un bénéfice, j'espère. C'est plus moral. »

Le Directeur de la Folie monétaire internationale : « C'est plus moral en effet : si l'on enrichit beaucoup les riches, cela relève davantage le niveau moyen mondial que si l'on accorde quelques aides aux pauvres qui n'ont que peu de besoins et qui sont de toute façon trop nombreux. Jugez plutôt nos résultats : le taux d'inscription dans les écoles primaires a diminué dans les pays africains ayant appliqué nos plans et le taux de mortalité infantile a augmenté de 54% en Zambie au début de la décennie 90. »

L'ambitieux, l'air surpris : « L'ajustement, c'est donc différent de la justice ? »

Le riche reprend la parole, goguenard : « Ajuster, en économie, signifie broyer. Et structurel signifie social. Ajuster le structurel, c'est donc broyer le social. »

Le Banquier mondial : « Ces réformes sont nécessaires. Les salaires doivent rester faibles au Sud car les fonds de pension doivent pouvoir ramener des profits pour payer les retraites au Nord. »

L'ambitieux, de plus en plus soucieux : « Ne craignez-vous pas un mouvement de révolte ? »

Le Directeur de la Folie monétaire internationale : « Rassurez-vous, notre équipe de communication prépare un clip sur la mondialisation à visage humain. »

Le Banquier mondial : « Et puis les propriétaires de latifundias ont suffisamment de pistoleros pour parer au plus pressé si les occupations de terre se multiplient. »

Le riche s'est approché de la fenêtre et annonce : « Messieurs, nous allons devoir interrompre notre réunion car j'entends une clameur monter de la rue. »

Acte III

Charivari, carnaval, manifestation, forum social, naissance d'une Internationale citoyenne, populaire, sociale, multicolore. Musique, musiques, culture, cultures, débats, élaborations de chartes, résolutions, propositions, imagination... De la vraie politique.

Un Sans Terre : « Les peuples ont le droit de se nourrir comme ils l'entendent. De manière autonome, sans dépendre des fournisseurs de semences et sans OGM. »

Un Africain : « Les pauvres doivent pouvoir se soigner quand les médicaments existent. La santé passe avant le profit des multinationales pharmaceutiques. »

Un enfant bengali : « Nous voulons apprendre à lire et écrire au lieu d'être réduits en esclavage. »

Un artiste chantant : « *Loft story* est à la culture ce qu'Elisabeth Tessier est à Copernic, Galilée et Kepler. »

Un instituteur VI^e République : « Le libéralisme, c'est la liberté pour le capital ; la liberté, c'est la liberté pour tous. »

Une ouvrière thaïlandaise : « Salaires de misère, Nike nous fait la guerre. Les pieds gauches des chaussures sont fabriqués au Vietnam et les droits en Chine. Il nous reste les lacets. »

Un licencié de Danone : « Quand l'emploi s'affaisse, le capital s'engraisse car ceux qui travaillent encore travaillent plus vite. »

Une salariée de Moulinex : « Ils m'ont volé mon travail et ma vie, et ils ont prétendu faire mon bonheur avec des gadgets de merde. Le temps est venu de les exproprier. »

Un syndicaliste orienté vers le Sud : « Derrière la spéculation en temps réel, il y a l'exploitation à temps complet ou à temps partiel. »

Un porte-parole du Nord : « Un autre monde est possible. Taxons la spéculation et supprimons les paradis fiscaux. Ainsi, les enfers sociaux régresseront. »

Un délégué du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde : « Les pauvres ont déjà remboursé plusieurs fois leur dette. Qui annule sa dette relève la tête. »

Un écologiste plus rouge que vert : « Ça va chauffer sur la planète. Profitons-en : brûlons les stock-options et toutes les actions ; c'est une obligation. »

Tandis qu'un ministre des finances bien de chez nous qui ne peut accéder à la salle de conférence s'indigne : « Mais que fait la police ? », un ex-ministre spécialiste des coups tordus aux immigrés tente de prendre la tête du cortège et murmure : « Je suis là, aujourd'hui j'infiltrerai, demain j'expulserai. »

Non loin, un expert cravaté fait la leçon : « Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain : il peut y avoir une bonne spéculation. »

Un perroquet chroniqueur économique matinal : « Je dirais même plus : toute spéculation n'est pas mauvaise en soi. »

Un clown au nez écarlate et aux yeux émeraude approuve : « C'est vrai : parions sur la fin des spéculateurs. »

Le cortège passe devant un moulin au pied duquel Don Quiattaque, le contestataire à la triste figure, déclame :

« De mon bras décharné, je répare les torts
Et mon masque souffrant trahit ce lourd effort.
Braver le capital est la quête de sens
D'une vie accomplie, aussi riche que dense.
Je préfère en ce jour bien plus être qu'avoir,
Posséder l'énergie du matin jusqu'au soir
De dissiper mirages et funestes illusions
Qui contractent les cœurs et brouillent les visions.
La Bourse anthropophage et le gouffre à pension
Ne peuvent procurer qu'une piètre émotion
À ceux qui s'imaginent entourés de trésors
Et qui ne savent pas qu'ils sont tous déjà morts
Pour avoir projeté de battre à l'unisson
Des yoyos financiers et des pièges sans nom.
De ma tremblante main de faux guérillero,
J'écris l'ultime page et cherche un dernier mot... »

Comme un écho lointain, un économiste aux pieds nus dont la voix usée se perd un peu dans la cavalcade répète : « Il faut choisir entre la bourse et la vie. »

4

De la guerre sociale à la guerre totale*Mini-tragi-comédie invraisemblable*

*Créée le 1^{er} mai 2003
au Forum social local de la Gironde**

Le Premier ministre Jean-Pierre Rarrafin, bien qu'entouré de lingettes, avait attrapé la pneumopathie. François Filou, frappé d'une extinction de voix après son émission de télé sur les retraites « 100 minutes pour vaincre », était maintenant anéanti par la diphtérie. Jacques Charic, à force d'entrer dans les étables pour flatter le cul des vaches, s'était blessé et avait le tétanos. Nicolas Sarzyko, adulé par les médias, avait la coqueluche. Et, peu de temps après, tous avaient succombé malgré les soins prodigués par le bon docteur Jean-François Mittea qui avait diminué le remboursement du vaccin contre ces trois dernières maladies.

Un vent de panique soufflait parmi les rescapés du gouvernement et des hautes sphères de la société. La plupart pliaient bagages et la France, plus de deux siècles après, connaissait une nouvelle fuite des émigrés. Quelques teigneux plus résistants que les autres s'auto-proclamèrent gouvernement provisoire : M. Mittea qui avait constitué des stocks personnels de vaccins et de médicaments, achetés avant la décision de baisser les remboursements, Mme Mam, ministre de la Défense qui ne sortait qu'avec un masque à gaz, le clone de M. Sarzyko car notre ancien ministre de l'Intérieur, prévoyant, s'était fait cloner secrètement, M. Francis Océan, confirmé dans ses fonctions de ministre du Patronat et enfin M. Jean-Marc Forestier, chroniqueur économique libéral, nommé nouveau ministre de l'Information dirigée en raison de ses talents oratoires.

La suite se déroulait en trois tableaux successifs.

Premier tableau : causerie

Le nouveau ministre de l'Information dirigée effectuait ce matin sa première causerie informative. Voici le texte de son intervention.

« Le gouvernement provisoire a pris de sages décisions. Il a allongé la liste des médicaments moins remboursés, il a allongé la durée de cotisations pour obtenir une retraite à taux plein et il a rallongé les crédits alloués aux ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Toutes ces rallonges vont dans le bon sens pour trois raisons.

Premier point : la Sécurité sociale est en déficit. Les Français se soignent trop, tout le monde le sait. Le ministre de la Santé, dont personne ne peut douter des compétences médicales, l'a reconnu. La gratuité des soins et des vaccins, non seulement donne de mauvaises habitudes, mais entraîne une diminution trop importante de la mortalité infantile. Or, tout le monde le sait, c'est la baisse de la mortalité infantile qui relève la durée moyenne de vie, la fameuse espérance de vie.

* Distribution des personnages, par ordre d'entrée en scène :

Le récitant : Jean-Marie Harribey,

Le Ministre de l'Information dirigée : Michel Mari,

Le Baron : Jacques Philton,

Le Marquis : Lucien Cros,

Le Président de la République par intérim : Michel Mari,

Le Ministre du Patronat : Patrick Lavaud,

Le Ministre de la Défense : Marthe Mari,

Le Ministre de la Sécurité intérieure : Adrien Martinez.

Et, deuxième point, tout le monde le sait aussi, l'espérance de vie est la plaie des systèmes de retraites. Nous avons trop tardé à prendre la décision. C'est fait : les Français cotiseront plus longtemps, ils percevront moins et les équilibres seront rétablis.

Ainsi, pour la première fois depuis bien longtemps, un gouvernement prend des décisions cohérentes entre elles : moins de dépenses, plus de recettes.

Alors, les syndicats vont crier, mais ils ne feront que leur métier. On peut conjecturer (j'en profite pour vous apprendre un nouveau mot car nous avons limogé M. Alain Rey, jugé trop cultivé pour les Français : conjecturer, du latin *conjecturare*, qui signifie faire une hypothèse), on peut conjecturer que la grogne s'apaisera vite quand on saura que le gouvernement compte développer l'emploi en embauchant dans l'armée et la police.

Et c'est le troisième point. Mme Mam et M. Sarzyko-bis ont annoncé un programme de recrutement de militaires et de policiers. Des enquêtes très sérieuses aux États-Unis ont en effet montré que le besoin de sécurité était devenu le premier besoin exprimé par toutes les couches de la population, riches et pauvres. La grande innovation sociale du XXI^e siècle sera de faire garder les riches par les pauvres. De ce fait, les pauvres n'auront plus la tentation de la délinquance puisqu'ils auront un emploi sûr et à durée indéterminée. Les riches seront donc doublement tranquilles : ils seront gardés et ne susciteront plus de jalousies. Je profite de cette causerie pour rappeler que le grand Adam Smith écrivait déjà en 1776 : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité ».¹⁰

Tout le monde en convient aujourd'hui, le gouvernement précédent avait adopté une attitude imprudente en refusant de s'associer à la libération de l'Irak. Distancés dans la course aux nouvelles technologies, éliminés du marché de la reconstruction, il nous fallait revenir dans la compétition internationale. Avec l'augmentation des crédits militaires, nous serons prêts pour la prochaine guerre qui ne tardera pas car le pétrole s'épuise et les pauvres du monde entier nous regardent menaçants. Je le répète, la sécurité devient le premier besoin. Le XX^e siècle, sous des influences néfastes, avait inventé la sécurité sociale, au XXI^e, nous inventerons la sécurité financière.

En tant que ministre de l'Information dirigée, je viendrai chaque matin vous apprendre un mot nouveau et une philosophie nouvelle. »

Deuxième tableau : la fuite des émigrés

Dans une chaise à porteurs, Monsieur le Baron Ernest-Antoine Teillière et Monsieur le Marquis Edouard Balludar s'éloignent du foyer de la contagion protéiforme qui gagne la France entière. Tout en morigénant leurs porteurs toujours trop lents à leur goût raffiné, ils devisent plaisamment.

« – Mon cher Edouard, je suis ravi de voyager en votre compagnie. J'espère que vos rhumatismes ne vous font pas trop souffrir.

– Mon cher Ernest-Antoine, je vous remercie infiniment. J'ai demandé à mon collègue Mittea de ne pas supprimer la prise en charge des cures thermales pour cette année car Marie-Josèphe avait déjà retenu depuis plusieurs mois une suite au Carlton de notre station thermale préférée. Et oui, mes articulations nécessitent beaucoup d'égards. Ah, si nous pouvions restaurer la flexibilité de nos membres comme vous l'avez fait dans l'économie, quelle victoire ce serait !

– Mon cher Edouard, en effet, quelle victoire ! Flexibilité de l'emploi qui monte et qui descend au gré de nos besoins. Flexibilité des heures de travail que nous avons arrachée à ce Jospin qui ne s'est pas montré mauvais bougre finalement. Et puis surtout, flexibilité de la durée de cotisations pour les retraites. C'est notre meilleur coup.

– Mon cher Ernest-Antoine, je suis profondément admiratif. Non seulement, vous avez réussi à obtenir une durée de 40 ans pour tous les manants, mais vous avez arraché le principe d'une augmentation continue qui ne s'arrêtera jamais.

¹⁰ A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, p. 337 et 332.

– Mon cher Edouard, tout le mérite vous en revient. Ce fut une idée formidable de dissocier les problèmes en 1993. Dans un premier temps, vous avez réglé le compte des gueux du privé. Maintenant on règle celui de nos serviteurs du public au nom de l'équité. Et on recommence tous les cinq ans. C'est proprement génial.

– Oui, mon cher Ernest-Antoine, je reconnais en toute modestie que je l'avais bien pensé. Mais remarquez que ce parvenu de Juppé a failli tout faire rater en 1995. Heureusement, l'inertie de la gauche nous a permis d'amorcer la Restauration. Mais le meilleur est encore à venir.

– Mon cher Edouard, vous me faites saliver. De quoi s'agit-il ?

– Mon cher Ernest-Antoine, si l'on oblige les manants à cotiser plus longtemps, de deux choses l'une : ou ils y parviennent et alors le chômage augmentera puisqu'on allonge la durée du travail de ceux qui conservent un emploi et ce chômage pèsera sur les salaires ; ou bien ils n'y parviennent pas et le niveau des pensions à verser diminuera. Dans les deux cas, tout l'accroissement de la production reviendra aux actionnaires et aux entreprises. Notre grande astuce dans le débat sur les retraites a consisté à laisser dans l'ombre la progression de la productivité des manants et à ne parler que du vieillissement. Aïe, ma hanche ! C'est encore la faute de ces manants de porteurs.

– Mon cher Edouard, vous avez l'art et la manière de dire les choses. J'avais de mon côté dessiné la refondation sociale. Cela a eu moins de succès, mais au fond l'idée était la même. Conserver l'acquis des vingt dernières années qui ont vu la part de nos profits augmenter de 10 points dans le PIB puisqu'elle est passée de 30 à 40%. Et 10 points, cela représente 150 milliards d'euros par an. J'ose à peine imaginer la somme que cela atteindra dans 40 ans si cette évolution se poursuit.

– Mon cher Ernest-Antoine, il n'y a pas de raison que cette évolution s'arrête. Les choses sont dorénavant verrouillées. Le fruit du travail des manants nous appartient. Ils voulaient des droits, nous avons le contrat.

– Mon cher Edouard, une chose me tracasse cependant. Comment développer les fonds de pension si nos gueux n'ont pas de salaires suffisants pour épargner ? Je crains qu'on ne s'aperçoive que les fonds de pension ne produisent rien et que les gueux sont notre seule ressource. J'ai fini par comprendre ce que me disait toujours mon ex-bras droit, Denis Lessker : « Lisez Karl Marx, me répétait-il, et quand vous voyagez emportez votre *Capital*. » Au début, je croyais qu'il parlait simplement de ma fortune, mais maintenant j'emporte les deux.

– Mon cher Ernest-Antoine, je fais comme vous. Tenez, voici mon exemplaire du *Capital* et, par mesure de précaution, je glisse à l'intérieur toutes mes cartes de crédit en guise de marque-pages, dans le cas où nous serions arrêtés à Varennes par quelques manants récalcitrants qui manifesteraient. Je vous propose de lire un passage de ce Marx qu'on ne louera jamais assez pour nous avoir expliqué comment marchait notre propre système : « La journée de travail comprend 24 heures pleines, déduction faite des quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service. Il est évident que le travailleur n'est rien autre chose sa vie durant que force de travail, et qu'en conséquence tout son temps disponible est, de droit et naturellement, temps de travail appartenant au capital et à la capitalisation. Du temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement des fonctions sociales, pour des relations avec parents et amis, pour le libre jeu du corps et des forces de l'esprit, même pour la célébration du dimanche, et cela dans le pays des sanctificateurs du dimanche, pure niaiserie ! »¹¹

– Mon cher Edouard, quel merveilleux conteur de notre histoire capitaliste que ce diable de Marx ! Je n'avais pas encore lu ce passage car je n'en suis qu'au début. Mais j'avais eu l'intuition qu'il fallait surtout veiller à ne jamais baisser la durée du travail et au contraire l'augmenter avec l'espérance de vie. D'ailleurs, j'avais fait un bon mot en sortant de mes entretiens à Matignon : finie la récréation de Jospin, au travail !

– Mon cher Ernest-Antoine, c'est le secret : en temps de paix, tout le monde au travail sauf les chômeurs nécessaires dans la réserve ; en temps de guerre, un maximum de dommages collatéraux. Ah, combien j'ai souffert pendant ce temps où la France était en disgrâce auprès de nos amis américains ! Aïe, ma hanche, vils manants !

¹¹ K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome 1, p. 799-800.

– Mon cher Edouard, nous avons passé Varennes sans encombre, nous filons vers la Suisse où je dépose mon butin à Davos, et ensuite nous nous dirigerons vers Monaco ou quelque autre paradis de votre choix.

– Mon cher Ernest-Antoine, il faudra que nous fassions savoir au gouvernement provisoire qu’il serait peut-être souhaitable de lancer une campagne d’information au sujet des bienfaits des paradis fiscaux qui contribuent au renforcement de la sécurité. Cette idée de sécurité financière que j’ai entendue ce matin dans la bouche de notre ministre de l’Information dirigée me plaît. Il faudra qu’il y revienne. Cet homme est utile : il ne comprend rien à l’économie, mais il est pédagogue car il sait bâtir des explications en trois points. Cela me rappelle ma jeunesse à l’ENA. Aïe, ma hanche, vils manants, faites attention, sacrebleu ! »

Troisième tableau : guerre sociale ou guerre tout court ?

Le gouvernement provisoire tient son premier Conseil des ministres. Y assistent le Président du Sénat, Monsieur Christian Loncepet, Président de la République par intérim, Mme Mam, ministre de la Défense, M. Sarzyko-bis, ministre cloné de la Sécurité intérieure, le Docteur Mittea, ministre de la Santé privée, M. Océan, ministre du Patronat et M. Forestier, ministre de l’Information dirigée.

Le Président par intérim ouvre la séance avec solennité : « Madame et Messieurs les Ministres, notre responsabilité est immense car nous devons répondre à une question que les gouvernements successifs de la France ont trop longtemps éludée : faut-il déclencher d’abord la guerre tout court ou la guerre sociale ? Comme les impératifs de l’économie comptent parmi les premiers critères de notre jugement et que la sanction du marché est sans appel, je vous propose de donner la parole à M. le Ministre du Patronat qui nous exposera la situation économique. »

Le Ministre du Patronat se lève et, prenant son air le plus grave, déclare : « Monsieur le Président, mes chers collègues, la situation est préoccupante. L’économie est en récession. La croissance s’est arrêtée et les perspectives de reprise sont minces car les bénéficiaires des entreprises très importants sont tout de même entrés dans une phase de ralentissement. Par conséquent, l’investissement risque de chuter et la récession durer plus longtemps que prévu, d’autant plus que les incertitudes des cours boursiers entretiennent la frilosité des opérateurs financiers. La confiance a disparu. Notre problème est donc de redonner espoir aux Français en la capacité de notre pays d’être une grande puissance. Compte tenu des crédits importants que nous avons déjà décidé d’allouer à la Défense nationale, je ne vois qu’un moyen de rétablir la confiance, comme l’a fait le gouvernement des États-Unis vis-à-vis des Américains : faire la guerre. D’une part, cela donnerait un coup de fouet à nos industries, notamment à GIAT-Industrie, lourdement handicapée par notre absence des conflits majeurs récents. D’autre part, la guerre nous permettrait de diminuer les tensions sur le marché du travail. Et vous savez que nos services du ministère du Patronat enregistrent quotidiennement une montée du chômage. Je pense que Mme la ministre de la Défense sera de mon avis. »

Celle-ci prend la parole : « La guerre ! Ah, j’en pince ! Rendez-vous compte, je suis la première femme ministre de la Défense. Que serais-je sans guerre ? Je ne serais qu’un ministre, pardon une ministre, sans sa raison d’être. Un ministre de l’Éducation, il peut écrire sa lettre à ceux qui aiment l’école. Un ministre de la Santé, il peut diminuer la prise en charge des médicaments. Un ministre de l’Intérieur, il peut mettre les prostituées en prison et les immigrés dans des charters. Mais un ministre de la Défense, quelle trace peut-il laisser dans l’histoire s’il n’a pas de guerre ? Ah, je veux être la première Amazone des temps modernes ! »

Devant tant de poésie déclamée avec les accents de George Sand face aux communards de 1871, le Conseil des ministres reste un moment silencieux jusqu’à ce que M. Sarzyko-bis, ministre de la Sécurité intérieure prenne à son tour la parole : « Monsieur le Président, Madame et Messieurs, chers collègues, nous ne sommes pas prêts. Les crédits qui sont attribués à mon ministère ont certes augmenté mais beaucoup moins que ceux du ministère de la Défense. Je crois donc indispensable de procéder dans un premier temps à un nettoyage de l’intérieur. Trop de drogués, trop de prostituées, trop d’immigrés que je suis obligé de disputer à Le Pen dans la tête des Français, trop de Rmistes faisant la fine bouche devant les emplois

qu'on leur propose. Monsieur le ministre du Patronat devrait commencer par supprimer le SMIC. »

Le Président par intérim, qui ignorait qu'il existât un SMIC car on n'en parle jamais au Sénat, l'interrompt : « Voyons, Monsieur le ministre de la Sécurité intérieure, quel rapport cela a-t-il avec notre sujet ? »

Le ministre du Patronat vient au secours de son collègue : « Il est vrai que nous sommes devant un paradoxe. Nous voulons limiter les dépenses de santé prises en charge par la société et limiter les pensions versées aux retraités alors que nous ne touchons que marginalement aux salaires. Il serait plus judicieux de baisser drastiquement les salaires, par exemple en supprimant l'obligation qu'ont les entreprises de respecter le SMIC. Ainsi, les prestations sociales qui sont toujours proportionnées aux salaires par le biais des cotisations baisseront automatiquement. Nous sommes engagés dans une guerre économique mondiale. Nous ne l'emporterons que si nous gagnons auparavant la guerre sociale. Pour harmoniser nos points de vue, je propose donc le scénario suivant. D'abord, la guerre sociale, et on gagne ; puis, la guerre économique, et on gagne ; enfin, la guerre tout court pour avoir la paix avec tous les pauvres du monde. La guerre pour la paix, cela s'appelle la dialectique. »

Le ministre du Patronat, gonflé de son envolée martiale, se tait pour mettre un casque sur la tête et des écouteurs autour des oreilles. Il reprend : « J'ai en direct mon parrain, Monsieur le Président du Patronat français, Ernest-Antoine Teillière, qui se trouve à Davos en compagnie de notre ancien Premier ministre, son Excellence Monsieur Edouard Balladar. Voici ce qu'il nous dit. » : « Arrêtez vos querelles byzantines, me souffle ce cher Edouard qui s'y connaît, la guerre sociale, la guerre économique et la guerre tout court sont une seule et même chose. La valse, elle a trois temps, mais dans un seul mouvement. Vous devez expliquer aux Français que les sacrifices sont indispensables pour remporter la guerre économique et que celle-ci a pour but de nous mettre aux premières loges de la puissance militaire. Que fait donc votre ministre de l'Information dirigée ? Dites-lui qu'il nous fasse dès demain une causerie en trois parties :

1. La paix est souhaitable mais la guerre est nécessaire.
2. La paix est une bonne idée mais la guerre est une bonne affaire.
3. La paix fait des heureux mais bien trop nombreux, tandis que la guerre ne fait du tort qu'à ceux qui en sont morts.

La guerre pour notre sécurité, c'est de la dialectique. Lisez Karl Marx, me souffle ce cher Edouard qui souffre de sa hanche. Je vous laisse, mon capital n'attend pas. »

Prenant acte du consensus, le Président de la République par intérim conclut les débats par ces mots : « Madame et Messieurs les ministres, l'affaire est entendue. Je parlerai de paix à la Nation et vous mènerez la guerre. Toutes les guerres, nous en sommes d'accord. La guerre totale. Cependant, il serait plus sage d'organiser un repli du gouvernement sur une ville moins exposée. Que diriez-vous de Bordeaux ? Comme en 40, notre gouvernement serait à l'abri. »

A cet instant, un huissier de la République s'avance vers le Président par intérim et lui présente un fax tombé dans la minute précédente. Il lit :

« Origine du fax : Alain Juppé, Maire de Bordeaux. Vous informons, Monsieur le Président, que la ville de Bordeaux est en ébullition. Un Forum social local y a été proclamé. Situation très sérieuse car ce FSL n'a rien d'une Fièvre syndicale localisée dont nous avons l'habitude. Craignons de ne pouvoir maîtriser la situation tant la population refuse toute guerre. Croyez-moi, j'ai l'expérience des mouvements sociaux. »

5

Le piège des mots

*Parodie de l'élaboration
de l' « exposé des motifs » relatif
au projet de traité constitutionnel européen*

Créée le 14 mai 2005 au Forum social local de la Gironde¹²

Le maître d'école Raffarin a réuni sa classe pour la préparation d'un devoir sur le sujet « Exposé des motifs du Projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ». Il vérifie l'acquisition des connaissances de ses élèves, d'autant que l'Inspecteur Chirac fait sa tournée. On trouve parmi les élèves : l'élève-Président Giscard d'Estaing, Seillière, Chérèque, Fillon, Hollande, Lang, Jospin, Delors, Cohn-Bendit, Voynet, Aubry, Paoli, un élève très précoce et très pressé, Sarkozy Nicolas et son frère Guillaume, et aussi un élève très attardé, l'abbé Pierre. Il y a là enfin un élève qui s'est trompé de classe : il croyait s'être inscrit à l'Université d'été d'Attac qui a lieu cette année à Poitiers et, à la suite d'une mauvaise orientation, il s'est retrouvé dans la classe de Raffarin. Il a l'air tellement surpris et désespéré qu'il en a oublié son nom : il bafouille « Attac » quand on l'interpelle.

La classe commence.

(Tous les dialogues suivants sont, mot pour mot, authentiques à 99%¹³)

Raffarin : Mes chers élèves, bonjour. Aujourd'hui, vous devez me remettre une rédaction sur le sujet que nous préparons depuis plusieurs mois : « Exposé des motifs du Projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ». La meilleure rédaction sera retenue pour être envoyée à tous les électeurs français pour leur expliquer comment ils devront voter lors du référendum du 29 mai. Avant que vous ne commenciez de rédiger, nous allons vérifier que vous avez parfaitement compris les enjeux de cette Constitution pour que vous puissiez trouver les mots capables de convaincre. Rappelons d'abord quelques principes de méthode. Voyons, qui veut nous expliquer comment l'on rédige ? Elève Fillon peut-être ?

Fillon (*prend un air important et gonfle la poitrine*) : Grâce à l'une des nombreuses lois qui portent mon nom, le socle de connaissances ayant été réduit au minimum pour tous les Français, il suffit de parler simple, de taire tout ce qui fait problème, de recommander de ne pas lire le texte intégral, et de rassurer en répandant le contraire de ce qui est écrit.

Raffarin : Voilà qui est rigoureux, élève Fillon. Mais, dites-moi, comment prévoyez-vous de répondre aux objections ?

Fillon : Avec l'aide de la méthode que nous avons mise au point il y a deux ans lors de la réforme des retraites : c'est une méthode en trois temps. Premièrement, on appelle une chose par son contraire : par exemple, si les retraites doivent baisser, on dit qu'elles monteront, si

¹² Interprétation : Lucien Cros, Jean-Louis Danflous, Jean-Marie Harribey, Patrick Lavaud, Jean-Bernard Layan, Michel Mari, Catherine Moreau.

¹³ Mises à part les relances de Raffarin, les seules répliques totalement imaginées sont celle de Dominique Voynet et la dernière de Jack Lang, mais ne sont-elles pas plus vraies que nature ?...

l'on veut introduire la capitalisation, on dit que c'est pour sauver la répartition. Deuxièmement, on fait répéter cela par des agents infiltrés au sein des catégories de la population a priori récalcitrantes. Troisièmement, on met au point un plan media pour dire qu'il n'y a pas d'autre solution, sinon le chaos.

Raffarin : Excellent, élève Fillon. (*Se tournant vers le reste de la classe*) : Qui serait capable de dire comment cette méthode s'applique à la question d'aujourd'hui : faire adopter coûte que coûte la Constitution européenne ? (*L'élève Delors lève la main*) Oui, élève Delors, qui avez toujours fait montre de votre abnégation européenne, comment voyez-vous les choses ?

Delors (*prend la mine d'un vieux sage*) : J'aime l'Europe et je veux le dire aux Français. Comme en 1992, au moment du référendum sur le Traité de Maastricht, nous allons promettre que le volet social suivra le volet économique.

(*Il est approuvé par l'élève Abbé Pierre*)

Abbé Pierre (*chevrotant*) : Moi, Abbé Pierre, j'aime l'Europe. Je ne comprends rien à la Constitution, mais j'ai confiance en Delors. Comme il aime l'Europe, il a donc raison. (*L'élève Hollande s'agite sur son banc*)

Raffarin : Que vous arrive-t-il élève Hollande ?

Hollande (*s'adressant à Delors*) : Delors, tu risques de faire tout gâcher car justement le social n'a pas suivi. Il faut trouver autre chose.

Raffarin : Bien, élève Hollande, vous avez de l'avenir car, comme moi, vous êtes prudent quand la route est droite mais la pente raide. Qui peut répondre à la question de Hollande ? Ah, oui, vous, élève Cohn-Bendit.

Cohn-Bendit (*vivement*) : Si le social n'a pas suivi après Maastricht, c'est parce qu'il n'y avait pas de Constitution. Donc, il faut une Constitution. Imparable !

Raffarin : Elève Cohn-Bendit, je vous félicite car, en quelques années, vous avez accompli un parcours à nul autre pareil et des progrès en tous domaines : de gauchiste, vous êtes devenu libéral, de pacifiste, vous êtes devenu militariste. Il ne vous reste plus qu'à réussir à faire adhérer les Verts au parti libéral européen. Qu'en pensez-vous, élève Voynet ?

Voynet : Je suis d'accord pour tout. (*Un temps d'hésitation...*) Euh, est-ce que je pourrai conserver mon poste de sénatrice ? Et mes copains Lipietz et Onesta, seront-ils encore députés européens ? Et aussi mon autre copain Cochet, pourra-t-on sauver son siège de député à l'Assemblée nationale ?

Raffarin : Elève Voynet, vous êtes hors sujet. Vous n'aurez de toute façon rien si le non l'emporte. Revenons au sujet. Qui propose une introduction pour notre dissertation ? (*Un silence lourd suit...*)

Raffarin (*reprenant*) : C'est le premier pas qui compte. Il faut se jeter à l'eau en posant la bonne question. Je vais vous aider : cette Constitution n'est-elle pas plus sociale que tous les traités antérieurs ?

(*Une clameur jaillit de tous côtés*) : Oui, oui, oui ! C'est la sociale !

(*Un toussement se fait entendre*)

Raffarin : Qu'y a-t-il, élève Seillière, n'êtes-vous pas d'accord ?

Seillière : Il ne faut rien exagérer. Si l'on parle trop de social, les Français vont y croire. Il faut juste dire que l'Europe sera plus sociale qu'avant. Enfin, ... un peu plus sociale qu'avant.

Je l'aurais bien expliqué à la télévision, mais, moi le MEDEF, je veux dire, nous les chefs d'entreprises, avons décidé de ne pas parler pour ne pas effaroucher la populace, toujours prompte à s'émouvoir.

(Quelqu'un dans la salle, du côté des frères Sarkozy, souffle assez fort pour qu'on l'entende) : Il n'y a qu'à nommer Seillière Président du patronat européen. Ça l'occupera et il se taira.

Raffarin : Recentrons, comme dit notre premier de la classe, l'élève-Président Giscard d'Estaing à qui nous devons cette admirable Constitution. Il faut maintenant être précis dans l'argumentation. Quels droits fondamentaux mettriez-vous en avant ? Répondez, élève Jospin, vous le chantre du socialisme dont le programme n'est pas socialiste.

Jospin (*très professoral*) : Moi qui suis aussi droit dans mes charentaises que mon prédécesseur l'était dans ses bottes, et qui de ce fait ai toujours raison, je dirai primo et secundo.

Primo, le droit à l'école gratuite est clairement affirmé dans l'article 74, alinéas 1 et 2, et l'accès aux prestations sociales est garanti par l'article II-94, alinéa 1.

Secundo, les services d'intérêt économique général assureront la cohésion sociale, comme le stipule l'article III-122 dans son unique alinéa.

Cette Constitution est très sociale. Je l'avais déjà dit à **Barcelone** à propos du Traité de Nice mais c'est parce que je prévois toujours tout, sauf les soirs de lune rousse comme le 21 avril.

Lang (*bondissant*) : Moi, Jack Lang, Jack Lang hier, Jack Lang aujourd'hui et Jack Lang demain, je dirai même plus : très sociale est cette Constitution. Moi, Jack Lang, Jack Lang hier, Jack Lang aujourd'hui et Jack Lang demain, j'ai tout dit !

Raffarin : Le social est bien mis en valeur par nos amis socialistes qui partagent les mêmes valeurs que nous, au premier rang desquelles la libre concurrence non faussée qui constitue le but ultime de la société. Demandons à l'élève-Président Giscard d'Estaing si telle est la bonne interprétation de la Constitution.

Giscard d'Estaing (*il se lève*) : Mes chers amis, j'avais prévu le coup. Et je l'ai paré. Cette Constitution, c'est mon enfant. Je l'ai pensée, écrite, commentée et je peux la rendre accessible. Heureusement que je m'y suis collé car ce n'est pas ce grand nigaud de Chirac qui eût pu concevoir un tel prodige. Entre nous, il n'est pas crédible... sur l'Europe, bien sûr.

Donc, vous disais-je, tout est verrouillé pour cinquante ans. L'accès aux prestations sociales est un chiffon de papier que nos bâilleurs de fonds ne doivent pas craindre puisque j'ai présidé à la rédaction de la Déclaration n° 12 qui figure en annexe à la Constitution mais que personne ne lira car elle vient après 170 pages en double format et en deux colonnes, ce qui fait au bas mot 700 pages normales.

(De plus en plus majestueux) Dans son article 14, cette Déclaration précise qu'il n'y a pas de compétence nouvelle créée pour assurer l'école gratuite. Cela donne tout son poids à l'alinéa 3 de l'article II-74 de la Constitution – que je tiens à préciser au débutant Jospin qui ne semble pas le connaître – et qui énonce le droit de créer tout établissement d'enseignement privé conforme à ses convictions. Dans l'article 34 de cette Déclaration n° 12, le droit aux prestations sociales n'est conforté que là où il est déjà ouvert mais pas dans les autres pays.

(Avec la mine orgueilleuse) Je suis très fier de cette trouvaille : l'Europe ne crée de droit nouveau nulle part. Dans l'article 36 de la même Déclaration, mon trait de génie est confirmé : aucun droit aux services publics n'est créé dans les pays où ils n'existent pas.

Quant aux personnes âgées, si encombrantes lorsqu'elles n'ont pas mon génie créateur, elles ont droit à « mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle » selon l'article II-85, mais sans qu'il soit besoin de s'alourdir d'un droit à la retraite.

(De plus en plus emphatique) Pour cinquante ans, en vérité, je vous le dis. Un dernier mot : j'emploie cette expression sacrée « en vérité » car, avec l'aide du Vatican, j'ai berné tout le monde : la laïcité est remplacée par la reconnaissance des Eglises et par la possibilité d'exprimer publiquement ses croyances religieuses. Dans le livre des records, je suis le champion toutes catégories ès Constitutions cadennassées.

Raffarin (*un peu abasourdi*) : Bon, nous avons maintenant beaucoup d'éléments pour notre dissertation. Se dessine la problématique : ce qui est visible, et ce qui est caché. Qui propose une formule ? Oui, élève Hollande.

Hollande : La Constitution n'est ni sociale, ni libérale.¹⁴

(*Des cris montent de la salle*) : Bravo, bravo ! Ni sociale, ni libérale ! Elle est quoi alors ? Elle est apolitique !

Raffarin : Ah mes chers élèves, que vous me faites plaisir ! Quel beau métier, celui de pédagogue-communicant ! (*Prenant des accents gaullois*) Vous m'avez compris : apolitique ! La Constitution européenne est apolitique ! Ça, c'est un programme. Voilà le discours pour le peuple. Car le peuple n'aime pas la politique. Il se méfie de la politique et il a raison. D'ailleurs, moi je n'en fais pas, je gère la France comme un bon père de famille. Est-ce qu'un père de famille fait de la politique quand il gère sa famille ? Je suis ravi de vous voir convaincus. Tous convaincus... (*Une main se lève*) Comment ? Quelqu'un demande la parole. Qu'y a-t-il ? Ah, c'est vous, quel est votre nom déjà, le petit d'Attac ? Quelque chose ne va pas ?

Attac : J'ai un problème de réception de la communication.

Raffarin (*en Raminagrobis papal ou chiraquien*) : N'ayez pas peur, parlez sans crainte. La communication, je connais.

Attac : Ça fonctionne mal à la réception. J'entends d'abord : « La Constitution est sociale ». Puis : « La Constitution n'est ni sociale, ni libérale ».

(*Brouhaha général, rires*)

Raffarin : Taisez-vous, cancre. Vous ne comprenez rien. Nous faisons de la communication ciblée. « Constitution sociale » est destiné à ceux qui ont un souci social. « Constitution ni-ni » est destiné à ceux qui ont un souci démocratique. Il nous faut juste trouver un slogan pour ceux qui ont un souci à la fois social et démocratique. Qui a une idée ? Oui, élève Nicolas Sarkozy, je vois que vous bouillez d'impatience.

Nicolas Sarkozy : Attac ment et je le prouve. Attac ne veut pas de la Constitution au prétexte qu'elle n'est pas sociale alors qu'elle inclut la Charte des droits fondamentaux. Donc, Attac préfère moins de social à plus de social. Cela s'appelle jeter le bébé avec l'eau du bain. J'ai même lu ça dans Charlie Hebdo. Grand merci à Philippe Val et Oncle Bernard qui m'ont fourni cet argument.

(*Attac tente de reprendre la parole*)

Raffarin : Non, Attac, non (*en insistant sur le « non »*), vous avez dépassé votre quota de cinq secondes d'intervention. Il suffit. Nous avons encore à faire. (*Se tournant vers les autres*) J'attire votre attention à tous sur un problème auquel le Président de la République est, comme vous le savez, ultra sensible, celui de la fracture sociale. Vous devez absolument déminer le terrain de l'emploi et des délocalisations. Comment vous-y prenez-vous ? Elève Aubry, maintenant que j'ai débarrassé la France de votre hypothèque des 35 heures, qu'avez-vous à dire pour défendre la Constitution au nom de l'emploi ?

Aubry (*mal à l'aise*) : J'ai toujours plaidé pour l'emploi et la Constitution me donne raison puisque qu'elle fixe pour objectif de tendre vers le plein emploi. Il y a bien quelques petites difficultés puisque la politique de l'emploi est subordonnée à la compétitivité, que la main-d'œuvre doit s'adapter à l'économie, et que, surtout, il n'est jamais question du chômage à résorber, à tel point qu'un taux d'emploi élevé de la population peut coexister avec un taux de

¹⁴ Authentique.

chômage élevé si on fait travailler les gens plus longtemps. Il y a plus d'un an, j'en avais parlé avec papa (*elle se tourne vers Delors*). Il comprenait et approuvait mes appréhensions qui justifiaient selon lui de ne pas accepter le texte en l'état. Mais depuis, il a changé d'avis. Et... (*elle lève les yeux vers le ciel*) comme il est inspiré, il doit avoir raison. Je le suis donc sans réserve. Les délocalisations sont redoutables, mais l'Europe nous en protège.

Seillière (*ricanant*) : L'Europe doit les faciliter, ainsi que l'a déclaré votre consœur en politique, la socialiste Danuta Hübner, commissaire européenne à la politique régionale : « Ce que nous devons faire, au contraire, a-t-elle dit, c'est faciliter les délocalisations au sein de l'Europe. »¹⁵

Raffarin : Ce n'est pas une bonne méthode de communication. Partons du concret. Elève Guillaume Sarkozy, parlez-nous du textile en butte avec l'invasion chinoise.

Guillaume Sarkozy : La Chine réalise ce que les États-Unis et l'Europe, d'une seule voix, lui avaient demandé de faire lorsqu'elle a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce : ouvrir son économie aux investissements étrangers et s'intégrer dans le commerce mondial. Jusqu'au 1^{er} janvier 2005, des quotas limitaient les importations en Europe des produits textiles chinois. Aujourd'hui ils sont supprimés, conformément aux engagements européens en faveur du libre-échange. Il nous faut donc appliquer la méthode résumée par le collègue Fillon voici un instant : affirmer avec vigueur le contraire de la réalité. L'Europe est le seul rempart contre le libre-échange généralisé. Le bluff, ça passe ou ça casse, mais il ne reste plus que quelques jours avant le 29 mai, et, le temps que les gens réalisent que c'est du bluff, l'obstacle sera levé. En tout cas, il faut éviter un nouveau pataquès du genre Directive Bolkestein.

Raffarin : Ne parlons plus de cette affaire, elle est réglée dans l'esprit du public. Les Présidents Juncker et Barroso ont certes déclaré que la directive Bolkestein ne serait pas retirée mais ils se sont exprimés depuis Luxembourg et Bruxelles et nous avons fait en sorte qu'ils ne viennent plus en France avant le 29 mai. Mes chers élèves, vous avez bien avancé pour votre dissertation. Une partie sur les droits sociaux, une autre sur l'emploi, très bien. Mais il manque encore le souffle, l'appel aux sentiments, ce qui fait vibrer au lieu de raisonner, ce qui fait oublier les tracas au lieu de les raviver. (*Il s'enflamme peu à peu*) Vous ne pouvez exposer des motifs sans composer ce subtil mélange de frisson et de vision rassurante, d'enthousiasme et de sagesse, de vitalité et de sérénité. Oubliez-vous que les plus acquis à l'idée d'Europe sont les jeunes ? Sachez leur parler. Trouver les mots pour qu'ils oublient leur maux. Qui a des idées ? Vous, élève Lang, c'est le moment d'ouvrir votre boîte à idées.

Lang (*bondissant*) : Moi, Jack Lang, Jack Lang hier, Jack Lang aujourd'hui et Jack Lang demain, je dirai... la paix ! L'Europe, c'est la paix. C'est une grande idée, qui n'est pas de moi mais que j'ai eue avant les autres. Ce n'est d'ailleurs qu'une idée, car la guerre est là, toujours possible, comme en Bosnie naguère sans que l'Europe ne bouge avant qu'il ne soit trop tard, comme en Tchétchénie où l'on réagira quand Poutine aura achevé le sale boulot. Ce n'est qu'une idée pour la France aussi qui a complaisamment assisté aux massacres du Rwanda.

Mais la force d'une idée, c'est de n'être pas réalisée pour laisser la place au rêve. Moi, Jack Lang, Jack Lang hier, Jack Lang aujourd'hui et Jack Lang demain, je parlerai aux jeunes de ce rêve pour qu'il devienne leur. Je serai aidé par un formidable comité de soutien qui incarne tant l'exception culturelle française : la France est le seul pays au monde à pouvoir arborer des intellectuels dont les idées sont d'autant plus originales qu'ils ont de boutons de chemise défaits.

Raffarin : Ah, élève Lang, que ne fussiez-vous né à l'UMP, l'Union pour les médiocres présidents ! Dire, que moi, grand communicant, je dois me contenter de Donnedieu de Vabres. Mes chers élèves, nous avançons, vous avancez. Mais il me semble qu'il vous manque encore un ressort pour faire de votre devoir un texte emportant l'adhésion : c'est le

¹⁵ *La Tribune*, 8 février 2005.

ressort de la démocratie. Et, sur ce point, il nous faut être irréprochables. Je verrai bien quelqu'un de compétent pour rédiger cette partie. Quelqu'un se sent-il prêt ? (*Seillière se manifeste*) Comment, vous, élève Seillière, votre compétence va jusqu'à la démocratie ? Vous m'étonnez toujours.

Seillière : Mon expérience de la démocratie est immense. Je siège dans vingt conseils d'administration des quarante sociétés cotées dans le CAC 40 et j'ai l'habitude de la démocratie qui règne parmi les actionnaires. Vous n'imaginez pas la sérénité des débats, la courtoisie des échanges et la sagesse des décisions, le plus souvent acquises au consensus, lorsqu'il s'agit de répartir les bénéfices en dividendes. Le raffinement atteint son maximum lorsque nous adjugeons les stock-options. Ainsi, la démocratie, nous les propriétaires du capital, nous la réinventons chaque année au moment des bilans, et, je vous le rappelle, tous les jours à la Bourse. Tant et si bien que l'article III-131 de la Constitution invite les États à sauver le marché intérieur avant toute chose en cas de troubles graves.

Et je dois dire que le choix d'organiser un référendum sur la Constitution européenne fut une erreur. Je confirme les propos de l'ex-Commissaire Bolkestein, la démocratie est une affaire de spécialistes, point besoin de référendum. Tout le reste relève de la communication pour laquelle il nous faut une stratégie de conquête de l'opinion. J'ai pour ma part œuvré pour que l'UNICE, l'Union des industries de la communauté européenne, dont le sous-titre est « La voix du business en Europe », signe un communiqué commun le 14 avril 2005 avec John Monks, Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, approuvant la Constitution européenne. Que ne prend-on la même initiative en France ? Nous ne manquons pourtant pas de collaborateurs efficaces.

Chèrèque : Moi, Chèrèque, Secrétaire général de la Confédération française de la démolition du travail, j'approuve la Constitution qui favorise un syndicalisme de responsabilité, d'accompagnement des réformes, sans lesquelles nous sommes condamnés à l'immobilisme. Et l'on sait combien la mobilité et la flexibilité des travailleurs sont des conditions nécessaires du progrès social. Bouger. Voilà le mot d'ordre que mon syndicat veut propager. Contre la défense des acquis sociaux. (*Méprisant*) Les acquis ! Quelle mentalité de propriétaires ! Non, la propriété, c'est pour le capital, je l'ai appris de ma maîtresse en la matière, Nicole Notat, qui m'a fait rencontrer cet excellent, son Excellence Monsieur le Baron Seillière. Pour les travailleurs, la valeur essentielle, ce ne sont pas la propriété et les acquis, c'est la bougeotte. Bouger, c'est réformer. Je suis pour la réforme, n'importe laquelle, pourvu que ça bouge. D'ailleurs, s'il y a un problème de logement en France, si trop de gens vivent encore dans des bouges, il suffit qu'ils changent souvent de bouges. Bouger, remuer, donne l'impression du neuf.

Raffarin (*ému jusqu'aux larmes*) : Bravo, élève Chèrèque. Un jour vous serez préfet, comme votre père. Le programme est maintenant bouclé. Reste le plan média. Qui s'en occupe ? Elève Paoli, nous vous écoutons.

Paoli : S'agissant du plan media (*marque un temps*), nous avons retenu la grille hebdomadaire suivante :

Le lundi : dans le 7-9, pour commencer la semaine, un oui dans la chronique « L'économie aujourd'hui » à 7h20, un oui dans « La politique ce matin » à 7h45, un oui dans « Géopolitique » à 8h15, trois oui pour un non dans « Questions directes » à 8h20, une oui dans « La Constitution en dix repères » à 8h45. Dans le 13-14, un pédagogue pour le oui. Dans « Le téléphone sonne » à 19h20, un oui et un sondeur pour le oui. J'oubliais : à 6h50, dans « Mode d'emploi », une oui qui interroge un oui expert en économie, et à 18h55, dans « Charivari », le oui de Charlie Hebdo que nous n'espérions pas.

Le mardi : Mise à part la dernière chronique, la grille est semblable à celle du lundi.

Le mercredi : Comme le mardi, sauf que « Le téléphone sonne » est remplacé par « Repubblica ». Nous avons été obligés par le CSA d'alterner un oui et un non. Mais, quand c'est le oui, trois journalistes pour le oui l'interrogent, et quand c'est le non, trois journalistes pour le oui l'interrogent.

Le jeudi : Comme le mardi.

Le vendredi : Comme le jeudi, sauf à 7h15, « L'économie aujourd'hui » est remplacée par « Le débat économique de la semaine » entre le oui de Jean-Marc Sylvestre et le oui inattendu de Bernard Maris.

Le samedi : La grille est simplifiée. À 8h15, dans « Feux croisés », deux oui s'affrontent gentiment sous la houlette d'un oui.

Le dimanche : nous passons le relais à France 3 qui inaugure une nouvelle émission « France-Manipulation-Express ». Une oui éblouissante entourée de deux oui rabats-joie mais efficaces interrogent trois oui et un non dont on interrompt l'argumentation par des reportages pour le oui.

La grille est donc complète. Un seul problème reste à contourner. Les auditeurs qui téléphonent râlent. Mais, dans le 7-9, je m'arrange pour raccourcir la plage disponible. Je parle, je m'écoute parler, et, s'agissant de mes invités, je les flatte ou les fait digresser.

Raffarin : Que tout cela me semble bon. Sans mentir, si votre ramage se rapporte à votre battage, vous êtes le phénix des hôtes de ces ondes. (*Se tournant vers les autres*) Mes chers élèves, vous tenez le bon bout. Il convient maintenant de conclure. Élève-Président Giscard d'Estaing, que proposeriez-vous ?

Giscard d'Estaing : En vérité, je vous le dis et le redis, la lecture de la Constitution est inutile car elle est parfaite. Surtout, les électeurs ne doivent pas lire la troisième partie. Qu'ils se contentent de lire sept articles sur la nature, les objectifs, les compétences de l'Union et la citoyenneté européenne. La conclusion va de soi. Mais le référendum a lieu en France, qui est habitée de Français, si prompts à verser dans le négativisme, généralement au printemps. C'est donc une bonne idée d'avoir choisi le référendum, à condition que la réponse soit oui. C'est le bon choix.

Raffarin : Elève-Président Giscard d'Estaing, sans doute serez-vous le premier Président d'Europe. Ne m'oubliez pas après le 29 mai, car il faudra penser à moi afin de contribuer au haut niveau d'emploi recommandé par la Constitution. Pour l'instant, nous n'avons rien oublié concernant cet exposé des motifs. Je souhaiterais émettre un vœu néanmoins. Il nous faudrait un emblème, une mascotte pour divertir. **Élève** Lang, une dernière idée ?

Lang : Moi, Jack Lang, Jack Lang hier, Jack Lang aujourd'hui et Jack Lang demain, je dirai... le perroquet : pour le oui-oui, ce serait pain bénit, contre le chaos du non, pour le mettre KO. Ah, Ah, Ah, Moi, Jack Lang, Jack Lang hier, Jack Lang aujourd'hui et Jack Lang demain.

(*Une main se lève*)

Raffarin : Non, Attac, non. C'est fini. Bon, je vous accorde encore cinq secondes. Après, nous devons lever la séance.

Attac : J'ai une idée. De deux choses l'une. Ou bien le non ne serait pas un chaos, et les oui-ouistes mentent, avec à leur tête le Président Chirac. Ou bien ce serait le chaos, et alors le Président Chirac a pris le risque de jeter la France dans le chaos en organisant un référendum. Dans les deux cas, il a commis une forfaiture et je propose qu'il soit traduit devant la Haute Cour de Justice pour manquement à la Constitution française.

(*Tollé général, le calme ne revient que lorsque le téléphone sonne*)

Raffarin (*décroche*) : Allo, Monsieur le Président de la République ? Oui, bonjour Monsieur le Président...

Chirac : Monsieur le Premier Ministre, j'ai pris une décision. Je dissous.

Raffarin : La dissolution ? Vous dissolvez quoi ? L'Assemblée ?...

Chirac : Non, je dissous le peuple. Ce sera le mot de la fin. Pour guérir tous les maux que m'occasionne ce peuple que je ne comprends pas.

6

La pierre philosophale

Jean-Pierre Raffarin qui a diminué l'aide aux personnes âgées veut supprimer un jour férié pour la rétablir.

Il a raison cet homme. Il a trouvé le truc, la pierre philosophale : la richesse augmente si l'on travaille plus. Seillière a trouvé l'idée formidable. Raffarin et Seillière, merci de redécouvrir la lune, vous avez le bonjour de Marx, ce vieux ringard théoricien de la loi de la valeur-travail.

Ne vous arrêtez pas en si bon chemin. Vous voulez de la croissance. Ce n'est pas difficile. Il y a douze jours fériés par an. C'est-à-dire quasiment un demi-mois de jours ouvrables : 1/24 d'année ou environ 4%. On les tient nos 4% de croissance tant attendus. Supprimez tous les jours fériés !

Quand le pli est pris, ça roule. Il y a 52 samedis dans l'année quasiment inutilisés, soit deux mois de travail, 1/6 d'année : plus de 16,6% de croissance !

Et n'oubliez pas les 52 dimanches : 16,6% de mieux de croissance ! Récapitulons : au bas mot 38% de croissance économique potentielle par an ! Qu'est-ce qu'on attend ?

Où avez-vous la tête ? 5 semaines de congé payés, parfois 6 : 1/10 d'année. Quel manque à gagner ! 10% de croissance à espérer en plus ! On en est à 48% de croissance qu'il ne faut pas laisser en friche. Il suffit qu'on ajoute 2 petits pour cent qu'on fait habituellement en moyenne sans rien changer à la durée du travail et hop, le tour est joué, le PIB peut augmenter de moitié en un an : +50%.

Ah, ça mais, qu'à cela ne tienne ! On ne travaille que 7 à 8 heures par jour. On peut facilement doubler : nos arrières grands-parents travaillaient bien 16 heures par jour au XIX^e siècle en étant bien moins nourris. Deux fois 50%, ça fait 100%.

Seillière et Raffarin, on peut doubler la richesse en un an ! Allez-y ! Vous ne savez pas ce que vous dites, mais vous savez ce que vous faites : transformer la loi de la valeur-travail en son contraire, la loi du travail-valeur. C'est la nouvelle philosophie.

Celle que développera plus tard Nicolas Sarkozy : « Travaillez plus pour gagner plus. »

7

Le bourgeois bonhomme

*Parodie du Bourgeois gentilhomme, Acte II, scène IV, de Molière**Maître de philosophie politique, Monsieur Sarkodain*

Maître de philosophie politique. – Venons-en à notre leçon.

Monsieur Sarkodain. – Ah ! Mon Maître, que ne fussiez-vous venu plus tôt, afin que vous m'aidassiez à parer les coups qui plurent sur moi.

– Ces coups ne sont rien pour un philosophe. Que voulez-vous apprendre pour tremper votre caractère ?

– Tout ce que je pourrai, car j'ai toutes les envies du monde d'être un grand président ; et j'enrage que mon père et ma mère ne m'aient pas fait bien étudier la science politique quand j'étais jeune.

– Votre sentiment vous honore. *Nam sine potentia vita est quasi mortis imago*. Vous entendez cela et vous savez le latin sans doute !

– Oui, mais faites comme si je ne le savais pas : expliquez-moi ce que cela veut dire.

– Cela veut dire que *sans le pouvoir, la vie est presque une image de la mort*.

– Ce latin-là a raison. Mais qu'avez-vous à me dire de plus ?

– Par où vous plaît-il que nous commençons ? Voulez-vous que je vous apprenne la logique de la politique ?

– J'ai hâte de connaître cet art, Maître.

– Il s'agit en effet d'un art, qui obéit à trois principes.

– Que sont-ils, ces trois principes ?

– Le premier, le deuxième et le troisième. Le premier est de bien diviser. Le deuxième est d'additionner les avantages pour les puissants. Le troisième est de soustraire l'information à la vue des manants. Ce sont là les trois principes de l'art de bien gouverner qui permet de multiplier honneurs et richesses.

– Honneurs et richesses ! Pour les gouvernants ? En êtes-vous certain ?

– Honneurs pour vous et richesses pour vos commanditaires, qui ne manqueront pas, soyez-en sûr, de vous en faire profiter sur leurs yachts et dans leurs châteaux.

– Je vous entends, Maître, mais apprenez-moi la grammaire de cet art.

– Très volontiers. Commençons par diviser.

– Allons vite au dénouement, car j'ai déjà procédé à des expériences, il me semble.

– Vous ne devez rien laisser au hasard. D'abord, dresser le public contre le privé, puis le privé contre le public. Quand ils sont neutralisés, les dresser tous les deux contre les spéciaux. Ce n'est qu'alors que vous aurez le champ libre pour les maintenir au travail *ad vitam*.

– Cher Maître, vous me comblez de joie, car c'est presque fait. Donnez-moi franchement votre sentiment : suis-je sur la voie de la sagesse politique en ayant opposé ceux qui se lèvent tôt et ceux qui paressent, ceux qui travaillent et ceux qui quémandent, ceux qui font grève et leurs otages, ceux de souche et ceux dont l'ADN doit être vérifié ?

– Je suis fier de vous compter parmi mes disciples. C'est un premier pas. Cependant, il ne faut point vous en satisfaire. Vous devez apprendre maintenant à additionner les avantages que pourront collectionner les puissants.

– Certes, mais ils ont déjà beaucoup.

– Le principe de l'addition, c'est accumuler. Donc, beaucoup n'est jamais suffisant puisque beaucoup n'est pas tout. Nous entrons dans la dialectique de l'accumulation : l'enrichissement doit toujours se polariser davantage, sous peine de s'éteindre.

– Maître, j'ai amenuisé les charges sociales, j'ai refusé tout net l'augmentation du SMIC et j'augmente la durée du travail en même temps que j'invente le bouclier fiscal et l'impôt libérateur pour les plus-values et que je supprime l'impôt de bourse. Que puis-je faire de plus ?

– Il convient dorénavant de vous attacher à légitimer, aux yeux de tous, ces mesures propres à faire sortir la France du programme du Conseil national de la résistance⁶ et à la faire entrer résolument dans le XXI^e siècle.

– Maître, vous me parlez un langage qui est mien. J'excelle en communication.

– Monsieur, je ne vous entretiens pas de communication mais de légitimation.

– Qu'est-ce à dire, Maître ? Vous me surprenez.

– Nous pénétrons le troisième principe de l'art de gouverner : soustraire l'information juste à la vue de vos sujets et lui substituer une fabrication de l'opinion.

– Oui, n'est-ce pas le travail que je confie à mes communicants et auquel je m'astreins moi-même en allant jour et nuit sur le terrain ?

– Vous n'y êtes point, je veux dire sur le chemin de la compréhension.

– Maître, vous me peinez, car je suis partout et je donne le ton.

– L'art de la soustraction en politique consiste à fabriquer une opinion de telle sorte qu'elle croie qu'elle est la source d'elle-même.

– Maître, comme vous dites cela ! Concrètement ? J'ai déjà TF1, France Inter, France Info et toutes les radios. J'ai les sondeurs avec Parisot à leur tête.

– Insuffisant.

– J'ai *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libé*, toute la presse régionale. Il ne me manque que l'*Huma*, et encore, elle accompagne les petits pas de Thibault.

– Ce n'est pas assez.

– Je mange avec Bouygues, Lagardère, Arnault et je me détends chez Bolloré. Si je me montre davantage, je crains que le peuple ne finisse par me jalouser.

– Le peuple jalouse celui qui est immédiatement au-dessus de lui, pas celui qui est cent coudées plus haut. Vous avez donc bien fait de tripler votre revenu ; ainsi, le peuple ne pourra vous atteindre de son regard envieux, dès lors que vous aurez multiplié les écarts. N'oubliez jamais cette leçon : la multiplication des pains ou celle des inégalités sont le début de l'ère des miracles.

– Fort bien, mon état de grâce durera autant que ma présidence.

– Ne vous y fiez pas ! La vérification de l'exécution des principes de l'art de la politique est nécessaire à tout moment.

– Comment puis-je être certain que... ?

– Passons aux leçons pratiques, voulez-vous.

– Je vous écoute, Maître.

– Vous projetez de faire travailler les salariés 40 ans, puis 41, 42. Où vous arrêterez-vous ?

– Je ne m'arrêterai pas puisque l'espérance de vie s'allonge.

– Que répondrez-vous s'ils font valoir que la richesse augmente plus vite que l'espérance de vie ?

– Ils ne poseront pas cette question car personne dans les médias ne les aura mis sur la piste.

– Ils ont des syndicats qui le savent et certains économistes sont passés à l'Attac. Vous justifiez la réforme des retraites par les projections démographiques de votre Conseil d'orientation des retraites qui table sur un accroissement de 3/4 en 50 ans du ratio de dépendance des retraités par rapport aux actifs d'ici 2050. Or le même Conseil établit que parallèlement la productivité augmenterait une fois et demie plus vite. Que direz-vous quand on comparera ces deux prévisions effectuées par le même organisme ?

– Je dépêcherai Baverez, Marseille, Sylvestre, Le Boucher et bien d'autres qui diront que c'est faux même si c'est vrai.

– Cela ne suffira pas, malgré leur talent, car l'INSEE et le Conseil d'orientation des retraites ont déjà vendu la mèche.

– Alors, c'est fichu ?

– Non, à condition de pratiquer une dérivation.

– Dériver, est-ce une nouvelle opération comme diviser, additionner et soustraire ?

– En quelque sorte. Vous soulevez un autre problème, que vous amalgamez au précédent qui se trouve ainsi noyé. Vous n'en manquez pas, de problèmes, pour réussir l'intégrale.

⁶ Denis Kessler, « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! », *Challenge*, 4 octobre 2007.

– J’ai l’assurance maladie en déficit depuis que nous avons diminué les cotisations à la charge des entreprises ; j’ai la dette publique parce que mes amis réclament autant d’intérêts que ne peut en couvrir l’impôt sur le revenu que je suis bien obligé de lever encore un peu ; et j’ai l’Université qui végète en attendant que la loi Pécresse ouvre ses portes aux forces vives de la nation. J’ai ficelé le tout dans un paquet et j’ai informé qu’il fallait réformer. J’ai même inventé un Grenelle de l’environnement au terme duquel on troquera quelques taxes écologiques contre des cotisations sociales en moins.

– Que rétorquez-vous aux rebelles qui vous disent que les privilèges ne sont pas là où vous les signalez ?

– Que le mérite a sa récompense et l’indolence sa sanction. Travaillez plus pour gagner plus, tel est le secret de la réussite.

– Monsieur, gardez-vous d’une certaine rhétorique sur le travail ; elle pourrait se retourner contre vous. Le hold-up sur Marx, Jaurès et Blum pourrait vous coûter en lectures fastidieuses. Tout ne se lit pas aussi facilement que la lettre de Guy Môquet.

– J’ai compris l’essentiel grâce à ce bon Guaino.

– Vérifions s’il vous plaît, pour vous éviter une mise à découvert. Vous prétendez publiquement qu’il faut travailler pour produire de la richesse. Voilà une idée que vos adversaires qui s’affublent de l’étiquette socialiste n’osent plus revendiquer. Comment justifiez-vous alors l’ouverture de la protection sociale aux compagnies d’assurances et aux fonds de pension, lesquels ne produisent rien, sinon de la spéculation ?

– Maître, vous m’embarrassez. J’ai trouvé cette idée au Medef et donc elle doit être bonne. Elle est confortée par le Fonds monétaire international, à la tête duquel j’ai placé quelqu’un de fiable, et par la Commission européenne sur laquelle je pourrai toujours repousser la faute si ça ne marche pas.

– Nous y voilà. Je reconnais en vous une potentialité très grande. Si une mesure réussit, elle est portée à votre crédit ; si elle échoue, elle émane de l’Europe. Cependant, vous devez être à même d’afficher à tout moment votre résolution à respecter la démocratie, car c’est une condition de la légitimité, notre troisième principe de l’art de gouverner. Or les Français ont repoussé par référendum le Traité constitutionnel européen. Vous vous êtes engagé à honorer ce choix et vous projetez de ne pas les consulter pour la ratification du nouveau traité. Ou bien les deux traités sont à ce point différents qu’une nouvelle méthode de ratification peut dans une certaine mesure se justifier ; ou bien ils sont semblables et il faut soumettre le second au même jugement que le premier. Dites-moi comment vous sortez de ce dilemme et je vous dirai si vous êtes à la hauteur que vous ambitionnez d’atteindre.

– Maître, vous me mettez à l’épreuve. Les deux traités sont pareils, mais je ne veux pas de référendum.

– Pourquoi ?

– Des référendums sur le nouveau traité européen seraient dangereux et perdants en France, en Angleterre et dans d’autres pays. Il y a un gouffre entre les peuples et les gouvernements.

– Monsieur, je vous félicite, parce que vous venez d’ajouter la pièce qui manquait à l’édifice de votre art en politique : le cynisme. Vous irez loin.

– Maître, je vous en remercie. Au reste, il faut que je vous fasse une confidence. Je veux léguer à la France une œuvre littéraire, car je ne veux pas que l’on dise plus tard que j’avais une plume à l’Elysée qui écrivait tout pour moi. Je voudrais que vous m’aidassiez à rédiger le prologue de cette œuvre, que je souhaite grande, et dont le peuple s’enivrera.

– Excellente idée. Est-ce de la philosophie politique que vous voulez écrire ?

– Non, non, point de philosophie.

– Vous ne voulez qu’une œuvre de vulgarisation ?

– Non, je ne veux ni philosophie, ni vulgarité.

– Il faut bien que ce soit l’une, ou l’autre.

– Pourquoi ?

– Pour la raison, Monsieur, qu’il n’y a d’œuvre que philosophique ou vulgaire.

– Il n’y a que la philosophie ou la vulgarité ?

– Monsieur, tout ce qui n’est point philosophique est vulgaire ; et tout ce qui est vulgaire ne peut être philosophique.

– Et notre conversation, qu’était-elle ?

– De la philosophie.

– Quoi ? Quand je dis : « Guaino, écrivez-moi un discours qui dise le contraire de ce qui est vrai », c'est de la philosophie ?

– Oui, Monsieur. De la philosophie politique.

– Par ma foi, il y a plus de cinquante ans que je fais de la philosophie, sans que j'en susse rien, et je vous suis le plus obligé du monde de m'avoir appris cela. Je voudrais donc mettre en prologue de mon ouvrage dédié à la France : *Belle France, vos richesses me font mourir de désir*.

– Il faut bien étendre un peu la chose.

– Non, vous dis-je, je ne veux que ces paroles-là dans le prologue ; mais tournées à la mode, bien arrangées comme il faut. Je vous prie de me dire un peu, pour voir, les diverses manières dont on peut les mettre.

– On peut les mettre premièrement comme vous avez dit : *Belle France, vos richesses me font mourir de désir*. Ou bien : *De désir mourir me font, Belle France, vos richesses*. Ou bien : *Vos richesses de désir me font, Belle France, mourir*. Ou bien : *Mourir vos richesses, Belle France, de désir me font*. Ou bien : *Me font vos richesses mourir, Belle France, de désir*.

– Mais de toutes ces façons-là, laquelle est la meilleure ?

– Celle que vous avez dite : *Belle France, vos richesses me font mourir de désir*.

– Cependant, je n'ai point étudié, tellement ma haine des intellectuels est grande, et j'ai fait cela du premier coup. Je vous remercie de tout mon cœur, et vous prie de venir demain de bonne heure.

– Je n'y manquerai pas, car je fonde de grands espoirs en vous : sous une apparence bonhomme, vous cachez une main déterminée et ferme. Surtout, gardez cette main invisible. Mais ce sera l'objet d'une autre leçon.

– ... ?

En ce 20 novembre 2007, la clameur de la rue interrompit ce dialogue...

Deuxième partie

La crise

8

Le prédateur et ses enfants

Accumulez l'argent, le tout sans trop de peine,
Le fonds compte le plus et nous manque le moins.
Un riche entrepreneur, croyant sa mort lointaine
Convoqua son conseil, lui parla sans témoin.
Messieurs les actionnaires, au nom du capital
Qui nous rassemble ici autour de l'objectif
De le faire grandir et rendre maximal,
Afin que s'inscrivent des sommes à notre actif
Qui nous assurent à tous un très bel avenir,
Nous ouvrent les portes de cette éternité,
Avec l'assurance de ne jamais finir,
Pouvoir si merveilleux, si douce volupté,
Je peux vous annoncer que le feu de l'argent
Dont la flamme éclaire l'immense firmament,
Touche presque à son but : consumer le travail.
Le patron satisfait, ses fils ouvrent le bal,
Concentrent, licencient, localisent plus loin,
Si bien qu'au bout de l'an, après autant de soins,
Personne ne reste pour suivre le marché
Qui s'engorge si bien qu'il ne peut empêcher
Les damnés, les exclus, de faire table rase
Des nantis prédateurs dont la bulle s'embrase.
Point d'Apocalypse, mais la libération
De notre humanité en pleine évolution
Ayant compris que l'eau, le soleil et les fruits
Appartenaient à tous et qu'ils étaient gratuits.

9

Crise financière : J'ai mal à mon capital

La Bourse frappe les imaginations par les miracles qui semblent s'y produire. La crise, lorsqu'elle survient inmanquablement, détruit les rêves qui se transforment en cauchemars. Comment en rendre compte puisque la fiction se mêle à la réalité ? Ci-après, une suite de cinq tableaux, composés de dialogues surtout réels et un peu imaginaires, mais tellement vrais...

Premier tableau : Pour une poignée de dollars

Nous sommes vers la fin des années 1970. Sont réunis dans un hôtel de luxe dont le nom n'est pas révélé les plus hauts responsables de la Commission trilatérale, pour la plupart membres du Groupe Bilderberg¹⁷. Parmi eux,

David Rockefeller et Henry Kissinger, initiateurs de cette Commission,
Paul Volcker, président de la Réserve fédérale (FED), banque centrale américaine.

Ils sont entourés de :

Jacques Delors, président de la Commission économique et monétaire du Parlement européen, futur président de la Commission européenne,

Raymond Barre, Premier ministre français,

des personnalités influentes des institutions internationales et des milieux d'affaires, dont Klaus Schwab, fondateur du World economic forum, le Forum économique mondial de Davos.

Il n'y a que des hommes, sauf pour servir les petits fours.

David Rockefeller introduit la discussion :

« Messieurs, je vous remercie d'avoir répondu à mon invitation. Je vous ai conviés à cet échange de vues parce que la situation économique du monde démocratique est grave. Nous savons tous que la démocratie est inséparable de la liberté d'entreprendre à laquelle nous sommes attachés. Or les indicateurs sont mauvais. Le plus important, pour la confiance des investisseurs, est le taux de rentabilité des fonds propres que nos adversaires appellent le taux de profit, comme si ce mot comportait une charge négative, alors qu'il est le baromètre de la dynamique économique. Malheureusement, depuis dix ans, il est à la baisse parce que nous n'arrivons pas à améliorer la productivité au rythme où nos investissements s'accroissent. La situation doit être redressée très rapidement si nous ne voulons pas qu'elle entraîne des conséquences géopolitiques que nous ne pourrions maîtriser. Ce qui se passe sur le front pétrolier n'arrange rien : deux chocs à cinq ans d'intervalle, c'est difficile à encaisser. Je me tourne vers notre stratège M. Kissinger : les États-Unis sont-ils en mesure de faire face à ces périls ? »

Henry Kissinger rajuste ses lunettes et commence un exposé académique :

« Les États-Unis sont et resteront la première puissance mondiale. Toutes nos énergies sont tendues vers la victoire du monde libre. La CIA a fait au Chili en 1973 ce qu'il fallait pour éliminer le régime marxiste d'Allende et mettre à sa place Pinochet, qui a aussitôt ramené ce pays dans notre camp et testé les nouvelles politiques libérales sous les conseils de nos *Chicago boys*. Avec les régimes militaires du Brésil et d'Argentine, nous tenons solidement

¹⁷ Sur l'origine et le rôle de ces deux groupes, voir Attac (sous la direction de J.M. Harribey), *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

l'Amérique du Sud. Certes, nous avons dû céder le pas au Vietnam, mais nous prévoyons que l'Asie entière basculera sous peu dans l'économie de marché.

Sur le plan économique, le président Nixon avait en 1971 sonné le glas du système monétaire international en abandonnant définitivement l'or, cette « relique barbare ». Ah, quel visionnaire ce Keynes, tout de même. Mais, alors qu'il voulait créer une monnaie internationale, nous, nous y avons mis le dollar à la place. Ce fut un beau coup, car vous avez constaté que, avec un dollar fluctuant, nous sommes passés en quelques années à des changes flottants qui conviennent mieux à la circulation des capitaux que nous avons libérée des entraves instaurées par la conférence de Bretton Woods en 1944. »

M. Volcker, nouveau président de la Réserve fédérale, demande la parole :

« Ce programme se heurte à un obstacle de taille : l'inflation à deux chiffres qui règne dans tous les pays libres spolie les créanciers et enlève toute visibilité aux investisseurs. Pour rétablir la situation des créanciers et des actionnaires, il nous faut casser d'urgence cette inflation, d'autant qu'elle encourage les syndicats dans leurs récriminations. Je vous propose un plan draconien : je triple ou je quadruple le taux directeur de la FED et je taris ainsi le robinet du crédit qui, comme l'a bien montré le Professeur Milton Friedman, ne peut que nourrir la hausse des prix. En quelques semaines, tout au plus quelques mois, tout le système bancaire mondial suivra le même chemin. »

M. Rockefeller manifeste un geste d'inquiétude :

« Ne craignez-vous pas un ralentissement économique ? Que disent nos dirigeants d'entreprises ? »

Et il interroge du regard M. Klaus Schwab qui a lancé depuis quelques années le forum de Davos.

M. Schwab fait un compte-rendu de la dernière rencontre de Davos :

« Les managers des grandes firmes sont inquiets. Ils s'interrogent sur les stratégies suivies par les gouvernements et n'y voient ni cohérence, ni essai de coordination. Certains États ont ouvert un nouveau cours en abandonnant les politiques de relance keynésienne qui ne marchent plus, d'autres s'y accrochent encore. Nos dirigeants d'entreprises sont convaincus que casser l'inflation est une condition nécessaire, mais pas suffisante. » (M. Volker dresse l'oreille, craignant un désaveu de son plan). « Ils préconisent en outre de rompre le parallélisme entre l'évolution des salaires et celle de la productivité du travail. » (M. Volker, soulagé, opine du chef). « Surtout en Europe, où un système social obèse doit être dégraissé. »

M. Raymond Barre, qui avait manqué de s'assoupir, sursaute :

« Moi qui suis le meilleur économiste de France, je vous l'affirme, la cure d'austérité que je viens d'imposer, dans des plans qui portent mon nom, Barre I, Barre II et Barre III, sera profitable, je dis bien profitable, et je sais de quoi je parle, car c'est écrit dans mon manuel d'économie, que vous avez lu, j'espère. »

Il se rendort.

Jacques Delors, bien-pensant de gauche, intervient :

« Mon collègue et ami Raymond Barre a raison. Pour donner les meilleures chances de réussite à l'austérité nécessaire, je réfléchis avec les commissaires européens à la réalisation, dans les quinze ans à venir, du Marché unique européen. Je vous garantis que ce sera la meilleure façon d'imposer la libéralisation à un corps social récalcitrant. »

Il ferme les yeux et se prend à rêver à haute voix : « J'écris un Livre blanc qui préfigurera l'Acte unique qui sera mon traité favori¹⁸. Pour préparer l'intégration monétaire, je ferai adopter un paquet Delors I, puis un paquet Delors II, et nous aurons la monnaie unique et une banque centrale indépendante. En vérité, je vous le dis, j'installerai l'Europe dans la mondialisation libérale. Si Barre ne réussit pas, j'ai ma feuille de route : 1) je désindexerai les salaires par rapport aux prix, chose qu'aucun gouvernement de droite n'est capable de faire

¹⁸ Authentique.

accepter aux syndicats ; 2) j'imposerai un plan de rigueur ; 3) je convaincrai mes amis socialistes que le marché est indépassable.¹⁹ »

Tous frémissent d'aise et M. Rockefeller esquisse une synthèse :

« Messieurs, nous venons de dessiner un nouveau cours de l'histoire. Celle du libéralisme, je veux dire celle de la liberté. Le contrôle des capitaux est aboli partout, les marchés financiers sont ouverts, les banques centrales vont augmenter leurs taux directeurs. Tout pays demandeur de crédit international devra observer un programme de libéralisation. C'est le volet financier. Passons au volet économique : puisque l'ouverture des frontières renforce la concurrence, les privatisations doivent s'étendre à tous les secteurs, notamment de l'énergie et des transports, on verra plus tard pour l'éducation et la santé. Reste le volet social. Sous couvert de désindexation des salaires sur les prix, nous ferons passer la déconnexion des salaires vis-à-vis de la valeur ajoutée. Afin que cela ne se voie pas trop, nous agirons par le biais de la baisse des charges sociales qui paient une protection sociale trop onéreuse dans un monde de plus en plus concurrentiel. Pour le reste, faisons confiance à la dynamique propre à l'économie de marché.

Messieurs, nous devons nous revoir pour vérifier la bonne exécution de ce programme qui, je vous le dis, nous ouvre un nouveau chemin. Il faudra que je demande à l'un de nos penseurs, Mr. Francis Fukuyama, de nous écrire un article montrant que la fin de l'histoire est le début de la nôtre. »

Deuxième tableau : Il était une fois dans le Sud

La scène se déroule au siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, à la fin des années 1990.

Le directeur de l'OMC, il Signor Renato Ruggiero, celui du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, et celui de la Banque mondiale, Mr. James Wolfensohn, donnent une conférence de presse pour préciser les enjeux de la conférence ministérielle de l'OMC qui doit avoir lieu à Seattle dans quelques semaines.

Il Signor Renato Ruggiero, en tant que directeur de l'OMC, inaugure la conversation avec les journalistes :

« Les négociations internationales sont bien engagées pour abolir toutes les barrières douanières qui subsistent sur les produits agricoles et les services. »

Un premier journaliste lève la main, au nom du *Guardian* :

« Ne pensez-vous pas que la suppression des protections douanières dont bénéficient encore les paysans des pays en voie de développement leur sera gravement préjudiciable ? »

Il Signor Ruggiero répond aussitôt :

« L'expérience montre que, à long terme, la concurrence profite à tous. Dans un premier temps, il est vrai que les petits paysans des pays pauvres seront concurrencés par les grands producteurs américains et européens qui ont des coûts de production faibles et qui sont subventionnés. Ils seront donc ruinés et devront quitter leur terre. Les grandes firmes disposeront alors d'une main d'œuvre peu chère, tous les coûts de production baisseront et le pouvoir d'achat de tous s'accroîtra. Le marché égalisera les conditions. »

Le représentant du *Financial Times* interroge, sceptique :

« Cela suffira-t-il car les pauvres des bidonvilles se contentent de peu, ils bénéficient de soins gratuits dans les centres médicaux et leurs enfants apprennent à lire à l'école publique ? »

M. Camdessus, directeur du Fonds monétaire international, lui répond :

¹⁹ Authentique. Ces trois points ont été exprimés par J. Delors au cours d'une réception où les invités étaient triés sur le volet, en marge du congrès de la CFDT en 1988 à Strasbourg.

« Cela ne durera pas car, avec Son Excellence M. le Directeur de la Banque mondiale, nous avons imposé à ces pays des plans d'ajustement structurel : tout nouveau prêt international est conditionné par la diminution des dépenses publiques et sociales. Certes, la dette du tiers-monde a progressé et atteint 2 500 milliards de dollars, mais à tout malheur quelque chose est bon : cela procure des revenus aux banques occidentales. Vous pouvez dire à vos lecteurs qu'ils revendent leurs placements éthiques. »

Mr. Wolfensohn, directeur de la Banque mondiale, confirme :

« Revendre avec un bénéfice, c'est plus moral. En effet, enrichir les riches relève davantage le niveau moyen mondial qu'aider les pauvres.²⁰ On fait grand cas de la diminution du taux d'inscription dans les écoles primaires des pays africains ayant appliqué nos plans et de l'augmentation du taux de mortalité infantile dans certains d'entre eux. Mais c'est le prix à payer pour espérer le rétablissement des équilibres financiers, il y a maintenant consensus à Washington là-dessus. »²¹

L'envoyé spécial de *L'Osservatore romano* se lève et demande :

« Comment l'ajustement s'accorde-t-il avec la justice ? »

M. Camdessus, croyant convaincu, répond, patelin :

« Ajuster, en économie, signifie amenuiser. Et structurel signifie social. Ajuster le structurel, c'est donc amenuiser le social. Mais ces réformes sont nécessaires, comme reculer pour mieux sauter. Les salaires doivent rester faibles au Sud car les fonds de pension doivent pouvoir ramener des profits pour payer les retraites au Nord, dès lors que nous aurons réduit les retraites par répartition qui créent trop de sécurité dans le corps social²². Et les salaires au Nord doivent baisser pour rester concurrentiels avec ceux du Sud. C'est logique, non ? »

Un journaliste brésilien, au nom de *O Globo*, objecte :

« La révolte gronde dans les favelas et les Sans terre s'organisent. »

M. Camdessus se fait de plus en plus conciliant :

« Rassurez-vous, notre équipe de communication prépare un clip sur la mondialisation à visage humain. »

Mr. Wolfensohn, plus incisif :

« Comme les propriétaires de latifundias ont les moyens de parer au plus pressé si les occupations de terre se multiplient, notre but est, évidemment, d'éviter au plus grand nombre ce qui est arrivé à Chico Mendès²³. »

Il Signor Ruggiero conclut la conférence de presse :

« Ladies and gentlemen, we make an appointment in Seattle next month. »²⁴ Rendez-vous est pris le mois prochain.

Troisième tableau : Pour quelques dollars supplémentaires

Dans les années 2000, au siège social de la banque d'affaires Merrill Lynch à New York, sont en conciliabule avec Mr. Stanley Inthesky, son PDG,

²⁰ Authentique. Laurence Parisot, sur France Inter, le 11 mars 2008 : « Si l'on diminuait les salaires des dirigeants, ce serait une goutte d'eau pour les pauvres. »

²¹ Le « consensus de Washington fut le nom donné aux préceptes néo-libéraux imposés aux pays du Sud. L'expression est due à l'économiste John Williamson, « What Washington means by policy reform », in *Latin American Adjustment : How much has happened ?*, Washington, Institut of International Economics, 1989. Voir Attac (direction J.M. Harribey), *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

²² Incroyable mais vrai : Mackenzie G.A., Gerson P., Cuevas A., « Can Public Pension Reform Increase Saving ? », International Monetary Fund, Occasional Paper n° 153, 1997.

²³ Chico Mendès, syndicaliste brésilien ayant embrassé la cause ouvrière et la cause écologique, fut assassiné en 1988 sur ordre d'un propriétaire terrien.

²⁴ « Mesdames et Messieurs, nous nous donnons rendez-vous à Seattle le mois prochain ».

Mr. Dan Button, PDG de la General Society, banque d'affaires française,
 Mr. Adam Junkapple, PDG de la Northern Rock, banque britannique spécialisée dans le prêt immobilier,
 et Herr Joseph Bauer, PDG de la Deutsche Bank.

Mr. Stanley Inthesky accueille ses invités :

« Messieurs, welcome. Ne nous le cachons pas, depuis l'éclatement de la bulle internet et l'évanouissement de la nouvelle économie qui avaient d'ailleurs précédé les attentats du 11 septembre 2001, l'économie américaine a du mal à repartir, celle du Japon s'éternise dans la stagnation, et l'Europe se languit. Certes, nos engagements multiples dans des opérations financières très diversifiées nous garantissent de la valeur pour nos actionnaires. Les rachats d'entreprises à crédit, selon la technique éprouvée du *leveraged buy out*²⁵, sont un levier magique pour accroître la rentabilité des fonds propres. Mais, pour lever, il faut qu'il y ait quelque chose à lever. Or, si nous ne trouvons pas le moyen de relayer la consommation des ménages riches par celle de plus modestes, la machine économique s'enrayera. »

Mr. Button s'étonne dans un français impeccable :

« What ? Do you want invent again the fordism ?²⁶ »

Un silence s'installe. Puis Mr. Junkapple se frappe le front et dit :

« J'ai une idée. A good idea. Il ne faut pas augmenter les salaires des pauvres, mais il faut leur faire crédit. »

Herr Bauer l'interrompt :

« On ne prête qu'aux riches. »

Mr. Junkapple ne l'entend pas et poursuit :

« Il faut prêter aux pauvres. Par exemple, pour qu'ils puissent acheter leur logement. Nous prendrons des hypothèques sur leur immeuble. Ou bien ils rembourseront et paieront des intérêts que nous prendrons la précaution de prévoir à taux variable. Ou bien nous saisisons leur propriété dont le prix aura monté. Dans les deux cas, nous serons gagnants. Entre temps, nous aurons couvert notre risque en revendant nos titres hypothécaires. Le marché sera preneur car l'ambiance est à la titrisation. Pour les faire accepter, nous les éparpillerons au milieu d'autres titres. Le risque, c'est bien, surtout le *subprime*. La dissémination du risque, c'est mieux. »

Herr Bauer compte sur ses doigts et marmonne entre ses dents :

« 1) Je prête à des ménages peu solvables. 2) Le marché de l'immobilier flambe. 3) Je mixe et je titrise. 4) Toutes les banques et tous les fonds spéculatifs m'achètent. 5) Si le bâtiment va mal aux États-Unis, le marché se retournera. 6) Les titres financiers ne vaudront plus rien. »

A haute voix : « Mon conseil d'administration va hésiter. »

Mr. Button, auteur d'un mémorable rapport sur la bonne gouvernance des banques²⁷, rétorque :

« Il suffit de compenser les risques par des gains obtenus grâce à des positions prises sur les indices boursiers qui sont tous à la hausse. J'ai sous la main un trader qui s'y connaît. Personne ne se méfiera de lui, car il vient du *back office* ; je l'enverrai au *front*²⁸. »

²⁵ Le *leveraged buy out* (LBO) consiste, pour un fonds spéculatif, à emprunter auprès du système bancaire et à racheter à crédit des entreprises pour les restructurer. Ainsi, il profite de l'écart entre la rentabilité économique de l'affaire et le taux d'intérêt qu'il doit verser à son banquier, et il augmente la rentabilité financière de ses fonds propres. Cette technique est fréquemment utilisée et place les entreprises rachetées dans une situation de totale subordination à la finance.

²⁶ « Quoi ? Voulez-vous réinventer le fordisme ? »

²⁷ Daniel Bouton, « Pour un meilleur gouvernement des entreprises cotées », 2002, http://www.technip.com/francais/pdf/Rapport_Bouton%20_FR.pdf.

Mr. Inthesky imagine un ciel débarrassé de ses nuages et conclut :

« Au commencement était l'épargne. Au final, notre système financier transférera le risque sur l'épargnant. Et pas n'importe lequel ! Le petit épargnant qui ne vit que de son travail ! Le capital transfère le risque au travail ! Ah, je comprends mieux le dernier article que j'ai lu dans le *Wall Street Journal* qui se référait à Marx pour expliquer notre business ! »

Quatrième tableau : Faire sauter la banque

Au mois d'août 2007, circule sur Internet le piratage de la vidéo-conférence que viennent de tenir

Mr Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale (FED), banque centrale américaine, M. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE) et Mr. Fukui Toshihiko, gouverneur de la Banque du Japon (BoJ).

Mr Bernanke est le premier à s'exprimer :

« Les pires scénarios se sont réalisés. Dès que les prix de l'immobilier ont chuté, les produits financiers adossés aux *subprimes* ont vu leur cours s'effondrer à leur tour. Plus une institution financière ne veut les endosser. Toutes les banques se regardent en chiens de faïence. Sur le marché interbancaire, elles ne se prêtent plus entre elles. Nous sommes au bord d'un *crédit crunch*. Il va falloir que nous intervenions et que nous baissions nos taux directeurs. »

M. Trichet, la mine renfrognée :

« Il n'en est pas question. L'inflation est à nos portes, je ne baisserai pas mes taux. J'ai déjà dû hausser le ton pour que Mme Merkel n'accepte pas de créer un salaire minimum en Allemagne. Et je dois me battre en liaison avec la Commission européenne pour amener le dernier pays européen, la Belgique, à supprimer l'indexation des salaires sur les prix. »

Mr Bernanke, étonné :

« Est-il vrai que ce soit ce péril qui menace le plus la zone euro ? J'ai vu sur le site internet de votre BCE que vous étiez assez permissif vis-à-vis de la création monétaire si j'en juge par l'évolution de votre M3. » (A ce moment-là, un bruitage rend inaudible la bande son de la vidéo, mais un lien a été mis sur lequel on trouve M3 = masse monétaire totale, de la plus liquide à la moins liquide). « Finalement, vous laissez filer le crédit pour nos circuits financiers. Donc il n'y a qu'à continuer. »

M. Trichet, piqué au vif, vend la mèche :

« Oui, mais c'était ce dont nous étions convenus : surmonter la crise financière du début des années 2000 en favorisant le crédit qui a certes galvanisé la spéculation. Je choisis : j'accepte l'inflation sur les titres financiers pour pouvoir juguler l'inflation sur les biens et donc les revendications salariales. Baisser les taux ne mènerait à rien de bon. Regardez le Japon : les taux zéro pendant une décennie ne lui ont guère réussi. »

Mr. Toshihiko comprend que le moment est venu de donner la voix de la sagesse :

« Chers Confrères, le yo-yo des marchés financiers est inhérent à la recherche de la liquidité. J'étais récemment en conversation avec le gouverneur de la Banque de Chine qui me disait que le yang du placement fort a besoin du yin de la garantie de la liquidité. C'est un processus hautement dialectique et nous en avons nous-mêmes pris la mesure au cours d'une décennie et demie de marasme au pays du Soleil levant, pendant laquelle le taux de la Banque du Japon était juste nul, je veux dire, juste parce que nul. En effet, sans activité laborieuse, aucun investissement ne peut se valoriser et nous nous mordons les doigts de ne pas l'avoir appris de nos ancêtres. Permettez-moi de conseiller de prêter des liquidités aux banques,

²³ Le *front office* désigne la partie du système informatique en charge des activités de vente et d'achat : dans les sociétés financières comme les banques, c'est la salle des marchés. Le *back office* est le service administratif d'appui. Allusion ici au rôle joué par le trader Jérôme Kerviel dans l'affaire de la Société générale en 2007.

massivement, à très court terme, le temps que les banques et autres fonds d'investissement se refassent, je veux dire, car personne ne se refait jamais intérieurement, refassent surface. Pardonnez, Messieurs, ma maîtrise incertaine de la langue internationale des affaires. »

Mr. Bernanke semble perplexe :

« Voyons, qui peut prêter sur le marché interbancaire ? Vous M. Trichet, et vous Mr. Toshihiko, qui êtes de si bon conseil ? »

A ce moment précis, on entend le téléphone sonner et Mr. Bernanke décroche sa ligne intérieure : « C'est Mr. Alan Greenspan, mon prédécesseur ».

Mr. Greenspan, furieux :

« What ? You are undecided ! Vous hésitez encore à prendre une décision alors que le feu couve ! Vous voyez bien que le renflouement par les fonds souverains du Moyen-Orient ou d'Asie ne suffit pas. Sir Bernanke, immédiatement, vous baissez les taux et injectez des liquidités ! Sir Trichet, si vous ne baissez pas vos taux, injectez au moins trois fois plus que Bernanke. Et vous, Sir Toshihiko, le modèle japonais n'est-il pas un modèle d'imitation ? »

Mr. Bernanke, penaud, essaie de récapituler :

« Mon taux directeur est à 5,25%, je vais le baisser, mais par étapes, pour me laisser des marges de manœuvre. J'irai vers 4,5%, puis 3% ou moins encore si nécessaire. Et je peux prêter à court terme 100 milliards de dollars aux banques. Si nécessaire, je prendrai en pension des titres financiers dévalorisés. Que pouvez-vous faire, M. Trichet ? »

M. Trichet, grognon :

« Je ne baisserai pas mes taux, mais je mettrai plusieurs centaines de milliards d'euros sur le marché interbancaire. En attendant que votre gouvernement prenne les mesures nécessaires pour résorber vos déficits, car, en Europe, l'opinion digère mal l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et je vais devoir essayer la tempête médiatique.

Mr. Toshihiko, très digne :

« Comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, je ne peux plus baisser mes taux qui sont au plus bas. J'abonderai moi aussi le marché interbancaire, mais la modestie de l'Empire du Soleil étant bien connue, je n'oserai me porter à votre hauteur et je me contenterai d'apporter l'équivalent de quelques dizaines de milliards de dollars. »

Mr. Bernanke clôt la vidéo-conférence :

« Nous restons en contact minute par minute. Mr. Greenspan, nous vous remercions de votre aide précieuse. Sans elle, nous aurions perdu la raison devant l'exubérance irrationnelle des marchés. »²⁹

Cinquième tableau : Les bons, les brutes et les truands

Au début de l'année 2008, sont invités sur le plateau d'une chaîne de télévision française Mme Mathilde Devine, spécialiste des opérations de couverture de risques dans la banque Hongkong Shanghai Banking Corporation (HSBC),

M. Jean-Marc Forestier, éditorialiste matinal sur une radio publique,

M. Eric Alémeri, éditorialiste dans un journal du soir de référence,

Mme Florence Eden, présidente de l'Adam³⁰ (Association des actionnaires minoritaires)

et Mme France Attac, économiste méconnue.

L'émission « Ce soir, on se bat sur la 3 » est animée par Mme Christine Acran.

Mme Christine Acran ouvre avec emphase l'émission :

²⁹ Allusion à une déclaration d'Alan Greenspan, à l'époque président de la FED, stigmatisant « l'exubérance irrationnelle des marchés », en décembre 1996.

³⁰ Ça ne s'invente pas.

« Bonsoir et bienvenue dans « Ce soir, on se bat sur la 3 », consacrée à la crise financière. Avec nous, les meilleurs spécialistes de la finance pour nous aider à y voir clair. Car on ne comprend rien à ce qui se passe à la Bourse, sur les marchés : faut-il acheter, faut-il vendre ? Les traders sont-ils des fous ou bien des voleurs en col blanc ? Peut-on avoir confiance encore dans les banques que notre argent manifestement intéresse ? Mme Devine, vous êtes tous les jours dans les salles de marché, lisez-vous dans le marc de café ? À quoi servent donc ces marchés financiers qui sont en crise tous les cinq ans ? Les gens ont le droit de savoir. »

Mme Devine pose son regard sur chacun, puis fixe la caméra et déclame :

« Les marchés financiers sont à l'économie
Ce que mes deux poumons sont à ma propre vie.
Circulation du sang ou du capital libre,
Telle est la condition de l'entreprise libre.
Ressources allouées, risques en couverture,
Pari sur l'avenir, mais non pas l'aventure,
Les œufs dans moult paniers, secret de l'efficience,
Qu'importe donc ensuite un peu de turbulence ! »

M. Forestier, subjugué, se rapproche de Mme Devine :

« Madame, redites-le-moi, j'en ferai ma chronique demain matin sur Inter. Vous m'avez fourni mes trois points quotidiens. 1) Les marchés financiers sont vitaux : ils font circuler le capital et respirer l'économie. 2) Ils affectent les ressources au mieux des intérêts de tous. 3) La crise financière permet d'évincer les improductifs, les attardés du progrès technique, tous ceux qui empêchent les réformes de structure. »

M. Alémeri se rengorge :

« Je dirais même plus : les réformes de structure n'ont que trop tardé ; il n'y a pas d'intérêt général, il n'y a que des intérêts particuliers ; circulez, capitaux, il n'y a rien à voir car l'élite des affaires a pris conscience que son intérêt de classe était de revenir sur ses excès. »³¹

Mme Florence Eden, présidente de l'Adam, réagit vivement :

« Il y a à voir que les petits actionnaires font les frais de la mauvaise gestion. Ils ont tous mal à la tête, pardon je veux dire à leur capital. Ils n'ont plus le cœur à investir. Ils ont perdu la foi en la libre entreprise. Il faut avoir les reins solides pour survivre à la crise. Bref, tout va mal. Je réclame plus de transparence et le retour de la morale dans le capitalisme. »

M. Forestier laisse échapper un cri du cœur :

« Il n'y a qu'à nationaliser les pertes des banques. »³²

Mme Christine Acran, prenant conscience du malaise, envoie un reportage sur la Chine où l'on voit des jeunes gens, sur fond de chantier gigantesque, parler de leur soif de consommer grâce à la mondialisation. De retour sur le plateau, Mme Christine Acran se tourne vers Mme France Attac et lui demande si, malgré la crise, la mondialisation n'a pas du bon.

Mme France Attac, qui piaffait depuis un moment, saisit l'occasion :

« Permettez-moi, Madame, de bousculer quelque peu les règles de votre jeu de l'oie blanche. Beaucoup feignent ici de s'étonner de la gravité d'une situation qu'ils ont niée pendant longtemps, et de n'y voir qu'une succession d'accidents isolés, alors qu'une cohérence d'ensemble émerge de tous ces désastres. »

Se croyant dans une Université d'été, elle se jette à corps perdu dans un exposé clair, certes, mais combien hermétique à tous les participants à l'émission :

« La crise que nous vivons est la conséquence directe de la financiarisation de l'économie mondiale qui a démarré quand les capitaux ont obtenu le droit de circuler sans entraves, au mépris des droits sociaux, de l'emploi, de l'écologie, pour la seule raison qu'il fallait

³¹ Soyez-en persuadés : authentique, *Le Monde*, 10 et 11 mars 2008.

³² Authentique, sur France Inter, 14 mars 2008.

améliorer la rentabilité. Toutes les méthodes de gestion des grandes entreprises ont été tendues vers un seul objectif : rendre de la valeur aux actionnaires. Par la montée des dividendes en proportion de la baisse des salaires ; par le rachat de leurs propres actions pour faire monter le cours en bourse, sans voir que cela affaiblissait le taux de rendement ; par les restructurations à crédit ; par la spéculation sur des produits financiers de plus en plus sophistiqués ; et aussi par la pénétration, car le capitalisme est un système phallique, du privé dans la sphère publique, saccageant les services publics et la protection sociale. »

Profitant que Mme France Attac reprend son souffle, Mme Christine Acran lui glisse :
« Ne soyez pas trop explicative. »³³

Mme France Attac réplique :

« Je réponds à votre attente, Madame, vous disiez ne rien comprendre, ce que je vois bien, souffrez donc d'être éclairée un tant soit peu. Par exemple, tous les médias ne cessent d'apeurer le bon peuple avec les milliards qui partiraient en fumée lors de chaque crise. Rien de réel ne disparaît, seule la fiction de la bulle précédente s'évanouit. Quand un actionnaire fait un mauvais pari, c'est qu'un autre a fait le bon : voilà un jeu à somme nulle. Et si, comme ce fut le cas pendant la décennie 1990 et de 2002 à 2007, tous les actionnaires s'enrichissent à la Bourse, c'est qu'ils pensent pouvoir perpétuer l'exploitation du travail dans les entreprises : voilà, cette fois-ci, un jeu à pile ou face, pile le capital gagne, face le travail perd. Car on ne peut durablement vouloir toujours plus de profit sans saccager le travail. Malheureusement, ces agissements ont été encouragés par les banques centrales qui, pour éteindre le feu, jettent des bidons d'essence. Rappelez-vous la tirade de Mme Devine, il y a un instant : la monnaie est le carburant de l'économie, oui, mais il est inflammable. Raison pour laquelle, nous réclamons que les banques centrales reviennent dans le giron démocratique.

Telle est la réalité du capitalisme qui veut tout marchandiser et peser à l'aune de la rentabilité. Son arrogance est devenue telle que peuvent proliférer les paradis fiscaux, à l'ombre desquels s'abritent l'argent sale et le presque propre, et que la spéculation est devenue le *nec plus ultra* émotionnel des peine-à-jouir. À trop marcher sur la tête, la planète risque le coup de sang. Direction, les urgences : taxons toutes les transactions financières, supprimons les paradis fiscaux, écrêtons tous les revenus financiers et la fièvre retombera.

Quant à moraliser le capitalisme, autant demander à M. Gautier-Sauvagnac et à Mme Parisot de présider une commission sur ce sujet. »

A cet instant, une manifestation du Medef fait irruption dans le studio qui est envahi en quelques secondes aux cris de :

« Nous sommes tous des amoraux ! Amoraux du PIB, amoraux du CAC 40 ! »

Avant qu'on lui ait arraché ses micros, France Attac réussit à pousser un dernier cri :

« Vous tenez les cordons de la bourse, mais nous tenons le fil de la vie ! »

³³ Je ne le redirai plus : authentique, dans une autre émission à laquelle je participais : « Ce soir ou jamais », 27 septembre 2007.

10

Cher pétrole...³⁴

Cher pétrole, je me décide à t'écrire parce que le monde s'inquiète pour toi, ou pour lui-même. Tu sais combien nous te chérissons, et notre amour grandit avec ton prix. Plus tu es cher, plus tu nous es cher. Tes brusques accès de fièvre et tes envolées vers les sommets sont autant de piqûres de rappel : notre fidélité est à toute épreuve et l'addiction est telle que nous avons placé en toi l'essence de notre bien-être matériel. Cent cinquante ans de bonheur et de passion charnelle, puisque tout ce que nous mangeons, transportons et chauffons contient ton précieux liquide.

Et bonne pâte avec ça. On fore et tu te laisses approcher ; on pompe et tu jaillis ; on te canalise et tu irrigues la terre entière. *A contrario*, tu manies le paradoxe : tu as mis des centaines de millions d'années à te fossiliser et tu te consumes en un rien de temps, aussi vite que ton cousin le gaz. Tu aurais pu nous prévenir car jamais nous n'aurions supposé un tel décalage. Les experts ès combustibles fossiles nous assuraient que plus on épuisait un gisement, plus on avait intérêt à exploiter le suivant, ce qui aurait valu un « prix Nobel » d'économie aux soldats de La Palice. Il y avait bien eu les avertissements du géologue américain King Hubbert qui, dans les années 1950, avait prédit la diminution de la production pétrolière américaine. Mais personne ne l'avait cru et, aujourd'hui, nous approchons du pic de la production mondiale : celle-ci ne pourra ensuite que décliner.

Cher pétrole, nous sommes plongés dans l'embarras. On a libéré les marchés financiers et les spéculateurs ont compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de la certitude de ta disparition prochaine : en achetant aujourd'hui les barils de demain, ils font leur miel de ta coulée. Mais tu es bien protégé : toutes les armées du globe sont à tes pieds pour garantir ton bon écoulement, au cas où un dictateur, car ce ne pourrait être qu'un dictateur, voudrait te nationaliser, un projet absurde pour toi qui appartiens au monde entier.

On a construit des autoroutes partout et l'idée de faire rouler des camions dessus est venue spontanément : en effet, pourquoi laisser fondre au soleil le goudron, c'est-à-dire un peu de toi-même, sans user en même temps la gomme des pneus, dans lesquels il doit bien y avoir aussi quelques-unes de tes molécules ? Les camionneurs, les pêcheurs et les agriculteurs sont pendus au-dessus d'un brasero alimenté par toi, avec une corde tressée par les actionnaires des « majors », ces multinationales dont le métier est d'inciter à te consommer le plus vite possible. Les États ont longtemps fermé les yeux car les taxes sur les carburants rentraient dans les caisses que l'on vidait par ailleurs au nom du « moins d'impôt progressif ». Et ils se sont jusqu'ici abstenus de mettre en œuvre des énergies renouvelables. Taxer l'utilisation du pétrole, c'est plus facile que de taxer celle du soleil.

En l'absence d'alternatives proches, toutes les solutions d'urgence sont mauvaises. Laisser monter ton prix, c'est étrangler les petits producteurs, les salariés payés une misère et qui doivent rouler pour aller travailler ; en revanche, c'est une aubaine pour Shell, Exxon-Mobil, BP, Chevron-Exxon, Total, etc. Baisser ton prix, c'est encourager le gaspillage et abandonner tout espoir de limiter les émissions de gaz à effet de serre. D'autant que le doublement, en l'espace d'un an, du prix du baril exprimé en dollars courants est trompeur. Exprimé en euros, il n'augmente que des deux tiers. Et exprimé en dollars constants, il est aujourd'hui au même niveau que dans les années 1860. Certes, entre temps, il avait durablement été divisé par dix. Rapporté au SMIC, le prix du litre d'essence a diminué d'un tiers depuis 1973, mais doublé depuis son point le plus bas en 1998, ce qui déstructure le budget des pauvres. Enfin, sur le long terme, nous ne te payons pas davantage qu'à l'époque où l'on a commencé à s'enivrer de toi. À cause de ton épuisement progressif, il faut s'attendre à devoir te payer réellement beaucoup plus cher, bien que des apprentis sorciers parient sur la fonte des glaces polaires et du permafrost pour amorcer une nouvelle ruée.

Les pays qui s'imaginent vivre sur un pactole ne savent pas qu'aucune économie rentière n'est durable. Le Président Chavez s'en apercevra un jour, espérons avant qu'il ne soit trop

³⁴ Publié dans *Politis*, n° 1010, 10 juillet 2008.

tard. Quant à ton remplacement par des agrocarburants, il n'y a plus que le Président Lula pour y voir l'avenir des sans terre.

Cher pétrole, nous nous étions abandonnés à toi et tu es sur le point de nous quitter. Désespéré, je renonce à t'envoyer cette lettre par la poste qui est devenue une banque proposant des placements sur des valeurs sûres, toi peut-être encore pendant un temps. Je préfère la jeter à la mer. Je trouverai certainement un baril vide pour la glisser dedans. Et puis, hop, à la mer, cette mer qui déjà te recueille si bien quand un pétrolier fait naufrage.

11

Le prix des choses et les choses de prix

Le professeur Tournesolus ayant trouvé, au hasard de ses pérégrinations côtières, le bidon contenant la lettre adressée au pétrole la transmit à l'Académie écologique, composé de savants illustres. Il y avait là le prix « Nobel » d'économie Stiglitzus, le géochimiste Allègrus, le philosophe Ferrusus, l'omniscient Trissotinus et le président d'un Conseil scientifique nommé Attacus.

Le professeur Tournesolus leur fit part de sa perplexité quant au sujet abordé dans cette lettre : que vaut la nature dévastée par deux siècles de productivisme et menacée par le réchauffement climatique ?

Le plus prompt à réagir fut Allègrus :

« La question est sans objet car la modification du climat n'est pas due à l'activité humaine. Toute affirmation contraire ne peut être l'œuvre que d'une écologie protestataire impuissante³⁵. Je dénonce le phénomène de psychose collective analogue à celui que l'on a connu à propos du danger de l'amiante³⁶. Le principe de précaution est l'arme contre le progrès³⁷.

- L'être humain, enchaîna aussitôt Ferrusus, est par excellence indétermination : la nature lui est si peu un guide qu'il s'en écarte parfois au point de perdre la vie. Son *humanitus* réside dans sa liberté, dans le fait qu'il n'a pas de définition, que sa nature est de ne pas avoir de nature, mais de posséder la capacité de s'arracher à tout code où l'on prétendait l'emprisonner.³⁸ La critique écologique est donc le dernier avatar de la critique du capitalisme. Elle est d'essence totalitaire.
- Tout cela ne doit pas nous empêcher de répondre à la question de notre confrère Tournesolus, déclara Stiglitzus, conciliant. Dans ma jeunesse, j'ai conçu un modèle³⁹, lequel m'a valu une consécration académique, qui montre que l'on obtient le bien-être humain le plus élevé possible, défini par la consommation par tête maximale, si on arrive à substituer du capital à la nature qu'on épuise. Il suffit de donner un prix à la nature pour pouvoir l'introduire dans le calcul économique. »

Devant de telles certitudes, l'atmosphère de l'Académie écologique s'épaissit. Attacus pensa que c'était le moment d'intervenir :

« Les bases d'un tel calcul n'existent pas car les biens naturels, la nature elle-même, ne sont pas produits par l'homme. Il n'y a pas de coût de production de la photosynthèse ni du climat et par conséquent il ne peut exister de prix de marché. Penser le contraire revient à assimiler la valeur monétaire des services que, grâce à la nature, le travail humain engendre à une valeur économique intrinsèque de celle-ci. La valeur de la nature n'est pas mesurable car elle ne ressortit pas à l'économie, mais à l'éthique et au politique, tandis que toute valeur économique est produite par le travail. »

La plupart des académiciens se regardèrent en silence, méditant une réponse à cette intervention empreinte de quelque impertinence. Seul, Trissotinus affichait un air entendu et il ne tarda pas à relancer la discussion avec grandiloquence :

« On en attend beaucoup de vos vives clartés,
Et pour vous la nature a peu d'obscurités.⁴⁰
Dites-nous cher Monsieur, votre valeur-travail
Est-elle d'un secours contre l'épouvantail

³⁵ C. Allègre, *L'Express*, 21 septembre 2006 et 5 octobre 2006.

³⁶ C. Allègre, *Le Point*, 19 octobre 1996.

³⁷ C. Allègre, *Ma vérité sur la planète*, Paris, Plon, Fayard, 2007, p. 48.

³⁸ L. Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, Paris, Grasset & Fasquelle, 1992, p. 39-40.

³⁹ J. Stiglitz, « Growth with exhaustible natural resources: efficient and optimal growth paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, 1974, p. 123-137.

⁴⁰ Ces deux vers sont de Molière, *Les femmes savantes*, 1672, Acte III, scène II, dans la bouche de Trissotin.

Aujourd'hui agité d'une terre brisée,
Écologiquement gravement épuisée ?⁴¹
Le poisson, en tout cas, dans les mers se fait rare,
Pêché par d'énormes chalutiers et gabares,
Et son prix en connaît une chute curieuse
Pour votre théorie si vieillotte et douteuse.⁴²
Laissons les vieux auteurs manquant d'intelligence
Qui savent le latin mais font si peu de science. »⁴³

Le professeur Tournesolus fit tout ce qu'il put pour maintenir l'attention des académiciens dont beaucoup bâillaient de faim ou d'ennui. Il entreprit de résumer la discussion :

« Le prix des choses dépend de la peine dépensée par les hommes pour les obtenir. Mais toutes les choses de prix ne relèvent pas de cette science. Cela vous convient-il, Messieurs les académiciens ? »

Les académiciens étaient manifestement ailleurs, persuadés que si la nature n'avait pas encore de prix, c'était dû à l'absence de droit de propriété sur elle. Absence qui empêchait de créer un marché sur lequel on pourrait voir des prix se former, ramenant la sérénité dans une Académie perturbée dès que la Main invisible ne pouvait exercer sa providentielle influence.

Le professeur Tournesolus s'apprêtait à remercier les académiciens pour la sagesse et la retenue dont ils avaient fait preuve lorsque l'impertinent Attacus demanda à s'exprimer une dernière fois :

« Le prix du poisson baisse tant que la productivité des pêcheurs augmente, mais dès que la ressource commencera à se raréfier, le prix s'envolera proportionnellement aux efforts à fournir pour continuer de le pêcher. Un démenti aux économistes ignorant la valeur-travail et méconnaissant l'écologie, car la valeur-travail est un indicateur du travail et des ressources *économisés*. Tout prix qui serait attribué à la nature ne serait que fictif.⁴⁴ Et c'est parce que la nature n'a pas de prix qu'il faut la préserver. La richesse dépasse donc la valeur.

Dans son *Voyage vers les Pyrénées* en 1843, Victor Hugo s'était émerveillé de la beauté de Gavarnie. Il ne lui serait jamais venu à l'idée de donner un prix au Cirque, et, pour le calculer, d'ajouter son esthétique au montant des forfaits de ski vendus sur ses pentes. »

Le cuistre Trissotinus se crut obligé d'étaler son ignorance et sa suffisance :

« Que ce discours grossier terriblement assomme !
Et quelle indignité, pour ce qui s'appelle homme,
D'être baissé sans cesse aux soins matériels,
Au lieu de se hausser vers les spirituels !⁴⁵
Cultivons nos esprits, et ce tout à loisir,
Gageons que ne rien faire accroîtra le plaisir
Dont l'unique mesure est celle de nos sens,
Loin des faibles soucis de toutes sottes gens. »

⁴¹ Ces quatre vers reprennent exactement la question qui me fut posée le 16 novembre 2006 par un éminent professeur d'université d'économie, Jean-Paul Pollin, membre d'un jury devant lequel j'eus la naïveté de me présenter et de soutenir mes travaux de recherche.

⁴² Ces quatre vers reprennent fidèlement ce que m'objecta un autre éminent professeur dans le même jury, Jacques Le Cacheux.

⁴³ Ces deux derniers vers sont un retournement de deux vers de Molière, *Les femmes savantes*, *op. cit.*, toujours dans la bouche de Trissotin : « Il a des vieux auteurs la pleine intelligence / Et sait du grec, madame, autant qu'homme de France. »

⁴⁴ Ainsi que le reconnaissent eux-mêmes tous les économistes néo-classiques qui se piquent d'environnement. Pour un complément critique, voir J.M. Harribey, *L'économie économe*, *op. cit.*

⁴⁵ Ces quatre vers sont de Molière, *Les femmes savantes*, Acte II, scène VII, dans la bouche de Philaminte.

12

Le temps libre et la nature n'ont pas de prix*Intermède théorique*

On peut facilement imaginer que la décision de Nicolas Sarkozy de mettre en place une commission chargée de proposer de nouveaux indicateurs de richesse⁶⁶ n'était pas exempte d'arrière-pensées. La croissance économique n'étant ni au rendez-vous ni, en soi, capable de répondre aux besoins sociaux, il fallait bien trouver un dérivatif au sentiment que la forme de richesse proposée par le capitalisme comme modèle était dépassée. Mais une déclaration de Joseph Stiglitz montre à quel point la discussion sur cette question est mal engagée, même lorsque ceux qui la posent sont animés des meilleures intentions.

Sous le titre « La valeur du loisir est un élément de la richesse »⁶⁷, Stiglitz souligne à juste titre les mérites de la diminution de la durée individuelle du travail, à la fois pour permettre à tous ceux qui le désirent d'occuper un emploi et pour accroître le temps libéré de chacun. Ainsi, le véritable progrès social n'est pas de travailler plus mais de travailler moins, au fur et à mesure que la productivité du travail augmente.

Mais Stiglitz en conclut qu'il faut « intégrer dans la mesure du PIB la valeur du loisir ». Cette proposition révèle toute l'incompréhension de la science économique moderne, d'inspiration libérale néo-classique, de ce que sont la richesse et la valeur. Ce que contient le PIB – et il ne peut contenir que cela –, c'est la fraction de la richesse qui est issue de l'activité humaine ayant, par définition, une expression monétaire. Notons au passage que celle-ci comprend le produit des entreprises vendu sur le marché et celui non marchand des administrations et collectivités, dont le paiement est socialisé par le biais de l'impôt. C'est une manière de dire que le travail à l'origine des marchandises est productif de valeur économique, et que, contrairement à la doxa dominante, le travail à l'origine des services non marchands (éducation et soins notamment) l'est également.⁶⁸

C'est ici que commence l'impensé de toute la théorie économie dominante. En ayant récusé la distinction entre la « valeur d'usage » et la « valeur d'échange », qui remonte à Aristote et qui fut au fondement de l'économie politique et de sa critique, de Smith à Marx, la théorie libérale contemporaine a circonscrit le périmètre de la richesse à celui de la valeur, pire, à celui de la seule valeur susceptible de participer à l'accumulation privée de capital. On comprend ainsi la charge récurrente contre les services non marchands accusés d'être parasites et d'être un prélèvement sur l'activité marchande. Mais, le comble est atteint lorsque la contestation du productivisme inhérent à une société à laquelle est assignée une seule finalité, faire toujours plus de profit, est devenue telle que, crise écologique et dérèglement climatique aidant, certains proposent d'attribuer une valeur monétaire à ce qui n'en a point jusqu'ici.

Par exemple, les meilleurs esprits s'imaginent que, puisque le marché ne reconnaît pas spontanément une valeur à la nature, il faut lui en donner une, en créant un marché justement. Or, la lumière solaire a une valeur d'usage – elle est donc une richesse – mais n'a pas et ne peut avoir une « valeur » au sens économique. Une ressource naturelle inexploitée, parce qu'elle serait inatteignable ou qu'elle devrait être préservée, est une richesse qui n'a pas de « valeur » économique en l'absence précisément d'exploitation. Ce qui peut être mesuré, et qui est malheureusement confondu avec la « valeur » de la nature », c'est la valeur des services que le travail humain produit en utilisant la nature ou bien le coût de la réparation des dégâts causés à la nature par cette production. Mais l'un comme l'autre ne peuvent être

⁶⁶ Commission de mesure de la performance économique et du progrès social, proposée le 8 janvier 2008 et présidée par Joseph Stiglitz et Amartya Sen, et coordonnée par Jean-Paul Fitoussi.

⁶⁷ *Libération*, 20 mai 2008.

⁶⁸ Voir J.M. Harribey, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, tome LVII, n° 4 décembre 2004, p. 59-96, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf> ; « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand-diplo.pdf>.

assimilés à la « valeur » de la nature. Le prix que l'on doit faire payer aux émetteurs (producteurs ou consommateurs) de carbone pour les amener à plus de retenue, et qui devra être de plus en plus élevé pour que la mesure soit efficace, n'a strictement rien à voir avec une « valeur » ou un prix de la nature ou du climat. Le passage à un prix monétaire est nécessaire mais il ne signifie pas qu'on a rendu compte d'une valeur susceptible d'être incluse dans le PIB. Ainsi :

- les ressources naturelles sont des richesses mais le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si l'on ne va pas le chercher ;
- ces richesses n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain ; elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ;
- si on choisit de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne sont pas économiques, mais éthiques et politiques.

De même, le lien social est une richesse mais n'est pas susceptible de « valorisation » économique. Et le loisir dont parle Stiglitz est une richesse mais ne peut être considéré comme une « valeur » intégrable dans le PIB. Sa formule doit donc être renversée : la richesse du loisir n'est pas de la valeur.

Dissipons un malentendu qui tient au refus de l'intuition géniale d'Aristote rappelée ci-dessus : la valeur du temps libre ne ressortit pas au registre économique, mais aux registres du politique, de l'éthique et de l'esthétique. Elle est incommensurable avec celle des marchandises, ou même avec celle de la production non marchande. Et elle est inintégrable dans le PIB.

La critique de l'économie politique doit donc être refondée à partir du point où elle fut délaissée par la prétendue « science économique ». Seul le travail est créateur de valeur économique ; merci aux spéculateurs de nous avoir rappelé que le capital était stérile, sinon pourquoi les bulles financières finiraient-elles toujours par éclater ? Mais la richesse qui existe au-delà du périmètre du travail productif de valeur ne mérite pas nécessairement d'y être absorbée, sous peine de devenir un nouvel enjeu pour la valorisation du capital.

Comment reconnaître alors l'importance de cet « au-delà de la valeur » qui constitue une authentique richesse dont l'« usage » peut n'avoir qu'une finalité sociale, conviviale, voire contemplative ? En rendant aux individus ce temps que le capitalisme s'est ingénié à leur voler en les faisant produire, même en dehors de toute considération de besoins, puis en les faisant consommer, à condition qu'ils aient du « pouvoir d'achat ». Et en décrétant le caractère inaliénable des biens communs. Ceux qui, pour les meilleures raisons du monde, croient pouvoir compléter le PIB se trompent de cible et donnent raison au proverbe « quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt »*.

C'est ainsi que la sagesse populaire le dit : ce qui est inestimable n'a pas de prix, ainsi en va-t-il du temps libre et de la nature.

* J.M. Harribey, « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>. Pour un développement plus complet, voir *L'économie économe*, op. cit.

13

On n'attrape pas la lune

« Bonjour, dit le Petit Prince.⁵⁰

- Bonjour, dit le grand banquier.
- Que fais-tu ? demanda le Petit Prince.
- Je prête de l'argent à qui en veut. Aux riches, qui m'en rendront davantage, et aux pauvres qui m'en rendront encore plus, avec des intérêts importants.
- Et où prends-tu cet argent ? questionna le Petit Prince en fronçant les sourcils.
- Je ne le prends nulle part puisque c'est moi qui le crée.
- Tu fais ça souvent, comme tu veux ? Tu n'as pas de limite ?
- J'ai les coudées franches parce que le banquier central ferme les yeux et j'ai convaincu le gouvernement que c'était bon pour tout le monde.
- Est-ce que les pauvres pourront te rembourser ?
- Sans problème, car j'ai pris soin de leur faire signer une hypothèque sur la valeur de leur logement qui ne cesse de monter. »

Le Petit Prince se tut, réfléchit un instant et questionna de nouveau :

- « Pourquoi le prix des habitations augmente-t-il ? On y fait des améliorations, des aménagements ?
- On n'y fait rien. Car il faudrait que les pauvres fassent un deuxième emprunt pour rénover leur maison. Non, les prix de tous nos actifs montent parce que tout le monde croit qu'ils vont monter. C'est un phénomène auto-référentiel, dit le grand banquier, en prenant un air pénétré. On inscrit tout cela dans notre bilan et les actionnaires sont aux anges.
 - Sur la Terre, vous ne faites donc rien et la valeur des choses s'accroît spontanément ? Comment est-ce possible ?
 - Ah, si, répondit le grand banquier. Nous produisons beaucoup de marchandises. Mais la production augmente lentement, à cause du prix du pétrole, des travailleurs qui veulent en faire toujours moins, des grèves, des charges qui pèsent sur les entreprises, et de bien d'autres contraintes. Alors, on pratique le métier de la finance. C'est plus rentable et ça va plus vite.
 - La finance est-elle totalement détachée des choses matérielles ? J'ai entendu dire que vous faisiez aussi pousser des tomates hors sol, est-ce pareil pour la finance ?
 - On croit que oui, mais, en réalité, non. Comme on gagne beaucoup d'argent en spéculant, ça pousse les normes de rentabilité à la hausse et ça oblige les entreprises à restreindre les coûts salariaux. Tous ceux qui ont investi du capital ont ainsi un meilleur retour. C'est le secret : la plus-value réelle d'un côté permet une plus-value boursière de l'autre.
 - Et tu n'as pas peur que ça s'écroule ?
 - Non, car il y a des médias spécialisés pour entretenir la confiance et nous avons un grand président qui a promis de tout garantir.
 - Et comment pourra-t-il tenir cette promesse ?
 - Ah, on ne t'explique donc rien sur ta planète ! Je viens de te le dire : tout marche tant que les anticipations à la hausse concomitantes de la productivité et de la Bourse se poursuivent. Le président a compris qu'en travaillant, on s'enrichissait. N'est-ce point ainsi chez toi ? À ce propos, comment se porte la Bourse sur ta planète ?
 - Il n'y a pas de Bourse sur mon étoile, rétorqua le Petit Prince. La seule magie est celle de la lumière qui nous éclaire et nous chauffe gratuitement. »

⁵⁰ Cette première phrase est d'A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 1940.

À cet instant, un point rouge clignota sur l'écran de l'ordinateur du grand banquier et une courbe apparut : les cours boursiers s'effondraient les uns après les autres, au point que la cotation fut interrompue. Pris de panique, le grand banquier s'enfuit, dévala l'escalier pour rattraper le cours de son action, mais en vain, le parachute doré accroché à son dos le ralentissait. La crise était là.

Le Petit Prince, assez décontenancé par les événements, reprit sa marche et rencontra le renard.

« Connaissez-vous souvent sur Terre des crises de cette nature ? lui demanda le Petit Prince.

- De plus en plus souvent, hélas, car les privatisations, la diminution de la sécurité sociale et la baisse des salaires ont donné l'illusion aux financiers et à tous ceux qui ont beaucoup d'argent qu'ils pouvaient éternellement planer en l'air, en pariant sur la pérennité de cette fiction.
- N'y a-t-il personne pour avertir du danger ?
- Pas beaucoup. La majorité des économistes sont payés pour vanter la magie de la Bourse, par exemple pour verser des retraites, la capacité du capital à se valoriser tout seul, sans passer par la case travail, et la vertu du marché à être la clé de l'harmonie universelle.
- Je ne comprends rien à votre manière de vivre, dit le Petit Prince. Toutes les crises ne vous servent donc pas de leçons ? Que faites-vous pour les éviter ? Sont-elles une maladie incurable ou bien les hommes sont-ils totalement dépourvus de logique ?
- C'est très compliqué, répondit le renard. Les hommes ne manquent pas d'esprit logique, mais la logique du capitalisme est encore plus forte. Ceux qui tiennent l'argent ont le pouvoir et ils crient sur les toits qu'il suffit de moraliser les choses, d'écarter les brebis galeuses, sans toucher au principe sacro-saint de la propriété et de la recherche du profit. »

Le Petit Prince montrait des signes d'incompréhension de plus en plus grands :

« Dans votre système, faut-il entendre que vous bannissez la morale des relations entre les hommes ? »

Le renard soupira et esquissa un geste d'impuissance :

« Le système est plongé dans « l'eau glaciale du calcul égoïste »⁵¹ et la morale est pour lui un corps étranger. Je voulais juste te dire que la proposition de le moraliser est là pour faire diversion, tandis qu'une spéculation chasse l'autre, hier sur l'immobilier, aujourd'hui sur le blé ou le riz, demain sur les énergies renouvelables, et tandis que la croissance de l'économie épuise toutes les ressources naturelles.

- Les hommes ne s'inquiètent-ils pas de ce risque ?
- Beaucoup de voix assurent que "le progrès des connaissances compensera l'épuisement des ressources"⁵². »

Le Petit Prince marqua un instant d'arrêt, puis reprit, un peu hésitant :

« Votre eau devient imbuvable, mais cela vous suffit-il de le savoir, grâce à la science ? La soif de savoir étanche-t-elle votre soif d'eau fraîche ? Au cours de mes voyages, j'ai rencontré un marchand de pilules qui enlèvent la soif, et ses clients ne savaient plus quoi faire de leur temps. "Les hommes s'enfourment dans les rapides, mais ils ne savent plus ce qu'ils cherchent. Alors ils s'agitent et tournent en rond..."⁵³ Vous voulez décrocher la lune "avec les dents"⁵⁴, grimpés sur l'échelle de la finance qui pense pouvoir atteindre le ciel. Si vous faites tomber la lune, vous n'aurez plus de marées pour rythmer vos chants et je perdrai mon réverbère sous lequel je parle aux étoiles et écoute la brise lointaine qui me parvient de la Terre. »

⁵¹ K. Marx, F. Engels, *Manifeste communiste*, 1848, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965, p. 164.

⁵² J.P. Fitoussi, E. Laurent, *La nouvelle écologie politique, Economie et développement humain*, Paris, Seuil, 2008, p. 14 et 54.

⁵³ A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 1940.

⁵⁴ N. Sarkozy, campagne électorale 2007.

14

On n'achète pas le soleil

- « Bonjour, dit le Petit Prince.⁵⁵
- Bonjour, répondit l'omniprésident.
 - Que fais-tu ? demanda le Petit Prince.
 - Je prépare la privatisation de La Poste et, pour cela, je mets au point ma tactique.
 - C'est un jeu ? questionna le Petit Prince, curieux.
 - Oh, non, répondit l'omniprésident, bien que je m'amuse beaucoup.
 - Tu ne joues pas et tu t'amuses ? Tu présides alors.
 - Oui, je préside, c'est-à-dire j'organise le déblaiement des services publics qui nous coûtent trop cher.
 - Tes concitoyens t'approuvent-ils ? Leur en as-tu parlé ? questionna le Petit Prince.
 - J'ai annoncé que La Poste changerait de statut en devenant société anonyme, mais que seuls des capitaux publics pourraient s'y investir. Quand ce sera fait, je passerai à la seconde étape qu'on appelle ouverture du capital. J'ai fait comme ça pour le gaz et la France n'y a vu que du feu.
 - En somme, tu te joues de ceux qui t'ont élu.
 - Comme disait mon prédécesseur, les promesses n'engagent que ceux qui les croient.
 - Est-ce que je ne pourrai plus envoyer de lettre depuis mon étoile, ni en recevoir ?
 - Si, si, mais tu paieras un peu plus cher quand le marché le dira.
 - Alors, pourquoi veux-tu privatiser si le marché fera ce que font aujourd'hui les postiers pour moins cher ?
 - Ce sont les lois de l'économie : d'abord, la Main invisible a dit que la concurrence était le meilleur système ; ensuite, on l'écrit dans les traités internationaux ; enfin, on l'applique en lui ouvrant les portes des services publics. J'instaure les portes ouvertes permanentes, même le dimanche, ricana l'omniprésident.
 - Et pourquoi la concurrence est-elle le meilleur système ? s'entêta le Petit Prince.
 - Parce que la richesse passe par le marché, répondit, agacé, l'omniprésident, et d'autant mieux qu'on diminue les impôts qui servent à payer les fonctionnaires, lesquels sont improductifs par nature, et qui, d'ailleurs, sont plus souvent en grève qu'à leur travail.
 - Je ne comprends pas bien, dit le Petit Prince en hésitant. Tu dis que les fonctionnaires ne créent aucune richesse, qu'ils ne font rien et tu te plains qu'ils fassent grève ; tu devrais être content puisque que tu n'as pas à les payer pendant ce temps. »

Pris de court, l'omniprésident s'apprêtait à lancer son célèbre joker « casse-toi, pov'con » quand son conseiller, spécialiste de Jaurès et de Blum et féru d'histoire sociale, l'arrêta : « Monsieur l'Omniprésident, n'oubliez pas que vous avez un rendez-vous important. »

Le Petit Prince aurait bien voulu poursuivre la conversation, mais l'omniprésident le congédia. Il s'en fut, à la recherche de son ami le renard. Il le trouva à l'orée du Bois de Vincennes, en train d'observer un remue-ménage important : les pompiers et des ambulanciers portaient secours à quelques vieux sans domicile qui grelottaient à la tombée de la nuit.

Encore marqué par sa conversation avec l'omniprésident, le Petit Prince demanda au renard :

- « Le marché n'a pas construit des logements pour ces vieilles personnes ?
- Il ne le peut pas.
- Pourtant, l'omniprésident m'a dit que...
- Il s'est moqué de toi. Le marché ne satisfait que ceux qui ont un pouvoir d'achat. C'est pour cela qu'on a inventé les services publics, comme les pompiers que tu vois, ou

⁵⁵ Cette première phrase est d'A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 1940.

l'éducation pour apprendre à lire. C'est très utile, mais ça ne rapporte pas d'argent, à personne, et c'est pourquoi l'omniprésident veut les privatiser, comme le lui demandent tous ceux qui veulent placer leur fortune, un peu menacée ces temps-ci par la crise qui sévit justement sur tous les marchés.

- Chaque fois que je te rencontre, tu m'expliques des choses incompréhensibles et qui n'existent pas sur ma planète. L'omniprésident affirme que les fonctionnaires ne produisent rien et toi tu me montres leur utilité. Sur votre Terre, les choses utiles ne valent donc rien ? Et les choses qui valent de l'argent ne sont pas utiles ? Voilà l'un des mystères de votre économie.
- C'est un peu mystérieux, j'en conviens, dit le renard. Mais, en fait, c'est assez simple. Si le travail de ceux qui œuvrent dans les services publics n'était pas productif de quelque chose d'utile, crois-tu que le capital voudrait s'en emparer ? S'il le convoite, c'est qu'il veut lui faire accomplir un « saut périlleux »⁵⁶ : un travail productif de chose utile métamorphosé en travail productif de marchandise, parce que celle-ci rapporte gros.
- Y a-t-il beaucoup de choses qui sont ainsi convoitées et prêtes à faire la cabriole ?
- Tout est à vendre, répondit le renard avec tristesse. Enfin, presque, car le capitalisme n'arrive pas à tout marchandiser. Lui échappent encore le savoir que les hommes ont dans la tête et la lumière du soleil. »

La nuit était tombée, la lune ne tarderait pas sans doute, et seuls brillèrent dans le noir les yeux du renard. Le Petit Prince semblait plongé dans ses pensées. Après un long silence, il reprit :

- « Une fois que tout a été abandonné au marché, ne peut-on revenir en arrière ?
- C'est toujours délicat, car une habitude a été prise qui fait jurisprudence : on privatise les bénéfices et on socialise les pertes. C'est un jeu inventé par le capital : pile, il gagne, face, on perd.
- Et les humains laissent faire ? s'emporta le Petit Prince. Regardent-ils, béats, les sauts périlleux que tu décries ? Ne voient-ils pas que tout cela finit en crises à répétition, de culbutes boursières en cascades financières ? Y a-t-il au moins une raison qui pousserait à continuer de sauter dans le vide ? Par exemple, puisque la finance commande la privatisation de vos services publics, produit-elle quelque chose, elle ?
- Nenni, répondit le renard sans hésiter. C'est d'ailleurs la racine de toutes les crises financières : la finance ne produisant rien, elle finit par être arrêtée dans sa course folle, rattrapée par une vraie loi, celle-là, la loi de la valeur-travail : sans travail, point de valeur économique. Les fonds de pension en savent quelque chose. À trop vouloir s'éclater, la finance sombre lorsque crèvent les bulles, gonflées au gaz soporifique de la fiction.
- Ah ! dit le Petit Prince, tout surpris. Est-ce pour cela que le soleil, que personne n'a fabriqué, ne peut pas avoir de valeur économique ?
- Tout juste, dit le renard, heureux d'avoir ramené le sourire sur le visage du Petit Prince. S'ils le veulent vraiment, les humains ont entre les mains la preuve que la vie ne dépend pas de la marchandise. Et que la coopération est meilleure que la concurrence. Autrefois, on appelait cela le socialisme : mettre en commun. Mais les humains doivent réapprivoiser ce mot. Tu te souviens, Petit Prince, on ne connaît que les choses que l'on apprivoise⁵⁷.
- Oui, je me souviens, je t'ai apprivoisé et tu es devenu mon ami, dit le Petit Prince. Je vais repartir vers mon étoile. Puisqu'on n'achète pas le soleil, l'aventure peut continuer. Je reviendrai te voir. »

⁵⁶ K. Marx, *Le Capital, Livre I, op. cit.*, p. 645.

⁵⁷ A. de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*, 1940.

Troisième partie

Le déni de crise

15

Homo inhumanus

À l'époque moderne, la famille des hominidés⁸⁸ s'est enrichie d'un spécimen supplémentaire. Elle comptait déjà l'*homo habilis*, l'*homo rudolfensis*, l'*homo ergaster*, l'*homo erectus*, l'*homo sapiens*, l'*homo sapiens sapiens*, tous ces *homines* se distinguant de leurs cousins australopithèques et grands singes par la qualité d'*homo faber*, et en bout de ligne... l'*homo æconomicus*, résultat non d'une découverte paléontologique mais d'une invention idéologique pure et simple. Elle compte désormais aussi l'*homo inhumanus*.

C'est une très longue histoire et des centaines de milliers d'années, sinon des millions, séparent chacune des étapes ayant vu un primate un peu plus débrouillard que les autres se dresser sur ses pattes arrières et avoir les mains libres pour fabriquer quelques outils lui assurant supériorité sur toutes les autres créatures. Toutefois, dans la dernière phase, les choses se sont accélérées. L'*homo æconomicus* a très vite dégénéré en *homo inhumanus*.

Il faut dire que l'*homo æconomicus* avait du savoir-faire et des capacités de réflexion et d'action inédites. Tous les lourdauds qui l'avaient précédé avaient mis un temps infini à sortir de leur gangue et de leur ignorance. En l'espace de quelques siècles à peine, l'*homo æconomicus* a colonisé la planète et imposé sa vision du monde. D'où vient ce fabuleux personnage ?

Au commencement était la rationalité

Au XVIII^e siècle de notre ère, une sous-espèce de la branche *homo sapiens sapiens* formée de quelques *homines capitalistici* peu nombreux mais bien soudés entre eux parce qu'ils avaient comme point commun de posséder terre ou instruments de production, ayant compris l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de l'emploi des très nombreux *homines laborantes*, eurent besoin de légitimer l'organisation sociale nouvelle qu'ils développaient. Un philosophe écossais nommé Adam Smith dessina en 1776 les grands traits de cette figure que ses disciples transformèrent en modèle universel de l'homme moderne façonné par et pour le capitalisme : l'*homo æconomicus*.

Le premier trait de l'*homo æconomicus* est une forme abâtardie de l'épicurisme : il recherche sa satisfaction maximale au travers de la consommation toujours croissante de biens ou de services que son activité lui procure ou lui permet d'obtenir en échange. Sa soif est inextinguible et est seulement bornée par son pouvoir d'achat. Ce faisant, l'*homo æconomicus*, doté d'une calculatrice à la place du cerveau, compare tous les coûts et avantages supplémentaires occasionnés ou procurés par telle ou telle décision. Ainsi la décision d'acheter ou de vendre. Mais également la décision de travailler ou de paresser, car, dans l'imaginaire des créateurs de l'*homo æconomicus*, certains *homines æconomici* sont tellement calculateurs qu'ils font le choix de chômer, tant le chômage leur permet de paresser à loisir. Également encore les décisions de s'éduquer, de se marier, d'avoir des enfants, de voter rouge ou blanc, d'être civique ou délinquant, etc., ainsi que le théorisa l'un des papes modernes de l'idéologie de l'*homo æconomicus*, Gary Becker, ce qui lui valut la distinction suprême récompensant chaque année le meilleur économiste ayant vanté la rationalité de l'*homo æconomicus*.⁸⁹

⁸⁸ Pour la classification des hominidés, je me réfère à Y. Coppens et P. Picq (sous la dir. de), *Aux origines de l'humanité*, Paris, Fayard, 2 tomes, 2001. Outre la branche *homo*, la famille des hominidés comprend les australopithèques aujourd'hui disparus et les grands singes.

⁸⁹ Pierre Bourdieu, ayant œuvré toute sa vie à critiquer le modèle de l'*homo æconomicus*, écrivait ceci : « Pour comprendre la forme particulière que revêt l'intérêt économique (au sens restreint du terme), il ne suffit pas d'interroger une nature, de poser, comme Becker, avec une belle inconscience qui suppose une belle inculture, l'équation fondamentale des échanges matrimoniaux, en ignorant tout des travaux des ethnologues ou des sociologues sur la question. Il s'agit, en chaque cas, d'observer la forme que revêt, à un moment donné de l'histoire, cet ensemble d'institutions historiques qui constituent un champ économique déterminé, et la forme que revêt l'intérêt économique dialectiquement lié à ce champ. » Bourdieu P., 1984, « Réponse aux

Car l'*homo œconomicus* est rationnel. Et cette rationalité lui confère une toute-puissance et une autonomie totales. Total, voilà ce qui définit le mieux l'*homo œconomicus*. Il sait tout car il accède à toutes les informations concernant le passé, le présent et l'avenir, et il peut donc procéder à des arbitrages intertemporels qui lui permettent d'optimiser dans le temps sa satisfaction ainsi que celle de ses descendants. De ses descendants aussi ? Oui, parce que l'*homo œconomicus* est ingénieux en diable. Il a mis au point une technique extraordinaire (n'oublions pas que l'*homo œconomicus* descend lui-même de l'*homo habilis sapiens...*) appelée « actualisation ». L'*homo œconomicus* épuise toutes les ressources naturelles mais il n'en a cure parce qu'il leur confère une valeur future d'autant moins grande que le taux de rentabilité de leur utilisation actuelle est plus élevé.⁶⁰ L'*homo œconomicus* tient un discours rassurant à ses enfants : « J'épuise le pétrole, mais j'amasse du capital qui servira à investir et à remplacer tout ce qui aura disparu. Ne vous inquiétez donc point car je suis un anticipateur rationnel. »⁶¹ L'*homo œconomicus* agit ainsi en son âme et conscience : en pensant à son bien, il pense à celui des autres et prévient tous les désagréments qui pourraient les frapper. Son cœur qui, selon le mot de Chateaubriand, « anticipe les maux qui le menacent » est foncièrement bon. Ou plutôt, par un miracle de la rationalité, son intérêt bien compris, joint à celui de chacun, conduira à l'harmonie universelle.

Seul sur son île

Cet *homo œconomicus* n'est pas sans paradoxes. Sa rationalité est tellement aiguë qu'il ne dépend de rien ni de personne, aucune influence extérieure ne s'exerce sur ses goûts ni sur ses choix. La figure mythique qui le représente le mieux est Robinson Crusoé, seul sur son île. Tous les *homines œconomici* étant logés à la même enseigne, chacun occupe son île et n'a de contact avec aucun autre au moment de prendre ses décisions. Avant d'être une métaphore boursière, la bulle est l'univers étroit de l'*homo œconomicus*. Et on se demande par quel miracle l'échange entre tous ces Robinsons pourra bien avoir lieu.

Chacun étant cloîtré sur son île, confiné dans sa bulle, aucune société n'existe en amont, aucune communauté n'est pensable à ce stade. Il faut donc présupposer avec Adam Smith que chaque *homo œconomicus* a une propension « naturelle » à l'échange. L'établissement de contrats marchands, grâce auxquels chaque *homo œconomicus* trouve pleine satisfaction, est l'acte fondateur de la société. Celle-ci ne préexiste pas au commerce, elle en procède. Mieux encore, son harmonie naît de la généralisation de celui-ci, facilitée par la propriété privée et la libre concurrence agissant comme si une « main invisible »⁶² d'essence quasi divine faisait se réaliser cette maxime de Montesquieu : « C'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces. »⁶³

On voit donc la contradiction dans laquelle est enfermé l'*homo œconomicus* : il est seul puisque n'existe aucune « cité » au sens grec, c'est-à-dire aucune communauté politique, et il doit échanger. La seule manière de l'en faire sortir est de *naturaliser* sa condition. Il est *naturellement* doté d'une propriété, il est *naturellement* porté à chercher son plaisir maximum, il est *naturellement* rationnel, il est *naturellement* disposé à échanger sur un marché qui se créera *naturellement* dès que le hasard fera se rencontrer *naturellement* le boucher et le boulanger d'Adam Smith⁶⁴. Autrement dit, l'*homo œconomicus* est... *naturellement un être*

économistes », *Économies et sociétés*, Cahiers de l'ISMEA, tome XVIII, série P.E. « Histoire de la pensée économique », n° 2, PUG, p. 25.

⁶⁰ L'*homo œconomicus* raisonne ainsi : si le taux d'intérêt (mesurant le rendement d'un investissement) est de 10% par an, un bien valant 100 dans un an ne vaut aujourd'hui que $100/1,10 = 90,91$, un bien valant 100 dans deux ans ne vaut que aujourd'hui que $100/1,10^2 = 82,64$, etc. Plus l'horizon s'éloigne, plus la valeur actuelle d'un bien futur est faible et, de même, plus le taux d'intérêt dit d'actualisation est élevé, plus la valeur actuelle d'un bien futur est faible.

⁶¹ Pour une critique de ce tour de passe-passe, voir R. Passet, 1979, *L'économie et le vivant*, Paris, Economica, 2^e éd. 1996 ; J.M. Harribey, *L'économie économe*, op.cit.

⁶² A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, op. cit., tome 2, p. 43.

⁶³ C. de S. de Montesquieu *De l'esprit des lois*, 1758, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1951, tome 2, 4^e partie, Livre XX, Chapitre premier, p. 585.

⁶⁴ A. Smith, *La richesse des nations*, op. cit., tome 1, p. 82.

social, ce qui est une contradiction dans les termes puisqu'il serait social sans avoir à être socialisé.

Ce génial Adam Smith avait bien senti la faille : comment fonder le bien-être général sur l'égoïsme calculateur de tout *homo œconomicus* ? Aussi avait-il attribué à l'*homo œconomicus* une caractéristique plus positive : l'*homo œconomicus* a besoin de reconnaissance qu'il ne peut obtenir que des autres, et c'est de l'empathie générale que surgit l'harmonie de la société bien plus que de la recherche de l'intérêt égoïste. Mais les gourous ultérieurs de l'*homo œconomicus* n'ont retenu que ce dernier mobile parce que l'Adam Smith des « sentiments moraux »⁶⁵ pouvait se révéler assez vite encombrant pour les tenants de l'ordre libéral.⁶⁶

L'inhumanité de la négation du social et du politique

La construction idéologique autour de l'*homo œconomicus* s'achève par la démolition des ébauches de théories du contrat social élaborées aux XVII^e et XVIII^e siècles par Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau. Ces ébauches étaient certes disparates et imprécises mais elles cherchaient toutes à établir sur quelles bases étaient fondées les relations entre l'individu d'un côté et l'État, le droit et la politique de l'autre. Pour Hobbes, l'homme sort de son état de nature où il s'entre-déchire avec ses semblables (« l'homme est un loup pour l'homme ») en établissant par la raison un contrat qui donne pouvoir à l'État d'assurer la paix civile : ce dessaisissement entre les mains du pouvoir politique équivaut à un renoncement au droit naturel mais dont le gain est la sécurité. Locke inverse le schéma : l'état de nature est un havre de paix où règnent la liberté et l'égalité naturelles, et, pour garantir leur pérennité, les hommes concluent un pacte social en confiant à un corps le pouvoir suprême législatif pour protéger les droits naturels au premier rang desquels figure le droit de propriété. Rousseau tente une synthèse entre les deux pôles précédents : la sécurité de Hobbes et la liberté de Locke. Le contrat social instituant le pouvoir d'État, expression de la volonté générale, doit garantir les plus grandes sécurité et liberté possibles que l'on trouverait dans une situation hypothétique dite naturelle qui n'a pourtant jamais existé. La réalité est que les rapports humains se dégradent dès lors qu'ils sont plus empreints d'utilitarisme que de sympathie. Il en résulte une tendance à l'accroissement des inégalités contre laquelle la loi permet de lutter. Ainsi, Rousseau ébauche une rupture avec l'idée selon laquelle la société ne serait qu'une somme d'individus : le contrat social n'est pas passé entre des individus mais entre ceux-ci et le corps social dans son ensemble. Il suppose donc que ce dernier a une existence ne se réduisant pas à celle des individus. Cela aurait pu être une source féconde de la légitimation du politique. C'est d'ailleurs cette voie qu'exploreront de nouveau à la fin du XX^e siècle Jürgen Habermas et John Rawls, l'un pour construire autour de la discussion une communauté politique, l'autre pour fonder une société juste à partir d'un contrat social conclu sous « voile d'ignorance » de leur condition sociale par des individus rationnels.

Mais, par une ruse de la rationalité, le schéma élaboré par Smith, plus proche de celui de Locke que de ceux de Hobbes et de Rousseau, aboutit à l'*homo œconomicus*. Il exclut *a priori* le politique, c'est-à-dire la délibération collective, que ce soit sur l'*agora* ou sous la forme de la palabre, et *in fine* il exclut la démocratie. Et cela pour deux raisons. Parce que le marché où se fait le commerce est considéré comme auto-suffisant : ainsi, sont ignorées toutes les productions orientées vers la réciprocité comme le don ou vers la redistribution par le biais de la collectivité. Et parce qu'il est logiquement impossible de déduire une décision collective de la collecte des décisions individuelles, aussi rationnelles soient-elles⁶⁷. Il ne reste plus qu'à instaurer une forme dictatoriale du pouvoir⁶⁸.

⁶⁵ Avant sa célèbre *Richesse des nations*, Adam Smith avait publié en 1759 *Théorie des sentiments moraux*, Éd. Guillaumin, 1860, réimpr. Plan de La Tour, Éd. d'Aujourd'hui, 1982.

⁶⁶ Pour un complément, voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital*, *op. cit.*

⁶⁷ C'est le célèbre paradoxe de Condorcet. Si trois individus X, Y et Z doivent choisir entre trois possibilités A, B et C, et si X et Z préfèrent A à B, X et Y préfèrent B à C, A devrait donc être préféré à C, or Y et Z préfèrent C à A. La transitivité des préférences individuelles ne se retrouve pas à l'échelle collective.

⁶⁸ C'est ce que montre, désabusé, K.J. Arrow, *Choix collectifs et préférences individuelles*, 1951, Paris, Calmann-Lévy, 1974.

La croyance en l'existence de lois naturelles qui gouverneraient les sociétés humaines est en phase avec celle de la rationalité de l'*homo œconomicus*. Ainsi peut se propager la « fiction »⁶⁶ du marché comme régulateur total de la société et de son corollaire, l'inutilité du politique. Mais la conséquence est terrible puisqu'en niant cette spécificité – l'homme est un être social – cela revient à dénier à l'homme son caractère *humain* et à en faire exclusivement un *homo inhumanus*.

La supercherie atteint son comble en tenant deux discours contradictoires : d'un côté, l'État est inutile et, de l'autre, il est au service de tous, protecteur sous son aile des riches et des pauvres embarqués sur le même navire. La contradiction se résout *a minima* par un renoncement : ainsi, Lionel Jospin, confronté aux plans de licenciements capitalistes, avait-il déclaré que l'État ne pouvait tout faire, dissimulant derrière cet aveu d'impuissance un ralliement au précepte normatif libéral selon lequel l'État ne *devait* pas interférer dans la relation supposée d'égal à égal entre le salarié et son employeur.

Pourtant, le clairvoyant Smith nous avait avertis : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité ».⁷⁰ Marx n'aura plus qu'à parachever la critique en montrant que les lois gouvernant l'organisation sociale ne sont jamais naturelles mais toujours le produit de rapports de forces sociaux.⁷¹

Feu la dialectique de l'*homo*

Peut-on imaginer un instant que nos ancêtres aient pu domestiquer le feu, puis inventer l'agriculture, *individuellement*, par un savant calcul d'optimisation d'*homo œconomicus* ? De telles conquêtes ou maîtrises ne peuvent se penser sans une organisation collective élaborée. Qui peut croire que le bien-être résulte automatiquement de la liberté totale de circuler des capitaux permettant au marché de répartir équitablement les ressources, les emplois et les revenus ? Personne. Mais certains ont intérêt à le laisser croire. En faisant du marché un concept abstrait, jailli de la seule rencontre de deux contractants hors de tout environnement social, on le naturalise, on l'intemporalise, on l'universalise, c'est-à-dire on en fait un modèle global en dehors duquel il n'y a point de salut, et on éternise la valorisation du capital obtenue par la vente sur ce marché du produit du travail censé répondre aux besoins de l'insatiable *homo œconomicus*. La *globalization* (prononcez à l'anglaise) du capital trouve ici la légitimation sans laquelle aucune forme de domination et d'aliénation n'est tenable durablement. Cette légitimation agit avec la puissance d'une violence symbolique qui lamine tout autre entendement du monde et tout autre projet. La gratuité, la production de valeurs d'usage sans nécessairement de valeur d'échange, c'est-à-dire un véritable développement humain, sont impensables dans l'idéologie de l'*homo œconomicus*.

Le genre *homo* contient en lui cette part d'humanité et cette part d'inhumanité qui font sa spécificité. Les deux sont sans doute vissées l'une à l'autre dans une dialectique qui permet l'évolution et le développement. En voulant faire des individus des atomes pris dans un mouvement brownien, l'idéologie de l'*homo œconomicus* défait ce lien. Elle rejette dans l'inexistant, dans l'illégitime, dans l'irrationnel, ce qui relève de la construction collective. Toute forme de solidarité⁷² devient inutile, voire nuisible à l'efficacité. Ce faisant, elle réduit l'humain dans l'*homo* et elle exacerbe son côté inhumain.

Il serait erroné de conclure que l'*homo œconomicus* a enfanté l'*homo inhumanus* puisque l'inhumain fait partie de l'*homo* (d'ailleurs, l'*homo œconomicus*, trop occupé à calculer, n'a pas le temps de penser à la bagatelle pour procréer : il jouit de ses biens, de son avoir, avant d'être). Mais en exacerbant ce penchant, il réduit l'*homo* à ce seul aspect. Il le rabougrit. Il lui borne son horizon. Il le fige. Il lui boucle son histoire. Il en prépare la fin. La fin de l'histoire

⁶⁶ . Selon K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.

⁷⁰ A. Smith, *La richesse des nations, op. cit.*, tome 2, p. 337 et 332.

⁷¹ K. Marx, *Misère de la philosophie, Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*, 1847, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965.

⁷² Cela concerne aussi bien la solidarité mécanique des sociétés traditionnelles que la solidarité organique des sociétés modernes discernées par Emile Durkheim.

théorisée par Francis Fukuyama⁷³ n'est que le masque de la volonté d'assurer l'infinitude du capital.

⁷³ F. Fukuyama, « La fin de l'histoire ? », *Commentaire*, n° 47, automne 1989 ; et « Nous sommes toujours à la fin de l'histoire », *Le Monde*, 18 octobre 2001.

16

Le plaisir, la souffrance et l'économiste⁷⁴*Brève épistémologie⁷⁵ de l'économie pour le citoyen*

La pauvreté augmente malgré la richesse croissante. Les inégalités se creusent en dépit de l'éducation et de la santé presque gratuites. Le lien social se délite d'autant plus que la « communication » triomphe. Et les dégradations de l'environnement s'accumulent bien que la technique bondisse de prouesse en prouesse. Il y a de quoi étonner le citoyen, à qui l'on n'a cessé de répéter que, par le miracle du marché, le capitalisme était porteur de bien-être pour l'humanité.

L'économiste standard, lui, n'est pas surpris par ces paradoxes. D'ailleurs, à ses yeux, ce ne sont pas des paradoxes. Le chômage durable réduit-il à la marginalité ceux qui s'y trouvent plongés ? C'est parce que les chômeurs sont consentants. Par quel raisonnement l'économiste standard aboutit-il à cette conclusion ?

Sur la place (du marché), une foule nombreuse, bigarrée, en baskets ou pieds nus, se présente devant quelques personnages, d'identité incertaine, plutôt multinationale, mais tous vêtus de trois-pièces et un téléphone portable collé à l'oreille. Chacun d'eux fait venir devant lui un seul va-nu-pieds à la fois, lui demande de déposer son sac à diplômes sur la bascule, et, invariablement, lui propose un emploi au tarif un cran en dessous du minimum légal. Le « gueux »⁷⁶ hésite et, déjà, le monsieur multinational lui a montré d'un doigt méprisant le reste de la foule, piétaille qui gronde d'impatience, en faisant un signe au suivant d'approcher.

L'économiste standard, qui a observé la scène, explique. Deux individus sont face à face et donc à égalité. L'un offre sa capacité de travail, l'autre la demande. Celui-ci, qui a immédiatement jaugé l'importance de la foule, a proposé un tarif d'embauche très bas. Le demandeur d'emploi (le va-nu-pieds) a procédé dans sa tête à un calcul rationnel, continue l'économiste standard : si je travaille, cela va me fatiguer, me procurer un désagrément (une désutilité, dit l'économiste standard) ; en contrepartie, je vais percevoir une somme avec laquelle je pourrai m'acheter le même téléphone que celui qui n'arrête pas de sonner devant moi, et mon plaisir augmentera. Le désagrément supplémentaire est-il supérieur ou inférieur au plaisir supplémentaire ? S'il est supérieur, je reste au chômage ; s'il est inférieur, j'accepte l'emploi. L'économiste standard conclut : le chômeur a choisi la situation préférable pour lui. Et il ajoute : les salariés de Marks & Spencer auraient dû s'apercevoir à temps que leurs salaires extravagants ne permettaient pas de verser 2 milliards de livres sterling aux actionnaires d'ici mars 2002 et une « prime de performance » d'un million d'euros au PDG, assortie de 15 millions d'euros de stock-options. Quant aux salariés de Danone, quelle myopie ! Ne pas voir que 4,7 milliards de francs de profits en 2000 étaient encore insuffisants. 4 000 licenciements d'un côté et 1 700 de l'autre sont la sentence rendue par le marché mondial.

La pollution submerge nos côtes, envahit nos campagnes et étouffe nos villes ? L'économiste standard a une réponse. La pollution, dit-il, est semblable au chômage qui, d'ailleurs, est une sorte de pollution sociale. Si le pollueur pollue sans retenue, il occasionne une telle souffrance aux pollués que ceux-ci ont intérêt à lui racheter des droits de polluer jusqu'au moment où la souffrance supplémentaire qu'ils réussissent à faire décroître est égale au profit supplémentaire – dont on sait à quel point il fait jouir le propriétaire du capital – que celui-ci obtient en produisant saleté. En ce point, pollueurs et pollués sont heureux puisque ni les uns ni les autres ne pourraient connaître une meilleure situation que celle-là, ayant échangé librement, en partenaires égaux, les droits de polluer.

⁷⁴ Ce texte n'est pas à proprement parler une parodie car il résume exactement, en la tournant par la dérision, l'essentiel de la théorie économique libérale que l'on appelle néo-classique.

⁷⁵ L'épistémologie est l'étude critique des sciences.

⁷⁶ L. Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux*, Paris, Raisons d'agir, 2000.

L'économiste standard, imperturbable, poursuit. Les droits de polluer sont des bons de plaisir pour le pollueur et des bons de torture pour les pollués quand ils ne les possèdent pas. Mais ces derniers, en calculateurs rationnels, ne doivent pas les racheter tous. Il faut que plaisirs et souffrances s'équilibrent : le prix que le marché fixera pour ces droits de polluer sera tel que le plaisir supplémentaire des uns soit exactement compensé par la moindre souffrance des autres. Au curieux qui demande comment l'on compare les plaisirs, le savant, irrité, répond que la variation relative des prix que les uns et les autres acceptent de payer en donne la mesure, après avoir affirmé à l'inverse que la variation relative des satisfactions devait déterminer les prix.⁷

Néanmoins satisfait de lui, l'économiste standard a réussi à dissenter sur la rationalité économique. Il a construit un monde imaginaire où tous les individus négocient librement sur un pied d'égalité : patrons de grandes firmes et salariés, barons et chômeurs, pollueurs et pollués, bourreaux et victimes. Aucun rapport de forces n'existe, tout baigne dans un univers organisé autour du contrat marchand qui gère toutes les relations humaines. Concevoir un individu coupé de toute racine collective est indispensable pour attribuer au marché sa fonction régulatrice toute-puissante. Mieux, le collectif n'existe même pas : il n'y a que des Robinsons isolés et juxtaposés. L'économiste standard insiste pour que l'État soit réduit au minimum, ne puisse troubler cet ensemble aussi naturel et ne vienne perturber cet édifice issu d'une volonté aussi divine que providentielle.

« Naturel » ! Le grand mot de l'économiste standard. Le sésame de son paradis intellectuel ; son fétiche. Il le murmure, l'évoque, l'invoque, le proclame, le chuchote. Extase de l'économiste standard : tout est naturel dans l'économie. Le droit de propriété d'abord. Propriété des biens et surtout du capital. Comment le capital s'est-il concentré ? Naturellement, puisque certains hommes sont fourmis et d'autres cigales. Pourquoi le capital cherche-t-il à s'emparer de ce qui n'appartient à personne et qui était donc jusqu'à présent le bien commun de l'humanité : l'eau, le génome du vivant, le savoir ? Parce que la nature ne peut être échangée, avoir un prix, si elle n'est appropriée ; et, comme l'échange marchand est naturel et fonde la société, alors tout doit être marchandisé, même la nature, à laquelle sera ainsi conféré un statut vraiment naturel.

La nature ne connaît qu'une règle, professe l'économiste standard : le fort mange le faible. La concurrence économique est aussi naturelle que la compétition des espèces pour leur survie. Point besoin de règles sociales qui empêcheraient l'eugénisme et la sélection naturelle. Point besoin de droit du travail puisque le contrat individuel suffit. Point besoin de sécurité sociale puisque les assurances assurent ceux que la sélection naturelle a autorisé à vivre. Point besoin de retraites puisque les assurances assurent ceux qui ont les moyens de s'assurer, qui sont ceux que la sélection naturelle...

Les solutions qui ont prévalu en occident depuis deux siècles sont éprouvées. Il convient donc de les étendre à tous les peuples de la terre. Si les traditions de ceux-ci freinent l'application des lois naturelles et universelles, quelques plans d'ajustement structurel mettront ces peuples à genoux, qui cesseront toute résistance et comprendront enfin que résistance rime avec souffrance et désir de consommer avec plaisir. Les propriétaires fonciers qui trustent la terre la trustent en vertu d'un droit naturel. Les Sans-Terre le sont naturellement, et, s'ils luttent, un coup de feu providentiel les rendra à leur condition naturelle de mortel. S'ils en réchappent, ils pourront vendre sur le marché mondial leur sac de riz ou de

⁷ La théorie économique libérale néo-classique a tenté de construire une théorie de la valeur opposable à celle de la valeur fondée sur le travail. Elle dit qu'en concurrence parfaite les individus échangent jusqu'à ce que les rapports entre les prix des marchandises égalisent les rapports entre les utilités marginales de celles-ci, c'est-à-dire les suppléments d'utilité procurés par la consommation d'une unité supplémentaire de chaque bien. Deux failles logiques ruinent cette théorie. Premièrement, il est impossible de mesurer l'utilité et sa variation. Deuxièmement, dire que les prix sont dans les mêmes rapports que les utilités marginales, c'est énoncer un résultat du processus d'échange et non une cause de celui-ci. On ne peut donc à la fois dire qu'en concurrence les prix s'imposent aux agents économiques individuels et que les utilités marginales obtenues par ceux-ci déterminent les prix. Voir le chapitre « Le vice et la vertu appliqués au marché » dans *La démence séniole du capital*. En réalité, l'utilité explique pourquoi on produit mais ne détermine pas la valeur d'échange de ce qui est produit, tout simplement parce que l'utilité ne se mesure pas. Les néo-classiques sont enfermés dans un dilemme inextricable : ou bien ils raisonnent en termes de préférences (utilité ordinale) et de classement de celles-ci, et alors ils ne peuvent effectuer aucune comparaison interpersonnelle ni additionner les préférences individuelles pour estimer une préférence collective ; ou bien ils raisonnent en termes quantitatifs (utilité cardinale), et alors ils se heurtent à l'impossibilité de mesurer l'utilité.

blé au même prix que celui apporté par le céréaliier américain ou européen, produit intensivement et aidé par des subventions aussi naturelles que les catastrophes du même nom.

L'économiste standard a ainsi conçu un discours sur l'économie qui fait de celle-ci une entité séparée du réel. Du réel, fait de relations sociales, de rapports sociaux, de conflits, d'intérêts contradictoires, de passions irraisonnées, de recherches désintéressées, de calculs sordides et aussi d'actes gratuits, il ne reste qu'un calcul optimisateur. Non seulement l'économiste standard pense l'économie comme détachée du réel, mais il impose une image du réel, simple décalque de son économie imaginaire parfaitement rationnelle. Moins la société – ensemble d'institutions, de régulations, de lieux de socialisation, de repères d'identification – existe, plus l'individu est atomisé et soumis à la loi, bien entendu naturelle, du marché, qui, une fois créé, se débarrasse de sa matrice, la société, en subordonnant tout à la rationalité de la rentabilité.

Par la violence de son déni de réalité, l'élucubration de l'économiste standard a une portée idéologique puissante. En effet, si l'économie fonctionne selon des lois naturelles, toute action politique pour orienter l'évolution de la société est inutile et, de surcroît, vouée à l'échec. Pis, elle ne pourrait qu'occasionner des souffrances que le marché nous évite spontanément. L'économiste standard a ainsi respecté le cahier des charges imposé par son commanditaire, le capital, qui avait passé commande d'une vision libérale de la société.

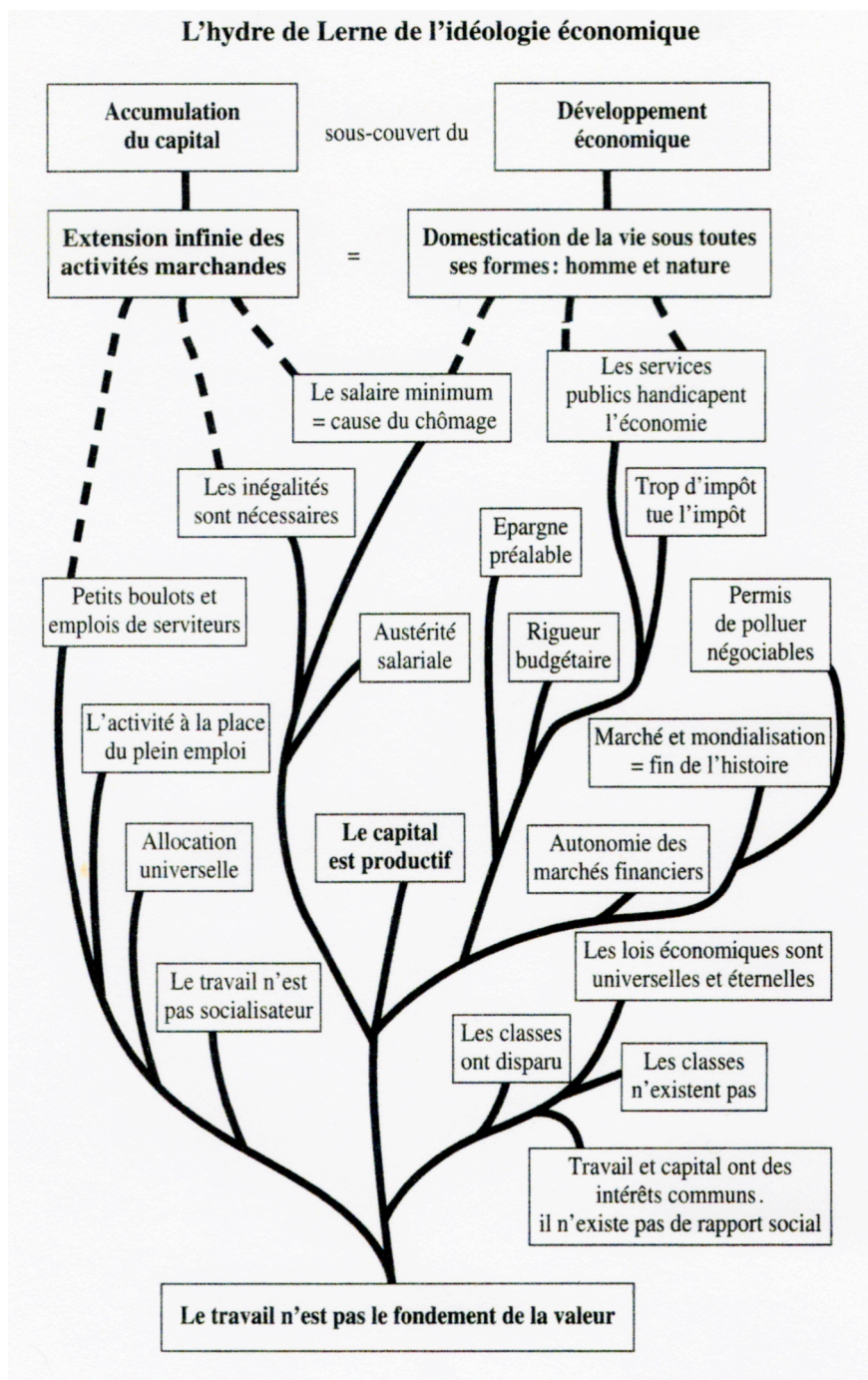
L'économiste standard s'est exécuté et il nage dans le bonheur : il est récompensé par quelque gratification symbolique, par une flatterie médiatique, par une promotion de librairie, par une nomination à quelque chaire ou présidence d'office conjoncturel, ou par quelque oscar (nominé n'est qu'un premier grade) réservé aux plus serviles.

Que peut faire l'économiste aux pieds nus face au degré zéro de la pensée de l'économiste standard, face à la sous-philosophie d'une discipline qui n'a plus rien d'une économie politique et qui n'est que la codification des intérêts des possédants ? En paraphrasant une phrase de Marx, disons que les économistes standards n'ont fait que falsifier le monde. Il s'agit maintenant de le donner à voir en adoptant le point de vue des « damnés de la terre »⁷⁸, de ceux qui souffrent, de ceux qui subissent le « mépris social »⁷⁹, qui auront alors quelque chance de le transformer.

⁷⁸ F. Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, F. Maspero, 1961.

⁷⁹ E. Renault, *Mépris social*, Bègles, Éd. du Passant, 2000.

17



Conclusion

La crise racontée

Correspondance imaginaire entre Marx et Keynes⁸⁰

Marx est mort lorsque Keynes est né (1883). Ils ne se sont pas connus. Et pourtant, ils ont raconté la même crise.

Cambridge, le 24 octobre 2008

Mon cher Marx,

En ce jour du 79^e anniversaire du jeudi noir de 1929, je dois reconnaître que vous m'avez bluffé. À vrai dire, je ne croyais pas à une nouvelle crise. J'avais si méthodiquement décortiqué l'incapacité du marché à produire un équilibre de plein emploi que j'avais amené tous les gouvernements du monde à plus de sagesse : aucun n'aurait laissé s'envenimer une crise sans réagir. Je dormais sur mes deux oreilles et je n'étais pas peu fier d'avoir réussi à vous faire oublier, vous la Statue du Commandeur cherchant à entraîner le capitalisme dans les flammes de l'enfer.

Pourtant, les esprits animaux, que je décrivais dans ma *Théorie générale*, ont repris le dessus. Banquiers et rentiers, ceux-là mêmes auxquels je promettais l'euthanasie, se sont gobergés pendant des années. Et, quand la bise fut venue, comme dirait ce *french* fabuliste, ils furent fort dépourvus en s'apercevant qu'ils ne pouvaient pas tous retrouver leur liquidité simultanément. Et ceux qui en détenaient encore ont marqué leur préférence pour elle et refusé d'endosser des titres dévalorisés, véritables *junk bonds*.

Du temps de ma jeunesse, le secteur de l'automobile commençait à inonder le marché américain d'automobiles rutilantes mais, la demande n'ayant pas suivi, la dépression n'était pas loin lorsqu'un endettement colossal a fait exploser la bulle financière. Depuis 2001, les Américains ont eu un recours à un endettement tout aussi dangereux. Rendez-vous compte : se prenant pour un gourou infallible et porté aux nues par une bonne part de ceux qui prétendaient se réclamer de moi, Mr Alan Greenspan a déversé du crédit sans compter, en oubliant que la création monétaire doit anticiper une production réelle. Et son successeur, considéré comme le meilleur connaisseur de la crise de 1929, Mr Bern Bernanke a continué à savonner la planche. Pendant ce temps, les salaires baissaient dans la valeur ajoutée. Avec l'abolition des frontières et l'intégration financière, la crise ne pouvait que gagner le monde entier.

Mon cher Marx, avec beaucoup de retard, je reconnais mon scepticisme à votre égard, emporté par mon goût pour les classes cultivées. Ah ! si vous aviez connu les délices de nos échanges, de tous ordres, dans le *Bloomsbury Group*, au sein duquel brillait Virginia Woolf, je suis persuadé que vous en auriez oublié votre furonculose. Mais, loin de moi l'idée de vous entretenir de ces mondanités, qui furent, il est vrai, l'essence de ma vie après que j'eus compris les futilités de la Bourse. Je tenais, cher Marx, à vous questionner.

Je concède que vous aviez raison : le capitalisme semble irréparable. Mais, comment envisagez-vous une sortie définitive des frasques de ce système, au vu de l'expérience soviétique calamiteuse ? Car vous m'accorderez, j'espère, que vos épigones ne vous ont guère servi.

Mon cher Marx, le destin nous a séparés, sans doute Londres était-elle trop éloignée de Cambridge, à moins que vos furoncles et mon goût de la littérature ne nous aient placés de part et d'autre d'une frontière, comme dites-vous, de classe, n'est-ce pas ? Il n'empêche, nous sommes les seuls à avoir saisi l'essentiel, cela devrait nous rapprocher sur la suite à donner. Permettez-moi de joindre à cette lettre mes *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* qui devraient vous agréer.

A vous lire, mon cher Marx, votre dévoué,
John Maynard Keynes

⁸⁰ Ce texte a été écrit le jour du 79^e anniversaire du célèbre Jeudi noir (24 octobre 1929), qui vit se produire le krach annonciateur de la Grande dépression des années 1930.

Londres, le 24 octobre 2008

Mon cher Keynes,

Je vous avoue que mon premier mouvement, en découvrant votre lettre, fut de savourer ma revanche. Vous qui m'avez subtilisé une part importante de mon œuvre immense, en feignant de ne m'avoir jamais lu, vous prenez maintenant le chemin de Canossa. Car où avez-vous trouvé, sinon dans mon *Capital*, l'accumulation, le travail comme seul facteur productif⁶¹, la possibilité des crises, l'inanité de la loi des débouchés de cet imbécile de Say, le rôle de la thésaurisation que vous avez rebaptisée préférence pour la liquidité, et même le rôle de la monnaie dont les ignorants vous décernent la paternité ? Allez, encore un effort, cher Keynes, la monnaie transformée en capital par la vertu de l'exploitation de la force de travail ! Je souris aux euphémismes modernes sur le « partage de la valeur ajoutée ».

Mais venons-en à votre question. Je vous concède avoir été léger avec un problème crucial, celui de la transition du capitalisme vers une organisation sociale favorable à l'émancipation humaine. Et les brutes du Kremlin ont eu, eux, la main très lourde.

Il convient d'abord que nous prenions la mesure de la mondialisation capitaliste, que j'avais, avec mon ami Engels, parfaitement analysée dans mon *Manifeste*, cette mondialisation dont la crise n'est que l'aboutissement. L'impossibilité radicale pour tous les capitalistes de liquider en même temps leur patrimoine financier, que vous avez bien repérée, renvoie au caractère fictif de l'excroissance du capital financier. Ce que les petits jeunots d'Attac appellent la financiarisation est l'exacerbation de l'exploitation des travailleurs que permet la liberté totale de circuler dont jouit le capital. Le capitalisme n'est pas le marché, c'est le rapport capital-travail.

Je vous entends déjà plaider en faveur de la régulation. Parlons clair et parlons vrai. Je cède sur le mot, à condition que nous prenions les choses à la racine⁶². Sinon, les sirènes chanteront qu'il y a un bon capitalisme caché derrière la finance vorace. Or, souvenez-vous toujours que ce système plonge l'humanité dans les eaux glacées du calcul égoïste. Que faire alors, dites-vous ?

Primo, on supprime la liberté du capital et on garantit toutes les libertés démocratiques, rien que pour conchier toutes les bureaucraties. *Deuzio*, on plafonne tous les hauts revenus et on prend le surplus pour financer des investissements publics (à ce sujet, j'adore votre multiplicateur d'investissement et ne regrette qu'une chose, ne pas y avoir pensé). *Tertio*, on instaure la propriété sociale des biens essentiels à la vie et la gestion collective du crédit, et on réfléchit sérieusement à réorienter la production vers de l'utile et non vers des dégâts. Voilà une chose que je n'ai pas inventée, le mot « écologie », bien que j'aie écrit que le travail était le père de la richesse et que la terre en était la mère⁶³.

Mon cher Keynes, j'ai lu vos *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* et cela m'a bien plu. Un soir de beuverie dans une taverne londonienne, j'aurais pu le signer. Mais il fallait bien que je vous laisse quelque chose. Bon, il est certain qu'à la City et à Wall Street où l'on me lit régulièrement – si, si, je vous assure – les valets du capital tremblent. Ils trembleraient bien davantage s'ils savaient où nous voulons les conduire : à la reddition.

Je vous promets, mon cher Keynes, de ne plus me moquer de vos manies régulatrices. Mais rappelez-vous : réguler sans transformer n'est pas régler. Parlez-en dans votre *Bloomsbury Group*. Encore un cercle que j'ai raté à force de m'occuper de la quadrature.

Votre dévoué,
Karl Marx

⁶¹ Keynes définit le travail comme seul facteur productif dans la deuxième section du chapitre 16 de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969, p. 223.

⁶² « Être radical, c'est saisir les choses à la racine, mais la racine pour l'homme, c'est l'homme lui-même. » K. Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1844, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome III, 1982, p. 390.

⁶³ « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » K. Marx, *Le Capital, Livre I, op. cit.*, p. 571 ; voir aussi *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, 1875, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, p. 1413.

Annexe : Références

Certains chapitres de ce livre présentent des textes qui avaient été publiés ou mis en scène au cours des dernières années. Ceux qui ne sont pas référencés ci-dessous sont inédits.

1. Dessine-moi un modèle, *L'Humanité*, 24 mars 2006.
 2. Don Quiattaque : Don Quiattaque de la Gauche, le contestataire à la triste figure, *Le Passant Ordinaire*, n° 31, octobre-novembre 2000. Une première version en fut présentée lors de la soirée du *Passant Ordinaire* « Y a un risque ? » le 29 janvier 2000. Une seconde version augmentée fut mise en scène sous les traits de Don Quichotte lors de la fête d'Attac Gironde à Uzeste le 18 juin 2000 dans le cadre d'un débat sur « Culture et mondialisation ». Le texte fut repris dans *La démence sénile du capital*, *op. cit.*
 3. Sud-Nord-Sud, le climat se réchauffe, Conte rigoureusement authentique, *Le Passant Ordinaire*, n° 35, juin-juillet-août 2001, et mis en scène lors de la fête d'Attac Gironde, à Uzeste, les 9 et 10 juin 2001. Le texte fut repris dans *La démence sénile du capital*, *op. cit.*
 4. De la guerre sociale à la guerre totale, Mini-tragi-comédie invraisemblable, Créée le 1^{er} mai 2003 au Forum social local de la Gironde, *Le Grain de sable*, Courriel d'information d'Attac n° 423, 13 mai 2003.
 6. La pierre philosophale, *Le Passant Ordinaire*, n° 47, octobre-novembre 2003.
 7. Le bourgeois bonhomme, Parodie du *Bourgeois gentilhomme*, Acte II, scène IV, de Molière, *Politis*, n° 979, 6 décembre 2007.
 10. Cher pétrole..., *Politis*, n° 1010, 10 juillet 2008.
 13. On n'attrape pas la lune, *L'Humanité*, 18 octobre 2008.
 14. On n'achète pas le soleil, *L'Humanité*, 26 décembre 2008.
 15. Homo inhumanus, in P. Matagne (sous la direction de), *Le développement durable en questions*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 103-111.
 16. Le plaisir, la souffrance et l'économiste : Brève épistémologie de l'économie pour le citoyen, *Le Passant Ordinaire*, n° 34, avril-mai 2001. Le texte fut repris dans *La démence sénile du capital*, *op. cit.*
 17. L'hydre de Lerne de l'idéologie économique, in J. Terrier et H. Poltier, *Vers de nouvelles dominations dans le travail, Sur le sens de la crise*, Lausanne, Payot, 2001.
- Conclusion : Correspondance imaginaire entre Marx et Keynes, *Libération*, 19 novembre 2008.